

SUR L'HISTOIRE DE L'IDÉE DE SOLIDARITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

G. MAURANGES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GIDE, professeur.

Suffragants : } MM. TRUCHY,
 / HÉTIER, professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

SUR L'HISTOIRE DE L'IDÉE DE SOLIDARITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

G. MAURANGES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GIDE, professeur.

Suffragants : { MM. TRUCHY,
HÉTIER, professeurs.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

1909

AVANT-PROPOS

L'idée de solidarité exerce aujourd'hui une influence prépondérante sur la pensée économique et sur la réalisation des réformes sociales. Elle a été l'inspiratrice d'une école nouvelle et indépendante qui lui a emprunté son fondement et son nom. Cette école reflète un moment de l'histoire sociale; elle marque une étape de l'évolution des doctrines économiques.

Le but de cette thèse est d'esquisser les caractères généraux de cette étape et de signaler les causes d'ordres divers qui l'ont déterminée, parmi lesquelles la plus importante est l'emploi de la méthode inductive dans les sciences sociales. Il s'agit donc moins d'exprimer une opinion personnelle que de rapporter les éléments objectifs et subjectifs d'une doctrine extraite des faits et précisée, animée et créée par l'effort réfléchi et méthodique de plusieurs penseurs; il s'agit moins de critiquer et même de commenter que d'exposer.

Les deux meilleurs moyens qui s'offrent à l'observation pour mettre en relief une doctrine sont : l'histoire et la comparaison. Cette thèse sera donc surtout une étude historique du solidarisme et un exposé de sa valeur comparée avec le socialisme qui, lui aussi, se réclame de la solidarité.

A ce double point de vue, il est plus utile et plus honnête, pour bien connaître le solidarisme, d'avoir la pensée même de ses fondateurs et de citer leurs textes, au risque d'en inonder la partie personnelle, que de les analyser et de les traduire plus ou moins fidèlement. Nous avons jugé qu'il était préférable, pour le lecteur, de lui laisser entendre la parole exacte et autorisée des autres que de lui donner une version consciencieuse, mais peut-être erronée, de leurs pensées. C'est ce que nous avons fait.

PREMIÈRE PARTIE

Une doctrine nouvelle issue de l'idée de solidarité

Le Solidarisme

SOMMAIRE. — *Deux doctrines en présence: Individualisme et Socialisme. — Caractère de leur opposition. — Le Solidarisme, synthèse de l'Individualisme et du Socialisme. — Son fondement, la solidarité. — Sa méthode, l'induction; l'idée de justice sociale. — Définition.*

L'école libérale avait à peine conçu l'économie politique comme une science que l'école socialiste venait battre en brèche ses principes théoriques et ses conclusions d'art.

Depuis les deux écoles se combattent avec acharnement, toutes deux ayant des prétentions également scientifiques et la même confiance dans leurs implacables déductions. Et à la vérité « ces deux

écoles ont raison, car chacune voit une moitié de la vérité. Elles sont inverses, mais complémentaires.

« L'économisme défend l'idée de liberté, concurrence, sélection, inégalité, hiérarchie.

« Le socialisme défend l'idée de solidarité. Or ces deux idées sont également légitimes et loin de s'exclure, s'impliquent (1) ».

Ces deux écoles évoluent entre deux pôles; l'individu et la société, entre lesquels elles ne voient que des affinités contingentes et accidentelles alors qu'ils sont liés par des rapports permanents et irréductibles. De là, de cette conception initiale étroite du problème social découle l'opposition des deux frères ennemis: Individualisme et Socialisme.

Mais cette opposition est-elle réelle ou simplement doctrinale? En d'autres termes y a-t-il dualisme dans la réalité vivante des phénomènes sociaux comme dans l'antithèse théorique des deux doctrines en présence?

L'opposition entre le socialisme et l'individualisme est en grande partie d'ordre dialectique. Partis d'aspects différents du problème social, individualistes et socialistes, procédant de la même méthode dogmatique et déductive devaient logiquement aboutir à des conclusions différentes. La même méthode qui pourrait les unir les sépare par son application à des points de vue opposés.

(1) IZOLET. *La cité moderne*, page 643.

Il est important de remarquer en effet que les théories de Marx procèdent de celles des grands économistes du commencement du 19^e siècle et tout spécialement de Ricardo dont il est l'héritier en ligne directe. Il l'est non seulement par sa théorie de la valeur fondée sur le travail, par celle de l'antagonisme des profits et des salaires, par celle même de la rente, mais même par sa méthode abstraite, dogmatique, et par ses formules obscures dont un disciple de Marx, M. Georges Sorel, a dit non pour rire: « L'expérience de la théorie marxiste nous montre de quelle importance peut être l'obscurité pour donner de la force à une doctrine ».

Seulement les économistes — Smith et les Physiocrates en tête — construisirent leur sociologie sur la base de l'individu dérivé de conceptions de droit naturel dont ils acceptaient les données comme définitivement acquises, alors que la psychologie individuelle et surtout la psychologie générale étaient encore dans l'enfance. L'observation des faits n'était chez eux qu'une illustration secondaire de la théorie.

Marx au contraire s'appuie sur une riche observation des faits, on peut même dire la plus riche et la plus perçante de son temps, car nul n'en a accumulé une plus grande masse et n'y a apporté une plus grande puissance de pénétration et d'analyse. Mais imbu de la méthode hégelienne, Marx simplifie

ces faits et les généralise pour en tirer des constructions purement schématiques de telle sorte qu'il déduit le collectivisme de l'assimilation dialectique des fomules axiomatiques ainsi obtenues aux phénomènes sociaux. Et cela est si vrai qu'aujourd'hui la seule ressource qui reste aux marxistes impénitents pour défendre celles des théories du maître qui semblent insoutenables, telle que celle de la valeur-travail, c'est de dire que Marx a supposé une société où le travail serait partout homogène (1).

Ainsi si l'on admet *l'homo œconomicus* et la psychologie simpliste de l'intérêt personnel, on aboutit, par la déduction et la logique, au plus pur économisme. Si l'on admet, au contraire, les formules axiomatiques de Marx et la thèse fondamentale

(1) Voir par exemple ce que dit M. G. Sorel dans la *Revue internationale de Sociologie* 1900. (*Les polémiques sur l'interprétation du marxisme*). p. 266: « Il n'y a pas, dans
« Marx, de vraie théorie de la valeur, au sens qu'on attache
« communément à ce terme, mais une théorie de l'équilibre
« économique réduit au cas d'une société prodigieusement sim-
« plifiée. On suppose que toutes les industries sont équivalen-
« tes et que les travailleurs sont ramenés à un type uniforme;
« une leçon de travail, d'une équipe de dix hommes, produira
« partout la même chose; dans n'importe quelle branche elle
« créera la même grandeur intensive d'une certaine qualité
« qui constitue ce qu'il y a de comparable dans les marchand-
« ses: la valeur..... On obtient aussi une représentation qui
« ne semble avoir d'autre utilité que celle de montrer la pos-
« sibilité de concilier par d'ingénieux artifices la théorie des
« valeurs-temporaires avec le prix du marché. ».

du matérialisme historique, la même déduction et la même logique aboutissent au collectivisme le plus intransigeant.

∴

Le débat continue aujourd'hui dans les mêmes termes. L'économisme orthodoxe et le socialisme scientifique s'opposent l'un à l'autre dans une antithèse que les événements politiques et la rapide évolution des phénomènes économiques rendent plus saisissante que jamais.

Cependant, socialistes et individualistes sont également sortis de leur intransigeance doctrinale primitive. De part et d'autre la théorie s'est dépouillée de sa rigidité initiale; la méthode s'est élargie; un éclectisme bienfaisant a envahi les deux écoles qui, sous la pression des faits ont subi des dégradations successives.

Une nouvelle doctrine a surgi de la découverte du point de contact, du terrain de conciliation où se rejoignent et s'allient dans une juste mesure l'individu et la société. C'est le solidarisme.

∴

La doctrine solidariste, dans l'évolution de la science sociale, se rattache au « mouvement général
« de la pensée humaine qui depuis la Renaissance
« tend à la conciliation, à la synthèse des contraires

« et même des contradictoires » (1).

Après avoir analysé, disséqué la nature, le génie humain tend à réunir les éléments dissociés dans une œuvre de création synthétique d'autant plus parfaite que l'analyse préalable a été plus profonde et plus complète.

Le solidarisme est l'application aux phénomènes sociaux de l'esprit de synthèse qui caractérise l'effort scientifique moderne. Par le solidarisme, la science économique se met au niveau des sciences expérimentales et synthétiques; elle est marquée au coin du progrès qui, d'après Hœckel comporte, dans la connaissance approfondie, un éloignement du dualisme traditionnel ou du pluralisme et un rapprochement du monisme.

Dans la recherche de la loi unique du monde, but suprême de la Science, le solidarisme est l'expression du monisme social.



Comment donc la doctrine solidariste prétend-elle exprimer la loi essentielle de l'évolution sociale? Comment prétend-elle opérer la conciliation de l'Individualisme et du Socialisme?

Cette question a une importance primordiale. La résoudre, c'est en effet expliquer la méthode d'inves-

(1) J. JAURÈS. *Idéalisme et Matérialisme* dans la conception de l'histoire, page 15.

(2) Voir HÖCKEL. *Le Monisme*.

tigation scientifique appliquée par le Solidarisme; et ici la méthode est si essentielle qu'on peut dire qu'elle est la doctrine elle-même. En sociologie, en effet, comme en toute science, la méthode est l'élément indispensable du progrès. Car, comme l'a dit excellemment Taine: « Quand la méthode convenable n'est pas employée, la science s'arrête; quand la méthode convenable est pratiquée, la science marche. Là est tout le secret de son passé et de son présent » (1).

Quelle est donc la méthode qui a déterminé dans les sciences sociales un mouvement réel de progrès? C'est la méthode expérimentale, inductive, comparative et génétique, introduite dans les sciences naturelles par Bacon, appliquée aux sciences morales par A. Comte et préconisée aujourd'hui par l'éminent sociologue E. Durkheim. C'est la méthode pratiquée, mais avec des vues différentes, par les économistes de l'école de Le Play, par l'école historique avec Savigny, Roscher, Kniès, Hildebrand, Schmoller, Brentano, Cliffe, Leslie et Ingram, par l'école d'économie nationale avec List et Carey, et en France, aujourd'hui, par M. Cauwès.

Dans son livre sur les *Règles de la méthode sociologique* où il a si brillamment mis en lumière la fécondité de la méthode inductive, M. Durkheim a

(1) TAINÉ. *Le positivisme anglais*, page 93.

montré que le sociologue « peut appliquer les mêmes méthodes que le linguiste, l'anatomiste, l'embryologiste, le botaniste, le chimiste... etc... S'il ne peut expérimenter, au sens étroit du mot, il peut comparer des séries de faits bien observés. Or l'observation comparative a autant de certitude et donne des preuves aussi convaincantes que la réelle méthode expérimentale directe. Le sociologue devra donc classer les faits sociaux, en tirer des types et les ordonner du simple au complexe. Il cherchera ensuite à trouver dans les types simples les antécédents et les conditions de l'apparition des types complexes. Il obtiendra ainsi des explications génétiques » (1).

Cette méthode s'oppose à la méthode déductive abstraite dont les partisans se rattachent au *Système de Logique* de Stuart-Mill et construisent leur science en supposant des rapports sociaux extrêmement simples puis en les compliquant graduellement.

Dans le conflit des deux méthodes on voit aussitôt par où pèche la thèse de la méthode déductive, abstraite. Soit, par exemple, le système physiocratique aboutissant dans sa conclusion d'art à la non intervention de l'Etat. Toute la technique du libéralisme physiocratique, résultat d'une intuition de génie plutôt que de vues méthodiques dépend d'un rapport simple entre l'homme et la terre, l'homme étant

(1) G. RICHARD. *Notions élémentaires de sociologie*, page 16.

considéré comme invariable dans sa nature et soumis à une seule force morale, le désir abstrait de la richesse avec le moins d'efforts possibles. Que les deux termes, ou l'un des deux termes du rapport soient mal connus, mal déterminés ou bien que dans la série des déductions un élément soit oublié et tout le système s'écroule.

De même pour l'échafaudage collectiviste de Marx ; que la concentration des capitaux et des entreprises ne se produise pas dans le sens indiqué par le matérialisme historique et le prolétariat ne verra pas se produire la catastrophe capitaliste qui doit assurer son triomphe !

* * *

Les économistes libéraux et les socialistes marxistes par leur croyance à l'existence de lois naturelles inéluctables, générales et permanentes aboutissent à la même conclusion de refuser à l'humanité tout droit d'intervention rationaliste dans la marche des événements sociaux. « Laisser faire, laisser passer », dit l'école libérale après Gournay. « Laisser « faire les forces productives matérielles et les « conditions de production », dit Marx (1). Les libéraux partent de l'individu pour aboutir à l'harmonie sociale dans la concurrence ; les marxistes partent d'une généralisation de certains phénomènes

(1) MARX. Voir *Préface de la Critique de l'économie politique*.

sociaux pour aboutir à l'harmonie des individus dans la socialisation des moyens de production. Mais les uns et les autres s'élèvent à leur conclusion par un effort dialectique et commettent l'erreur essentielle d'isoler les phénomènes économiques du milieu moral politique, juridique et religieux dans lequel ils se développent. Bien plus, Marx affirme que la seule cause déterminante du progrès social est le phénomène économique. « Le mode de production
« de la vie matérielle, dit-il, détermine tout d'abord
« le processus social politique et intellectuel de la
« vie: Ce n'est pas la conscience de l'homme qui dé-
« termine son existence, mais son existence sociale
« qui détermine sa conscience. » (1).

. . .

En définitive, cet isolement de la science économique, non pas tant dû à l'usage de la méthode abstraite qu'à l'esprit dogmatique dont les libéraux, comme les marxistes, ne surent se dépouiller, est la cause profonde de leurs erreurs.

En effet, la méthode « a priori » ne vaut que par le principe fondamental sur lequel elle s'appuie. Seule possible, seule féconde dans les sciences abstraites, dans la Mathématique, où les postulats s'imposent à la raison sur laquelle repose toute la science, son application aux sciences concrètes et surtout aux

(1) MARX. Voir *Préface de la Critique de l'économie politique*, page S.

sciences morales où la raison humaine n'est qu'une des causes infinies qui déterminent le fait social, objet de science, ne peut être que d'une utilité secondaire. Faire de la méthode déductive la méthode essentielle de l'économie politique, c'est admettre comme absolu et certain le principe abstrait qui sert de base à la déduction.

Ce n'est pas à dire qu'on doive écarter systématiquement la méthode a priori de la science économique. Mais il n'en faut faire qu'un emploi très judicieux, se méfier des prémisses, classer avec soin tous les objets et ne pas s'obstiner à soutenir des conclusions quand les faits parlent contre elles.

La fragilité des prémisses expose le syllogisme économique construit par la déduction subséquente à éclater sous l'effort synergique de la vie sociale.

•

Tant que la méthode déductive a été seule employée dans les sciences sociales, c'est-à-dire, tant que la doctrine s'est constituée en dehors du contrôle de la réalité, l'opposition entre l'Individualisme et le Socialisme semblait irréductible. Nous avons dit que le Solidarisme avait opéré la conciliation, grâce à l'application de la méthode inductive.

Qu'elle est donc la vertu de cette méthode?

C'est de placer l'énonciation des lois au sommet de la science et non à son point de départ; autrement

dit, d'aller des choses aux idées et non des idées aux choses.

..

L'induction commence par l'observation des faits. Or cette observation est particulièrement difficile dans le domaine social où la qualification des phénomènes, objets de la science, dont les caractères doivent être puisés dans leurs manifestations et leurs rapports objectifs, se heurte à une grosse difficulté du fait de l'homme, sujet conscient qui se représente ce phénomène social après en avoir été, en dernière analyse, le créateur. « L'économie politique, dit « Stuart-Mill, a pour objet les faits sociaux qui se « produisent principalement ou exclusivement en « vue de l'acquisition des richesses. » Mais, ajoute « M. Durkheim, pour que les faits ainsi définis, puissent être assignés en tant que choses, à l'observation du savant, il faudrait tout au moins que l'on « pût indiquer à quel signe il est possible de reconnaître ceux qui satisfont à cette condition. Or au « début de la science, on n'est même pas en droit « d'affirmer qu'il en existe, bien loin qu'on puisse « savoir quels ils sont. Dans tout ordre de recherches, en effet, c'est seulement quand l'explication des faits est assez avancée qu'il est possible « d'établir qu'ils ont un but et quel il est » (1).

(1) DURKHEIM. *Les règles de la méthode sociologique*, page 31.

Dans l'observation des phénomènes, il faut avant tout éviter de prendre l'idée qu'on s'en fait pour les phénomènes eux-mêmes; éviter, comme le dit M. Durkheim reprenant le mot de Bacon, les « *prænotiones* », ces notions que les partisans de la méthode déductive substituent aux choses et dont ils font la matière de leurs spéculations. « Au lieu d'observer ces choses, de les décrire, de les comparer, nous nous contentons alors de prendre conscience de nos idées, de les analyser, de les combiner. Au lieu d'une science des réalités, nous ne faisons plus qu'une analyse idéologique. » (1).

C'est la science des réalités que veut construire la méthode inductive, mais les réalités sont ici particulièrement complexes, enchevêtrées et fuyantes. On peut bien, comme l'indique M. Durkheim, constituer des types de faits sociaux, économiques ou moraux et étudier ces types séparément. Mais il ne faut pas que les catégories ainsi formées, très utiles au point de vue didactique, nécessaires mêmes aux progrès respectifs de chaque science sociale, fassent oublier l'étroite connexité des types de faits ainsi étudiés; car ceux-ci sont tous, en dernière analyse, des manifestations de l'activité de l'homme vivant en société. Autrement dit, le fait social, le fait économique, le

(1) DURKHEIM. *Les règles de la méthode sociologique*, page 21.

fait juridique, le fait religieux, le fait moral peuvent bien être et sont en réalité objets de sciences spéciales et indépendantes car ils sont indépendants dans leur existence. Mais tous ont une commune origine, l'homme social, et le sociologue comme l'économiste, comme le moraliste doivent prévenir dans la détermination des lois de leurs sciences respectives, les réactions réciproques de ces faits et la réaction incessante du fait psychologique.

A ce point de vue, le développement de la psychologie intéresse au premier chef l'économie politique (A). Certes, cela n'est pas fait pour simplifier la difficulté car la connaissance de l'homme « être divers et ondoyant » et doté d'une volonté libre, est loin d'être parfaite: Mais comme le fait remarquer M. Gide: « La statistique a démontré maintes fois la
« régularité vraiment surprenante avec laquelle se
« reproduisent les faits les plus importants de la vie
« humaine, comme, par exemple, les mariages ou les
« plus insignifiants, comme le fait de jeter une let-

(A). Tout une école d'économiste, l'école psychologique, avec Böhm-Bawerk et Menger, réduit l'économie politique à la connaissance complète de la psychologie. D'autres penseurs économistes et sociologues, réagissant contre le réalisme sociologique qui n'accordait aucune part à l'action subjective de l'homme dans l'évolution sociale, ont réhabilité l'étude de la psychologie comme science sociale, notamment Tarde, Lazarus, Wagner, Iering. Voir *Les Sciences sociales en Allemagne*, de M. Bouglé.

« tre à la poste sans avoir mis l'adresse.... Si l'on voit
« d'ordinaire une contradiction inévitable entre l'i-
« dée de liberté et l'idée de loi naturelle, c'est qu'on
« ne prend pas cette dernière expression dans son vé-
« ritable sens.... qui est simplement l'expression d'un
« rapport constant que l'on a constaté entre cer-
« tains phénomènes.... et à vrai dire pour expliquer
« cette régularité étrange au premier abord il n'est
« même pas nécessaire de restreindre le champ de
« la liberté humaine. La régularité des faits écono-
« miques et sociaux n'est pas contraire à la liber-
« té: elle est au contraire la conséquence de cette
« liberté éclairée et réfléchie » (1). L'homme n'est
pas en effet un fou poussé à la conquête du bonheur
par le seul dérèglement de passions souveraines et
capricieuses. Il y a une loi du déterminisme hu-
main; sans cela la constatation de cette régularité
de certains phénomènes sociaux serait inexplicable
et la science de l'humanité n'aurait pas d'objet. Bien
plus, les lois de l'humanité ne sont pas exorbitan-
tes des lois de la nature et si l'humanité les imprè-
gne d'un caractère spécial, c'est néanmoins à ces
lois qu'elle obéit.

Ainsi, non seulement l'économie politique, à l'en-
contre de ce que pensaient les économistes de l'école
anglo-française et les socialistes scientifiques ne peut
être complètement indépendante des autres sciences

(1) GIDE. *Cours d'économie politique*, page 14 et 15.

mais encore elle tient aux sciences naturelles comme l'homme tient à la nature.

Les lois biologiques ont un caractère général. Elles s'appliquent aussi bien aux sociétés humaines qu'aux sociétés animales, car l'humanité ne se sépare pas du reste du monde vivant. Cela est si vrai que les naturalistes ont emprunté à l'économie sociale leur deux grandes lois de la sélection naturelle dont Darwin reconnaît avoir reçu l'idée de Malthus et de la division du travail. L'économie sociale, à son tour, a bénéficié dans une large mesure des recherches et des découvertes des naturalistes. C'est à elle qu'on peut appliquer surtout l'heureuse formule de M. Gide écrivant : « c'est d'abord aux sciences naturel-
« les que l'esprit moderne va demander son inspi-
« ration » (1).

Ce sont, en effet, les sciences naturelles qui ont ouvert à l'économiste, au sociologue, un monde jusqu'alors inconnu ; ce sont elles, dit M. Edmond Perrier, « qui en établissant que dans le monde vivant,
« si la lutte est la condition du progrès comme l'ont
« si vite appris ceux qui rêvent de bouleversement
« social, le progrès n'a jamais été réalisé que par
« l'association des forces individuelles et leur har-
« monieuse coordination, constituent non seulement

(1) GIDE. *L'idée de solidarité en tant que programme économique*. Coopération, page 155.

« la plus haute philosophie, mais la seule capable
« de fournir aux gouvernements les lumières néces-
« saires pour sonder et guérir les plaies profondes
« du temps présent » (1).

Auguste Comte a montré puissamment comment les sciences mathématiques étaient l'outil indispensable du progrès des sciences mécaniques, comment les sciences mécaniques étaient utiles aux sciences physico-chimiques, comment les sciences physico-chimiques éclairaient les sciences biologiques; comment enfin les sciences biologiques permettaient de concevoir et d'établir la sociologie. En particulier, la science sociale n'a pu se constituer que le jour où la révolution biologique avec Lamarck, Goethe, Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, H. Milne-Edwards, Darwin, Virchow, Bichat, Claude Bernard, Pasteur, Hœckel, etc., eut classé l'homme parmi la forêt des vivants, eut montré que dans la série indéfinie des êtres composant le monde organique, la nature créatrice emploie toujours les mêmes matériaux, le tissu vivant et le même procédé, l'association, et eut établi que la division du travail, et la répartition des fonctions, la spécialisation et la coordination sont des phénomènes constants et universels de l'évolution bio-socio-

(1) Ed. PERRIER. *Faune des côtes de Normandie*, cité par M. Bourgeois, *Solidarité*, page 59.

logique, se rencontrant également dans les sociétés animales et les sociétés humaines (A).

« C'est, ainsi que, l'observation comparée a
« montré que la solidarité est un fait d'une impor-
« tance capitale dans les sciences naturelles puis-
« qu'il caractérise la vie. Si l'on cherche en effet
« à définir l'être vivant, l'individu, on ne saurait le
« faire que par la solidarité des fonctions qui lient
« des parties distinctes et la mort n'est autre cho-
« se que la rupture de ce lien entre les divers élé-
« ments qui constituent l'individu et qui, désor-
« mais, désassociés, vont entrer dans des combi-
« naisons nouvelles, dans des êtres nouveaux » (1).

En astronomie, la loi de la gravitation n'est que la loi de solidarité régissant le système du monde. Partout, la solidarité est un des éléments, une des conditions de la vie. L'homme n'échappe pas à la commune loi. « Il n'est ni le but, ni le centre de l'uni-
« vers auquel il appartient au même titre que le
« reste de la création, élément de la vie universelle,
« lié au milieu terrestre et cosmique, à ses sembla-
« bles, à la race dont il sort, à l'ensemble des êtres

(1) CH. GIDE. — *L'idée de Solidarité. — Coopération*, p. 155.

(A). Voir (*Les Industries des animaux*), de M. Frédéric Houssay où l'auteur a groupé et résumé les observations faites par de nombreux naturalistes sur les fourmis. — *Les Sociétés animales* de M. Espinas. — *Les fourmis de la Suisse*, d'Auguste Forel. — *L'entraide*, de P. Kropotkine.

« vivants, exerçant et subissant une foule d'influen-
« ces; ses maladies par contagion peuvent devenir
« celles de ses semblables, qui eux aussi exposent
« leur santé et leur vie aux mêmes dangers. Leur
« travail est nécessaire à la satisfaction de ses be-
« soins et à son tour il les fait profiter de son acti-
« vité. Sa vie morale et intellectuelle est soumise
« aux mêmes réciprocités. Il se pénètre de leurs pen-
« sées, les pénètre des siennes. Entre les hommes,
« c'est un perpétuel échange d'impressions, de sen-
« timents. Tous les mouvements du cœur, toutes les
« modifications du moi: amour, haine, colère, or-
« gueil, joie, souffrance morale, résultent de ces re-
« lations sociales; l'isolement est une diminution de
« son être; il dépérit dans la solitude » (1).

Ainsi la solidarité est apparue comme la loi in-
ductive par excellence, la base de toute sociologie,
« le roc de la cité » selon la formule pittoresque
de M. Izoulet (2). L'observation systématique, com-
plétée par la comparaison, nous a livré, grâce à une
généralisation suprême, le secret de la nature: la loi
de la solidarité.

• • •

Il est remarquable, d'ailleurs, que c'est bien plu-
tôt la nature qui s'est révélée elle-même en suggé-

(1) La Grande encyclopédie au mot *Solidarité*.

(2) IZOULET. *La cité moderne*, page 48.

rant à la pensée humaine sa propre méthode à la fois analytique et synthétique. En effet, à l'instar de la nature qui procède partout par division et spécialisation, tout en poursuivant son but unique de création, l'homme, par la division et la spécialisation des sciences, débrouillée peu à peu par une analyse minutieuse et inlassable, le réseau complet des causes qui déterminent son « moi social ». Chaque science n'est pas en effet autre chose qu'une analyse. Mais l'analyse détruit, seule la synthèse est créatrice. Dès lors, l'œuvre de la Science comme l'œuvre de la Nature, devant être une dans son but, après que chaque science, a révélé analytiquement une des causes de l'évolution totale, l'esprit humain rassemblant dans une synthèse finale les données de chacune, proclame, aujourd'hui, que la loi permanente et universelle est la Solidarité.

* * *

C'est ici le lieu de se rappeler que les facteurs psycho-moraux jouent un grand rôle chez l'homme et de se demander si cette solidarité bio-sociologique, mécanique, révélée par l'induction scientifique, n'en sera pas affectée? La loi de solidarité conservera-t-elle dans le domaine humain la même rigueur que dans le reste du monde organique; ou bien l'homme, sujet insoumis, pourra-t-il, par la révolte de sa volonté libre, intervenir dans le jeu de la loi?

La question présente un gros intérêt. Nous avons vu, en effet, que l'individualisme et le socialisme dans leur forme absolue, refusaient à l'homme tout droit d'intervention rationaliste dans l'application implacable des lois soi-disant naturelles. Naturel et sacro-saint, le moi indépendant de tout et de tous des individualistes ! Naturelle aussi et sacro-sainte la concurrence, même lorsqu'elle est la mère de l'ac-caparement, de la fraude, du mensonge et de la mort ! Naturelle et sacro-sainte, cette loi de la nécessité historique des marxistes qui pèse sur le prolétariat, lui enseigne que son bonheur est dans la misère et réduit sa possibilité positive d'émancipation à un hypothétique soubresaut révolutionnaire ! L'homme n'a rien à faire dans la galère individualiste, pas plus que dans la galère collectiviste. Tout y est naturel, sacré et s'impose à son impuissance désespérée. Laisser faire, tel est à la fois son droit et son devoir.

En va-t-il de même dans la doctrine solidariste ? La raison et la volonté humaines seront-elles bannies de la cité solidariste ? « Qu'est-ce à dire ? De-
« vrons-nous donc nous croiser les bras, impassi-
« bles et impuissants ? Admettons-nous que notre
« agitation superficielle ne change rien à l'évolution
« des sociétés comme nos allées et venues sur la
« surface de la terre ne changent rien au mouve-
« ment qui l'emporte à travers le ciel ?

« Nous nous refusons à ce fatalisme. Si nous
« connaissons et respectons la force des choses,
« nous croyons que l'idée peut, dans une certaine
« mesure contrecarrer l'intérêt, que la civilisation
« spirituelle peut réagir sur la civilisation maté-
« rielle pour discuter ses exigences et limiter sa
« pression » (1).

En effet, savoir, par la méthode inductive, c'est-à-dire, par une vérification objective que la vie morale et la vie physique sont liées, que, comme le dit Leibnitz, tout ce qui se passe dans l'âme de César est représenté dans son corps; savoir que, par la division du travail, par la solidarité des fonctions, par l'imitation, par la contagion de l'exemple, par l'émulation, par la sympathie, par mille relations subtiles, la vie des hommes qui nous entourent, se mêle à la nôtre, et que l'individu tient à la société par tout son être, non seulement physique, mais intellectuel et moral; savoir cela objectivement, c'est-à-dire après avoir acquis, par l'observation et l'analyse systématique des faits, le sens de l'intime solidarité qui nous enveloppe dans une existence collective c'est connaître à postériori et utilement la nécessité qui nous domine. Cette nécessité, du jour où elle est comprise, commence à être vaincue. « Sa-

(1) BOUGLÉ. *Pour la démocratie française*, page 131.

« voir comment les liens sont noués, c'est savoir
« aussi comment on peut les dénouer » (1).

Mais il s'agit ici, moins de vaincre cette nécessité que de la faire servir à des fins supérieures, au développement et au bonheur de l'individu. Cela nous est rendu possible par la technique, même de la méthode pratiquée par le Solidarisme.

En effet, l'idée de loi à laquelle nous nous sommes élevés, grâce à la méthode inductive n'est plus comme chez les individualistes une nécessité subjective, dérivée de l'analyse psychologique individuelle ou comme chez Marx, une nécessité apodictique (A), mais une nécessité objective et expérimentale.

(1) FOUILLÉE. *La Liberté et le Déterminisme*, page 435.

(A). Il faut remarquer que l'emploi de la méthode déductive et abstraite est beaucoup plus absolue chez les économistes de l'école franco-anglaise que chez Marx. L'induction occupe déjà une grande place chez celui-ci et le mécanisme marxiste offre, à ce point de vue, un caractère vraiment scientifique. Marx s'élève à loi du matérialisme historique par des démonstrations objectives basées sur l'expérience historique de la lutte des classes. C'était un grand progrès dans la conception de l'étude des phénomènes économiques et la valeur absolue que Marx a donné à son système; de même que l'intransigeance des principes subséquents ne doivent pas nous le faire oublier. C'est, en effet, dans la déduction subséquente que Marx, entraîné par la dialectique hégélienne, conclut du rationnel au réel et donne à sa loi une valeur apodictique et absolue sur laquelle il développe sa géniale logique sans plus de préoccupations pour le réalisme qui l'avait d'abord guidé. — Voir supra, p. 9 et 10.

tale. Cette différence est fondamentale. Car, dans le premier cas, l'idée de loi puisée dans le sujet lui-même ou imposée irrémédiablement à son esprit est exclusive de toute intervention postérieure de ce sujet qui se condamne d'avance à se soumettre à une loi qui est en lui. Dans le deuxième cas au contraire, le sujet, c'est-à-dire, l'homme, qui a reçu la loi du dehors, garde la pleine autonomie de sa raison, de sa conscience et de sa volonté. Connaître la loi, ne sera pour lui qu'un moyen plus sûr de l'adapter à ses fins. L'idée de loi est ainsi pleinement compatible avec l'action rationnelle de l'homme, action d'ailleurs légitime et qui serait déjà suffisamment justifiée par cette spirituelle boutade de M. Espinas: « Si l'activité humaine était incompatible avec l'ordre des phénomènes, il faudrait considérer comme un miracle le fait de faire cuire un œuf. »

« Sans abandonner le principe positiviste de la
« soumission de l'ordre humain à l'empire des lois
« naturelles, nous demandons aux faits la nature
« de la loi supérieure qui le régit. » Mais nous
n'oublions pas que « ce qui caractérise l'ordre
« humain et le distingue de l'ordre matériel exté-
« rieur, c'est la double modalité de l'action hu-
« maine. A côté de l'activité instinctive il en est
« une qu'on appelle communément volontaire, mais
« dont ce mot n'exprime pas suffisamment la na-

« ture; son emploi entraîne en effet à croire que
« l'action véritablement humaine devrait être con-
« sidérée, en principe, comme complètement auto-
« nome, absolument libre. Or il est certain que cela
« n'est pas.

« La faculté dominante de l'homme est en réalité
« un pouvoir de combinaison à l'égard des choses
« et des éléments qui sont à sa portée, pouvoir indé-
« fini mais qui n'aboutit, en fait, à une réalisa-
« tion, qu'à une certaine condition. Celle-ci n'est
« pas principalement une question d'énergie, de vo-
« lonté, comme tendrait à le laisser entendre l'ex-
« pression d'activité volontaire ou la maxime
« « vouloir, c'est pouvoir », c'est, avant tout une
« question de savoir. L'homme peut, dans la sphè-
« re de ses moyens d'action, à la condition primor-
« diale qu'il sache. La vraie liberté n'est pas un
« attribut de sa volonté, c'est un effet de son in-
« telligence, elle a exactement pour limites et pour
« mesure les limites et la mesure de sa connais-
« sance..... Ainsi la loi particulière de l'humanité
« est de rechercher et de combiner les lois natu-
« relles pour la réalisation de ses conceptions ra-
« tionnelles. Ses œuvres sont viables et parfaites en
« proportion du degré de conformité à ces lois na-
« turelles qu'elles renferment.

« L'activité économique est une activité volon-
« taire, c'est-à-dire qu'elle est soumise à cette loi...

« L'expression « d'Economie politique » avec son
« sens étymologique est donc pleine de justesse. Il
« s'agit bien de l'organisation intelligente d'après
« les enseignements de la nature, de la société éco-
« nomique, du moyen limité qu'elle possède. — le
« travail raisonnable hygiénique de ses membres
« — pour en obtenir le maximum d'effet utile au
« bonheur de l'Individu » (1).

. . .

La définition de M. Hippolyte Passy dit vrai et juste. « Quelle est la mission des sciences sociales et politiques? Rechercher, découvrir et signaler les conditions du meilleur emploi de la part d'action réservée à l'humanité sur ses propres destinées. »

. . .

La doctrine solidariste issue de la méthode inductive répond en tous points à cette définition.

Respectueuse de la solidarité naturelle proclamée par la science, elle revendique cependant les droits de la liberté humaine et de l'intelligence créatrice, car elle sait que si les hommes sont placés et retenus dans des liens de dépendance réciproque, cette dépendance est celle d'individu libre à individu libre et non d'esclave à maître et que la solidarité sociale unit les hommes sans les enchaîner; elle sait

(1) VAZEILLES. *La question sociale est une question de méthode*, p. 48 et suivantes.

que parmi ces liens, les hommes poussés par une conscience profonde de leur dignité et de leur autonomie réciproque exercent une activité débordante et sont à la fois un centre de résistance et d'attraction; elle sait qu'au milieu des similitudes et des répétitions de phénomènes qui rapprochent invinciblement les hommes, surgissent des oppositions passagères et subordonnées, des chocs et des luttes qui les divisent provisoirement; elle sait que sur la trame de solidarité où s'agite la mêlée sociale, chacun aspire à son propre bonheur et que le but suprême du progrès est de faire servir à ce bonheur individuel toutes les forces sociales, toute la puissance des efforts collectifs sollicités par le travail incessant du genre humain, en un mot de mettre la société au service de l'individu.

C'est là qu'apparaît le caractère véritablement progressif du solidarisme; c'est là que se trouve le terrain de conciliation entre l'Individualisme et le Socialisme. La sociologie solidariste va nous permettre de mettre la société au service de la liberté, c'est-à-dire de l'individu, sans heurter la loi de solidarité naturelle. Et cela, grâce à la méthode inductive à laquelle il suffit de rester fidèles. Celle-ci n'exclut pas en effet toute intervention subjective et idéaliste. Sollicitée par l'emploi de « l'hypothèse a priori » si puissamment déterminé par Claude Bernard dans son *Introduction à la médecine expérimentale*,

l'induction dans les sciences naturelles a vu sa technique s'élargir et sa fécondité augmenter.

La doctrine solidariste peut-elle transporter cette induction élargie, assouplie, dans le domaine de la science sociale sans risquer de tomber dans l'idéologie pure, sans verser dans la dangereuse métaphysique? N'allons-nous pas faire revivre les « prénotions » des individualistes; n'allons-nous pas être conduits par la suite à la rigide dialectique et aux conclusions prématurées de Marx? Quelle sera cette « hypothèse à priori » que les phénomènes sociaux, économiques et moraux devront incessamment confirmer? Quelle conception rationnelle déterminera la part d'action réservée à l'homme sur la marche de l'évolution sociale, en conformité avec la loi naturelle de solidarité? Quelle autorité supérieure et incontestée présidera à l'œuvre des transformations sociales, satisfaisant à la fois les exigences infinies de la raison humaine et les résultats précis de la science positive, conciliant les nécessités du déterminisme scientifique avec la nature malléable et rebelle des phénomènes sociaux? Plus simplement quel sera le facteur assez puissant pour concilier la liberté individuelle et la solidarité sociale?

M. Léon Bourgeois répond: « Il faut que la justice soit » (1). Par fidélité à la méthode expérimen-

(1) L. BOURGEOIS. — *L'idée de solidarité et ses conséquences sociales*. — *Essai d'une philosophie de la solidarité*, p. 8.

tales pour éviter tout postulat téméraire il est préférable de répondre : « Il est désirable que la justice soit. La raison demande que la justice soit » et de chercher si les lois naturelles permettent de réaliser la justice sociale conçue par la raison. Car « chercher la justice sociale avant de savoir comment elle pourra s'instituer c'est suivant une expression vulgaire mettre la charrue avant les bœufs » (1).

Par l'idée de justice, la raison surajoute à la science quelque chose de moral et d'à priori, mais sans lui assigner son but (ce qui serait antiscientifique car on n'assigne pas de but à une véritable science), sans la diriger. Au contraire on peut dire que l'idée de justice fait partie intégrante de la science sociale à laquelle elle demandera sa base et sa meilleure justification. Ainsi la science ne devient pas un moyen de justice, elle reste ce qu'elle doit être, la recherche de la vérité. Libre à l'homme, de mettre ensuite la vérité au service de la justice.

Cette idée de justice se justifie-t-elle scientifiquement? Notre « hypothèse à priori » est-elle confirmée par l'expérience?

Sans entrer dans la querelle de l'Idéalisme et du **Matérialisme** historique (1), sans rechercher avec les

(1) E. D'EICHTAL. *Socialisme d'état idéaliste*. Revue politique et parlementaire. Décembre 1897.

) Voir *Idéalisme et Matérialisme dans la conception de l'Histoire*. Conférence de J. Jaurès et P. Lafargue.

philosophes si l'idée de justice est une idée innée ou une idée acquise et avant même d'en appeler à l'histoire et à l'observation, il faut remarquer que la justice n'est pas dénuée de tout fondement objectif. Que cette idée nous soit venue du dehors ou qu'elle soit un produit de la raison pure elle s'est aujourd'hui objectivée; elle est une « idée-force »; comme dirait M. Fouillée, elle est un fait social entrant dans ces idées égalitaires que M. Bouglé (1) a pu étudier, à ce titre d'une façon véritablement scientifique.

La justice est sortie de l'idéalisme subjectif pour entrer dans le réalisme objectif. Elle s'impose à tout et à tous et dans la société moderne prend un sens de plus en plus précis et vaste. « Elle signifie « qu'en tout homme, en tout individu, l'humanité « doit être pleinement respectée et portée au plus « haut » (2) et « aussi bien il y a unanimité pour « reconnaître qu'une société n'est pas une société « digne de ce nom, si elle n'a pas pour fin la justice, si elle ne tend pas d'un effort constant à se « rapprocher de cette fin » (3). C'est un fait que les sociétés les plus avancées ont senti la nécessité

(1) Voir BOUGLÉ. *Les idées égalitaires*.

(2) JAURÈS. *Etudes socialistes*, page 136.

(3) L. BOURGEOIS. *Essai d'une Philosophie de la Solidarité*, page 27.

de s'orienter dans ce sens et de réaliser une œuvre de justice en mettant toujours plus d'équité dans nos rapports sociaux afin d'assurer le libre déploiement de toutes les forces socialement utiles. »

D'ailleurs comment prétendrait-on exclure de l'étude des mouvements sociaux l'idée de justice? Cette idée existe au même titre que le sentiment de l'intérêt et la méthode d'observation doit tenir compte de l'un et de l'autre. « En effet, si l'intérêt et la force « ce étaient l'unique loi des humains, comment expliquer chez les pires d'entre eux cet involontaire respect de la vie, de l'honneur, de la personne « et des biens d'autrui quand leurs passions ne sont « pas directement en jeu. » (1) Prétend-on que l'idée de liberté ne doit tenir aucune place dans la science sociale? Non. Cependant la liberté n'est-elle pas elle-même définie par cette affirmation suprême et unanimement acceptée de la justice: « La liberté de l'un n'a d'autre limite que la liberté des « autres », en sorte que c'est l'idée même de justice qui fonde et limite la liberté sociale de l'homme, la seule vraie et la seule possible!

« Le droit, la justice, ce sont là aussi des réalités. « Ce sont donc là aussi des forces, des énergies positives! Ce sont donc là aussi des lois de l'univers! « La force n'est donc pas l'unique reine du monde

(1) IZOLET. *La cité moderne*, page 389.

« et la justice est pour le moins une compéti-
« trice hardie et une indomptable rivale ! Car remar-
« quons-le, la force a beau sévir, se déchaîner et fai-
« re rage, jamais la justice n'abdique. Heurtée, ren-
« versée, foulée, piétinée, elle proteste encore, elle
« proteste toujours inextinguiblement à travers ses
« sanglots, ses spasmes et ses râles.

« Or cela qui proteste et qui résiste ainsi, cela qui
« est insubjuguable et en fin de compte invincible,
« cela peut-il n'être rien ? Et la suprême puissance
« peut-elle donc appartenir à ce qui ne serait qu'un
« fantôme, une chimère, une ombre ? » (1)

Non, l'idée de justice est au contraire permanente et universelle dans l'humanité. Obscure au début, claire et précise dans la pensée moderne, elle a toujours été sinon l'unique levier, du moins un facteur puissant du progrès social. L'idée de justice se confond, en effet, avec le droit à la vie ; elle s'est d'autant mieux imposée à la conscience des hommes, que ce droit lui-même a été davantage reconnu et mieux défini. N'est-ce pas au nom de la justice que chaque homme qui vient au monde réclame sa place au soleil et sa part de bonheur ? Lorsque dans l'universelle lutte un souffle quelconque de vie disparaît, emporté par une force supérieure et irrésistible, l'instinct même de la conservation ne proteste-t-il pas pour crier à l'Injustice, à la violation du droit

(1) IZOULET. *La cité moderne*, page 392.

à la vie? La lutte est naturelle, oui, mais la justice aussi et une étude scientifique ne saurait s'en désintéresser.

. . .

La science sociale a donc le droit de considérer l'idée de justice comme une véritable « hypothèse a priori » et à condition de ne pas faire passer la charrue avant les bœufs, c'est-à-dire de chercher la réalisation de la justice dans le sens même des lois naturelles, ses solutions pratiques sont inséparables de ses découvertes théoriques.

Que penser, en effet, du funambule qui, connaissant les lois de l'équilibre, s'aventurerait sur sa corde sans balancier? Que dire du physicien qui, ayant découvert les lois de l'électricité et la cause de la foudre s'arrêterait là et n'essaierait pas de supprimer les effets meurtriers de ces lois?

Ainsi en est-il dans le domaine social. Que dire du savant qui, connaissant les lois de la genèse, de la constitution et de la dissolution des sociétés, ne ferait aucun effort pour remédier aux souffrances humaines et dans la contemplation béate de ses spéculations, laisserait l'homme s'abîmer dans la douleur et la misère sous prétexte qu'il est victime des lois naturelles? Le foudroyé aussi est victime d'une loi naturelle. Est-ce une raison pour ne pas élever de paratonnerre, et Franklin a-t-il été moins grand après avoir discipliné la nature?

L'idée de justice sociale est le lien synthétique du solidarisme. C'est par elle qu'il peut, tout en conservant à l'économie politique son caractère de science véritable, c'est-à-dire, tout en respectant les lois découvertes par la recherche objective, donner satisfaction au libre développement de l'individu dans la lutte sociale et aux rapports inéluctables qui l'obligent à une universelle coopération avec ses semblables.

L'évolution individuelle ne peut s'accomplir que dans sa composition et sa coordination avec la solidarité sociale. En effet, rien que la liberté prônée par l'Individualisme libertaire, c'est la lutte partout et toujours, l'effort isolé toujours âpre et souvent infécond, le triomphe de quelques-uns par l'oppression de tous les autres.

Rien que la solidarité défendue par le Socialisme autoritaire c'est la servitude à la société, la monotonie, la mort. Par la justice, le solidarisme oppose aux assauts désordonnés d'une liberté oppressive, la barrière naturelle de la solidarité. L'art se mêle à la science selon les lois de la nature et les exigences de la raison humaine.

* *

Ainsi de l'exposé de la méthode pratiquée par le solidarisme ressortent l'esquisse et la physionomie de la doctrine même dont le caractère synthétique apparaît clairement.

Les deux pôles de toute vie sociale : individu et société, s'équilibrent l'un par l'autre dans le Solidarisme. L'individualisme niait la solidarité; le Socialisme oubliait l'individu; le Solidarisme, sous l'inspiration de la Justice respecte à la fois la solidarité et la liberté.

En résumé la doctrine solidariste embrasse dans une vue d'ensemble philosophique toutes les manifestations de l'activité humaine dans l'ordre social. Une définition du solidarisme ne saurait donc être étroite et restrictive. Elle doit pouvoir s'appliquer à toutes les sciences sociales en les contenant toutes parce qu'elles sont solidaires dans leur développement comme dans leurs résultats.

En conséquence, on peut définir la doctrine solidariste : *L'ensemble des résultats obtenus par la pratique de la méthode inductive dans l'ordre social humain et appliqués à l'organisation de l'association humaine sous l'inspiration de l'idée rationnelle de justice.*

DEUXIÈME PARTIE

La genèse de la doctrine solidariste au point de vue économique

Le mot de solidarité a eu une fortune très rapide. Les hommes qui ont dépassé la cinquantaine ne l'entendaient jamais prononcer dans leur enfance. Aujourd'hui il revient constamment sous la plume des publicistes et sur les lèvres des hommes politiques. Il semble que la devise de la Révolution ait été effacée par ce seul mot « Solidarité » qui couronne tous les programmes électoraux, résume tous les manifestes de partis et retentit dans les discussions parlementaires comme un cri de ralliement. La solidarité est le leit-motiv de toutes les ambitions politiques. Mais l'emploi tumultueux de ce mot n'est pas fait pour en préciser le sens et à force de l'employer, on oublie volontiers de se demander ce qu'il signifie.

Cependant la doctrine solidariste a une physiologie propre et un caractère indépendant. Elle donne au mot de solidarité un sens « sui generis » qu'il faut chercher dans l'étude historique et comparative du milieu d'où est issue cette doctrine.

Une doctrine n'est pas, en effet, un produit spontané du cerveau humain; c'est l'expression d'événements, de transformations et d'évolutions qui caractérisent les grands mouvements sociaux. C'est un trait d'union entre les phases successives de l'histoire, comme le cachet de la recherche intelligente apposé sur les échelons du progrès. L'histoire d'une doctrine implique l'étude des causes de sa formation, la recherche des actions et des réactions, des bouleversements opérés dans l'ordre économique, moral et politique et sous la pression desquels elle a été élaborée. Elle implique donc la connaissance de ces trois ordres de phénomènes dont la pénétration et la solidarité constituent le milieu social.

Au point de vue économique, le Solidarisme se présente surtout comme une réaction contre les outrances de l'Individualisme incompatibles avec les changements survenus dans la technologie industrielle. Nous devons donc étudier tout d'abord le milieu économique dans lequel s'est opérée la révolution technologique et ensuite la réaction doctrinale qui s'en suivit, sous l'influence concomitante de causes morales et politiques.

CHAPITRE I

Le milieu économique issu du Libéralisme

L'avènement de la bourgeoisie libérale. — Ses principes.—Leur application par la Révolution.—La liberté du travail et le rôle négatif de l'Etat en matière économique. — Le régime libéral, la négation de la solidarité et la production collective. — Ses résultats, le prolétariat, sa condition. — Comment se pose la question d'une intervention sociale dans les rapports économiques des individus.

A la fin du XVIII^e siècle, la bourgeoisie est portée au pouvoir politique par un coup de vent terrible. Aussitôt elle s'empresse de consacrer la puissance économique qu'elle avait acquise depuis la Renaissance par l'exploitation de la richesse mobi-

lière. Sur les vestiges de la noblesse, sur l'ignorance la misère et l'impuissance des paysans et des ouvriers, elle affirme la conscience de sa force, érige ses besoins en lois, généralise ses aspirations, impose sa philosophie à la société issue de la Révolution.

La Révolution n'avait fait d'ailleurs que précipiter l'avènement de la bourgeoisie. Depuis longtemps déjà celle-ci formait une classe intelligente, instruite, laborieuse, préparée à la prééminence sociale par une confiance audacieuse dans la mission qu'elle avait à remplir et par une conscience profonde de l'adaptation de ses besoins aux nécessités momentanées du progrès. Depuis longtemps les cadres vermoulus de la monarchie absolue et la hiérarchie traditionnelle des classes de l'ancien régime ne correspondant plus à leur fonction sociale respective, présentaient un antagonisme manifeste avec la prédominance économique de la classe industrielle et commerçante. Celle-ci était, en outre, détentrice d'une grande partie de la terre et supportait toutes les charges de l'Etat dont elle achetait les offices et sur lequel elle avait des rentes. « La « nation française était arrivée à la maturité intellectuelle et la bourgeoisie était arrivée à la maturité sociale. La pensée française avait pris « conscience de sa grandeur et elle voulait appliquer à la réalité entière, à la société comme à la « nature sa méthode d'analyse et de déduction. La

« bourgeoisie française avait pris conscience de sa
 « force, de ses richesses, de son droit, de ses chan-
 « ces presque indéfinies de développement, en un
 « mot, la bourgeoisie parvenait à la conscience de
 « classe pendant que la pensée parvenait à la cons-
 « cience de l'univers. Là sont les deux sources ar-
 « dentes, les deux sources de feu de la Révolution,
 « c'est par là qu'elle fut possible et qu'elle fut
 « éblouissante. » (1)

• •

Le XVIII^e siècle avait façonné l'âme de cette grande force qu'était la bourgeoisie. Tandis que la monarchie absolue s'enfonçait dans une inconcevable incurie et répondait avec Louis XV au grondement de la sourde colère qui commençait à monter « Après nous le déluge », le XVIII^e siècle emplissait la pensée humaine de clartés nouvelles. Les esprits toujours en éveil étaient préoccupés de questions politiques et sociales, et à côté des critiques qui s'amoncelaient, les projets de réforme s'élaboraient.

La philosophie rationaliste et naturaliste et l'économisme libéral des Physiocrates et d'Adam Smith traduisaient les aspirations de la bourgeoisie dont l'activité sociale entravée par l'absolutisme, le féo-

(1) JAURÈS. *Histoire socialiste. La Constituante*. Tome I, page 32.

dalisme et le mercantilisme laissait partir de toutes parts le cri de liberté. Montesquieu avec beaucoup de finesse et de profondeur exaltait dans son *Esprit des Lois*, le gouvernement constitutionnel de l'Angleterre; Voltaire portait partout ses sarcasmes meurtriers au nom de la tolérance et de l'humanité. Diderot et les Encyclopédistes revendiquaient avec force les droits de la pensée libre. Rousseau proclamait en face de la monarchie de droit divin la souveraineté du peuple et commençait son *Contrat social* par un appel audacieux au droit naturel: « L'homme est né libre ». Institutions, traditions, droits réputés sacrés, tout était discuté, raillé, sapé. Quesnay et ses disciples après Boisguilbert (1) rejetaient l'idée bullionniste de la précellence des métaux précieux (2) qui avait ins-

(1) Boisguilbert avait défini la richesse au commencement du XVIII^e siècle. « Le pouvoir de se procurer l'entretien commode de la vie tant pour le nécessaire que pour le superflu.

(2) QUESNAY. *Maximes générales du gouvernement économique du royaume agricole*. « L'argent monnayé est une richesse payée par d'autres richesses qui est, pour les nations, un gage intermédiaire entre les ventes et les achats et qui ne contribue plus à perpétuer la richesse d'un état lorsqu'il est retenu hors de la circulation et qu'il ne rend plus richesse pour richesse; alors plus il s'accumulerait plus il coûterait de richesses qui ne se renouvelleraient pas et plus il appauvrirait la nation ». (Page 93 en note).

piré la législation mercantiliste et pour la première fois donnaient une vie scientifique à l'économie politique en établissant le droit économique sur le libre effort de l'homme, fondement naturel de la propriété. Smith reconnaissait la puissance créatrice du travail humain dès le début de ses *Recherches sur la richesse des Nations* (1) et avec les Physiocrates demandait la liberté du travail et de la concurrence.

Au milieu des servitudes et des misères du siècle, parmi toutes les puissances d'oppression qui accablaient l'individu, les philosophes et les économistes confiants dans l'excellence de la raison humaine proclamaient au nom du droit naturel le Credo retentissant de l'Individualisme.

L'homme naît libre; la liberté est le souverain bien. Par elle, l'individu arrive le plus facilement à la satisfaction de ses besoins et fournit son maximum d'utilité sociale. Libre dans sa pensée comme dans son action, l'individu, citoyen, producteur ou consommateur se détermine conformément à l'intérêt général en sorte que les fins individuelles concou-

(1) A. SMITH. *Richesse des Nations*. Le travail annuel d'une nation est la source primitive d'où elle tire toutes les choses propres aux hommes et aux commodités de la vie et qui composent sa consommation et ces choses sont toujours ou le produit immédiat de ce travail ou acheter des autres nations avec ce produit. Page 1.

rent à l'harmonie sociale car « l'ordre naturel créé
« par Dieu établit l'harmonie des intérêts généraux
« et individuels. Il est de l'essence de l'ordre que
« l'intérêt particulier d'un seul ne puisse jamais
« être séparé de l'intérêt commun de tous; nous en
« trouvons une preuve bien convaincante dans les
« effets que produit naturellement et nécessaire-
« ment la plénitude de la liberté qui doit régner
« dans le commerce pour ne point blesser la pro-
« priété. L'intérêt personnel encouragé par cette
« grande liberté presse vivement et perpétuellement
« chaque homme en particulier de perfectionner,
« de multiplier les choses dont il est vendeur, de
« grossir ainsi la masse des jouissances qu'il peut
« procurer aux autres hommes afin de grossir par
« ce moyen, la masse des jouissances que les autres
« hommes peuvent lui procurer en échange. Le mon-
« de, alors, va de lui-même; le désir de jouir et la
« liberté de jouir ne cessant de provoquer la mul-
« tiplication des productions et l'accroissement de
« l'industrie, ils impriment à toute la société un
« mouvement qui devient une tendance perpétuelle
« vers son meilleur état possible. » (1)

Conséquence logique: il fallait rompre avec le passé, briser toutes les institutions politiques, féo-

(1) MERCIER DE LA RIVIÈRE. *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, page 617.

dales, mercantilistes qui emprisonnaient l'essor individuel et empêchaient l'établissement de l'harmonie sociale par le plein épanouissement de la liberté humaine.

..

La bourgeoisie avait donc eu des maîtres dont elle avait assimilé les leçons. Maîtresse du pouvoir, ces leçons deviennent des lois. Les logiciens qui composent les assemblées révolutionnaires déduisent rigoureusement les conséquences de leur robuste foi optimiste et introduisent dans la législation les principes nouveaux sur la liberté, le travail et la propriété, en sorte que la société organisée en augmentant les droits de l'individu va être une condition de la réalisation de l'harmonie qui existe entre les intérêts des individus et ceux de la société.

La nuit du 4 août voit disparaître les privilèges et s'accomplir la destruction complète du régime féodal. La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, votée le 14 août 1789 proclame dans son article 2 que le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Elle consacre la liberté individuelle, l'admission de tous aux places et emplois sans autre distinction que celle des vertus et des talents, l'égalité de tous les citoyens devant la loi et devant l'impôt et le carac-

tère inviolable et sacré de la propriété. Les décrets des 4-11 août et 3 novembre 1789 et du 15 mars 1790 abolissent la main-morte personnelle et réelle; le décret du 31 octobre 1790 abolit les droits de traite à l'intérieur; la loi du 2-17 mars 1791 supprime les corps de métier et établit la liberté du travail et la concurrence; les lois du 2-15 mars 1791 fonde sur un tarif modéré et uniforme les relations de la France avec l'étranger; les lois du 7 janvier et 25 mai 1790 constituent la propriété de l'invention.

Plus de corporations mettant le compagnon sous la dépendance du maître; plus de maîtrise ni de jurandes; plus de règlements de fabrique livrant l'ouvrier à la merci du patron, plus de monopoles industriels dont le consommateur faisait les frais; plus de manufactures ni de métiers privilégiés, source inépuisable de conflits entre les privilégiés eux-mêmes; liberté du travail. Plus de barrières entre les provinces, plus de règlements de marché subordonnant la classe agricole à la classe industrielle et commerçante en obligeant les paysans à vendre leur blé au marché de la ville au prix d'une taxe réduite; plus de compagnies privilégiées, plus de pacte colonial; liberté du commerce. Plus de droits féodaux, plus de servitudes seigneuriales, plus de limitation d'intérêts, de lois somptuaires ou autres mesures qui ont fait leur temps, la propriété est libre et le propriétaire est souverain.

La Révolution bouleverse la société jusque dans ses fondements les plus profonds. La raison révolutionnaire substituée au conservatisme traditionaliste façonne les lois et les institutions, travaille le droit politique et économique comme une matière malléable au gré de la logique individualiste. La notion économique de l'Etat est complètement transformée. L'Etat, providence suprême sous l'ancien régime est disséminé tout d'un coup au nom du droit naturel dans les volontés disparates des individus et réduit au rôle d'enregistreur. La fonction législative créatrice de tout droit sous l'ancien régime est réduite à sa plus simple expression car « les hommes ni leurs gouvernements ne font point les lois. « Ils les reconnaissent comme conformes à la raison « suprême qui gouverne l'univers. C'est pour cela « que l'on dit « porteur de loi, législateur et qu'on « n'a jamais vu dire faiseur de loi, légisfacteur » « (1). « Le pouvoir législatif, dit Mercier de la Rivière, ne peut être institué que pour établir de « bonnes lois positives, des lois dont la raison primitive soit dans celles que Dieu nous a dictées lui-même et selon lesquelles toute société doit être « gouvernée. Ce pouvoir n'est plus dans le législateur que le droit exclusif de manifester par des

(1) DUPONT DE NEMOURS. — *Maximes*, page 390.

« signes sensibles aux autres hommes les résultats
« des lois naturelles et essentielles de la société après
« qu'ils lui sont devenus évidents et de les sceller
« du sceau de son autorité pour leur imprimer un
« caractère qui soit pour tous les esprits et toutes
« les volontés le point fixe de leur réunion. » En sorte que le gouvernement des hommes lui-même n'est pas une fonction sociale, une création humaine mais une émanation divine, une fonction naturelle découverte par le rationalisme philosophique et le naturalisme économique et traduite par un législateur passif et impuissant. La loi n'est pas créatrice du droit; elle en est seulement une reconnaissance rationnelle et dans le conflit des efforts individuels elle proclame l'égalité théorique des droits de tous sans s'inquiéter de l'exercice réel du droit de chacun.

Le changement est radical. Jusqu'alors, l'individu n'était rien. Seul le Roi identifié à l'Etat l'élevait ou l'abaissait, déterminant sa condition sociale. Et voilà que tout à coup cet individu constamment tenu en tutelle, devient maître de sa personne, de ses biens, artisan de sa situation et de sa destinée sociale! Le voilà agissant dans la plénitude de sa liberté et de sa responsabilité, alors que jusqu'ici son protecteur-né, le Roi, l'avait guidé comme un enfant à travers les règlements et les obstacles, dispensant les faveurs, les emplois, les titres, les dignités, les pensions et les privilèges économiques. L'individu échappe tout

à coup à cette entreprise formidable de l'Etat.

Les relations économiques, sous l'ancien régime, étaient déterminées par un véritable droit public économique s'imposant à tous, employé et employeur, ouvrier et patron, compagnon et maître, paysan et seigneur, producteur et consommateur.

C'est ainsi qu'au XVIII^e siècle, le formalisme corporatif avait été étendu par la loi à tous les corps de métier. Les règlements d'atelier dans la grande industrie naissante, avaient également été généralisés par la loi ; les droits seigneuriaux concédés à l'origine par le pouvoir royal relevaient véritablement du droit public ; enfin, les nombreux tarifs et règlements de marché imposés aux producteurs et aux consommateurs et toute la législation mercantiliste émanaient du pouvoir central. Cela tenait à ce que l'Etat personnifié par le Roi était le but de la société féodale et plus tard de la monarchie absolue. Le roi exploitait le royaume dont il était propriétaire, dont le trésor était sien, dont le commerce, l'industrie et l'agriculture n'étaient que des moyens d'attirer l'or et l'argent destinés à remplir la caisse royale. Tout l'effort social convergeait vers la grandeur royale.

Tout d'un coup cela change. L'individu avec ses droits naturels innés, devient le fondement et la pierre angulaire du nouvel édifice qu'élève le libéralisme. Sur les conventions librement conclues entre les individus doit s'édifier le droit de l'Etat. Des libres con-

trats passés entre des parties égales en droit doit procéder le mouvement de la vie économique. Même dans le criminel la société doit respecter la dignité humaine. L'honneur, le gain, les jouissances et les récompenses sont le prix des efforts de l'individu. De tout cela doit sortir le plus haut degré d'aisance, de jouissance, de santé de la société tout entière.

La souveraineté de la puissance individuelle est donc pleinement réalisée dans les principes, dans le droit, par la reconnaissance de la liberté du travail et de l'égalité civique. Le déterminisme social est réduit par la loi aux rapports strictement nécessaires, inéluctables, en quelque sorte physiques. L'échange et le contrat de travail dans la concurrence individuelle deviennent les rapports essentiels du nouvel ordre économique tandis que les liens d'association, les groupements professionnels, les corps intermédiaires entre l'Etat et l'Individu ont été non seulement dissous mais interdits. La loi du 14-17 juin 1791 défendait à tous les ouvriers et compagnons de se nommer des présidents ou des syndics, de prendre des arrêtés, de tenir des registres, de se concerter dans le but de refuser ou de n'accorder qu'à un prix déterminé leur travail et punissait les auteurs de pareilles conventions. Le rapporteur de cette loi, Chapelier, disait : « Je viens au nom de votre comité de constitution, vous déférer une convention contraire aux principes constitution-

« nels qui suppriment les corporations, contraven-
« tion de laquelle naissent de grands dangers
« pour l'ordre public. Il n'y a plus de corporation
« dans l'Etat; il n'y a plus que l'intérêt particulier
« de chaque individu » (1) Et cependant, ajoute ju-
dicieusement M. Levasseur, après les motifs politi-
ques, quels autres pouvaient être plus fréquents, plus
sérieux que l'exercice d'une même profession et la
communauté d'intérêts et de vues qui en résultent?

La loi d'inspiration individualiste privait de toute efficacité juridique cette communauté de vues, disloquait au point de vue social cette solidarité organique des intérêts professionnels et de la division du travail. Le droit positif, poussant à l'extrême la logique de la liberté naturelle faisait de la nation une poussière d'individus soumise à tous les vents de la force, du despotisme, de l'arbitraire et de la fraude.

* * *

Le fait saillant de l'œuvre économique de la Révolution, c'est l'extension à toute la société des conditions vitales de la bourgeoisie libérale. Mais parmi ces conditions il y en avait qui ne convenaient qu'à la bourgeoisie seule. Celle-ci trouvait, en effet, dans la propriété la garantie indispensable de la

(1) *Histoire parlementaire*, tome X, page 193, cité par Levasseur. *Histoire des classes ouvrières après 1789*, tome I, page 56.

liberté. On comprend donc qu'elle ait proclamé la propriété « sacrée et inviolable » puisque cette propriété était sienne. En ce sens, les hommes de la Révolution eurent une connaissance profonde de la réalité et la Révolution fut pleinement réaliste en tant qu'elle répondait aux besoins de la classe bourgeoise.

Mais comment la société allait-elle se soumettre tout entière à cette logique de l'individualisme bourgeois? Comment les autres classes non possédantes n'ayant aucune garantie économique de liberté, comment le prolétariat qui s'accroîtra sans cesse avec la grande industrie, vont-ils s'accommoder de cette liberté désordonnée, de l'anarchie économique? Comment le prolétariat s'adaptera-t-il aux conditions vitales de la bourgeoisie? Comment la société nouvelle, sortie tout d'un coup des fers de l'ancien régime, se pliera-t-elle au dogme de la liberté naturelle? Abandonné par l'Etat aux fluctuations de la loi de l'offre et de la demande, séparé par la loi positive de ses alliés naturels, le prolétaire, livré sans défense à la concurrence des intérêts personnels ne fera-t-il pas bientôt entendre l'éternelle protestation des faibles et des opprimés en face des excès du libéralisme et ne forcera-t-il pas les cadres de la société nouvelle?

Pour porter un jugement sur l'œuvre économique de la Révolution, il faut attendre le retour au calme, permettant le jeu normal des lois nouvelles. La

période profondément troublée qui va de la Législative au Consulat n'était guère propice, en effet, à une saine application de la liberté alors que les individus désemparés étaient livrés aux cruautés de la guerre civile, aux malheurs de la guerre étrangère et par-dessus tout à l'angoisse de l'incertitude et à la peur des bouleversements soudains et inattendus. La force des choses plus forte que les principes entraîne la Convention à un retour violent à la conception paternaliste et autoritaire de l'Etat. Guidée par un souci supérieur d'égalité inspiré plus directement de Rousseau et poussée par les nécessités du salut public, la Convention « se fit un idéal politique par lequel elle soumettait entièrement l'individu à la société et elle poussa la doctrine de la souveraineté populaire jusqu'à l'oppression des individus. C'est ainsi qu'elle n'hésita pas à l'extérieur à gêner les relations commerciales par l'acte de navigation et par les prohibitions dans l'espérance d'accroître la marine nationale ou de blesser une ennemie, à l'intérieur à décréter le maximum, à ordonner les réquisitions, à porter la loi contre les accapareurs dans le dessein de procurer la subsistance aux Français et de faire accepter au-dessus de sa valeur une monnaie discréditée. » (1)

(1) LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières après 1789*, tome I, page 75.

La décadence de l'industrie plus exposée que l'agriculture aux excès révolutionnaires et par suite la profonde détresse des ouvriers formaient des champs d'expérience presque stérilisés où la liberté ne trouvait pas d'aliments. De nombreux corps de métiers demandaient la protection de l'Etat et des regrets souvent véhéments s'élevaient au sujet des anciennes corporations (1).

Mais la bourgeoisie détentrice du pouvoir avait trop d'intérêts à maintenir un régime favorable à ses idées de domination et d'enrichissement. Son activité réclamait impérieusement une atmosphère de liberté. Aussi, dès que le calme eut succédé aux violentes sautes de vents contraires déchaînées par la Révolution et que la société fatiguée, lasse, se fut abandonnée à la quiétude trompeuse de la dictature consulaire et de l'Empire, la bourgeoisie sortit ses capitaux et donna à la vie économique un nouvel essor. Les codes viennent affermir les droits de la classe victorieuse. Les articles 537, 544, 545 et 546 du Code civil consacrent le caractère inviolable, sacré et absolu de la propriété nouvelle; les articles 1781 (aujourd'hui abrogé) et 1788 à 1799 du même code consacrent la supériorité légale du maître sur l'ouvrier et l'article 1780 laisse à l'arbitraire pa-

(1) Voir LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières après 1789*, pages 21 et 332.

tronale le soin de déterminer le contrat de travail tandis que les articles 414, 415 et 466 du code pénal punissent les coalitions, c'est-à-dire les ententes d'ouvriers.

La législation était donc conquise par le libéralisme économique et Napoléon lui-même respectera et conservera dans l'ordre économique le principe de liberté. Le régime de libre concurrence, réaction extrême contre le mercantilisme avait substitué à l'ancien droit public rigide et oppressif, la variété, la souplesse et l'arbitraire des contrats privés. L'Etat ne devait plus intervenir dans les rapports économiques des hommes, c'est-à-dire que la société abandonnait à l'action de lois prétendument naturelles sa fonction essentielle de maintenir l'ordre et la paix entre les individus, et cela dans le domaine économique où précisément les intérêts les plus impérieux, les plus vitaux, les plus disparates et les plus âpres s'entrechoquent dans un antagonisme incessant.

. . .

La bourgeoisie avait étendu à toute la société les hasards de la liberté sans souci de sa réalisation effective. En effet, « la Révolution libérale n'avait pas eu le loisir de fonder la législation de la liberté ou n'avait pas cru à la nécessité de le faire. » Cependant « la liberté n'exclut pas les lois. Elle recherche au contraire leur protection qui les mette à l'abri des tyrannies de la force et des surprises

« de la fraude. Elle ne peut même développer pleinement sa féconde activité que dans une société assez éclairée pour la prendre comme le type de ses institutions et assez policée pour la protéger dans la diversité presque infinie de son action journalière. » (1) Loin d'être inconciliables, l'organisation et la liberté ne vont pas l'une sans l'autre. Dans l'ordre politique, les sages de la Révolution affirmaient que la liberté ne subsiste que par la loi, que sans la loi, il n'y a pas de liberté. Dans l'ordre économique, les mêmes sages méconnaissaient ce principe et offraient à la production, à titre de liberté, l'inorganisme et l'anarchie. Singulier contraste ! Dans une société on ne peut considérer la liberté comme une entité transcendante et absolue ; c'est au contraire, une manifestation sociale, concrète et incessamment variée de l'activité humaine. Elle s'exerce parmi les innombrables rapports qui unissent ipso facto les membres d'une même société et ne saurait être considérée comme légitime lorsqu'elle s'emploie à briser ces rapports. Elle appelle alors une réglementation indispensable au développement même de ces rapports et c'est en ce sens que l'économiste libéral anglais Jevons a pu écrire : « Le degré de civilisation et de prospérité d'un pays

(1) LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières après 1789*, tome I, page 376.

« se mesure au nombre des lois sociales qui règlent les rapports économiques. »

Cet aspect social et concret de la liberté est totalement laissé de côté dans la législation économique révolutionnaire. Aussi l'expérience de la liberté ne tarde pas à donner de tristes résultats. Un véritable débordement de liberté se produit chez la bourgeoisie et submerge le prolétariat. Après le bouleversement des fortunes et des conditions opéré par la Révolution, la manière de vivre des classes de la société, tend à se transformer. La recherche du bien-être devient plus générale. Par une réaction logique des lois sur les mœurs, l'homme devenu l'égal de son voisin par les droits civils, aspire à devenir aussi son égal par les jouissances. Le caractère négatif de la législation économique de la Révolution devait entraîner une exaspération de ce besoin d'égalité de jouissances que la seule liberté sera impuissante à satisfaire, alors surtout que toute une classe de possédants était déjà favorisée par le hasard de la fortune consacré par l'autorité de la loi. Les faits allaient le prouver.

Dès que la paix intérieure est rétablie, la révolution industrielle commencée à la fin du 18^e siècle ne tarde pas à porter ses fruits dont la maturité est accélérée par des progrès scientifiques nouveaux et continuels. Les conditions de la production sont

complètement bouleversées par un changement rapide de la technologie.

L'Union de la Science et de l'Industrie, scellée au 18^e siècle, sous le parrainage de James Watt, en Angleterre et de Lavoisier en France, achevée au commencement du 19^e siècle avec Chaptal, Thénard, Fresnel, Stephenson, Seguin, Ampère et Arago, opère une transformation profonde du milieu économique qui remet en question les problèmes posés par l'économisme et, mettant en lumière la mobilité et la complexité des causes de la richesse et la difficulté de sa juste distribution, montre tout d'abord l'audacieuse témérité des principes dogmatiques, immuables et généraux posés par le Libéralisme.

L'exploitation industrielle des procédés scientifiques dûs à l'usage des moteurs à vapeur, à l'emploi de la mécanique dans les différentes industries et à l'utilisation de la chimie dans la métallurgie amène un développement très rapide de la grande industrie. Celle-ci, à son tour, par les avantages qu'elle fait apparaître : économie de temps, diminution des frais, extension de la division du travail, accroissement de la productivité, sollicite les capitaux dont le mouvement de concentration devient parallèle à celui des entreprises. La production collective groupant autour du capitaliste de véritables armées de travailleurs salariés, devient la forme nécessaire de la nouvelle entreprise.

Quelle est la condition de l'ouvrier dans cette révolution de l'industrie par la science?

Comment s'exerce la liberté du travail?

..

L'artisan de l'ancien régime, sollicité par la grande entreprise à laquelle il ne peut bientôt plus tenir tête, s'embauche dans les armées du travail où sa vie s'écoule précaire, obscure et dure. De tous côtés il doit livrer une lutte inégale avec ses concurrents : patrons, machines, ouvriers ; le patron qui cherche les gros bénéfices dans l'élévation du prix de vente de ses produits et aussi dans la diminution de leur prix de revient avec la diminution des salaires ; la machine qui vient remplacer tout au moins provisoirement l'ouvrier, multipliant ainsi les crises de chômage et augmentant l'insécurité ; l'ouvrier, le camarade qui, sur le marché du travail, augmente l'offre funeste et fait baisser le taux des salaires. Au milieu de tous ces concurrents, l'ouvrier est isolé ; il n'a aucun moyen légal de défendre son salaire. Et quelle chance a-t-il de le voir augmenter ? Les individualistes eux-mêmes ne lui en laissent aucune. Les lois naturelles, les fameuses lois naturelles s'y opposent. Smith avait laissé une porte ouverte à l'espérance. C'était de voir la concurrence patronale grandir avec les exigences de la consommation et l'accroissement de la production et le taux des salaires s'élever par suite d'une forte demande de travail. Malthus, au

commencement du 19^e siècle, c'est-à-dire au moment où la question allait prendre une acuité redoutable par suite de l'énorme développement du prolétariat, vint fermer cette porte et proclamer que par son intempérance prolifique le prolétariat était l'artisan de sa propre misère en jetant trop de bras sur le marché du travail. Malthus, fidèle en cela à la philosophie naturaliste du Liberalisme, reconnaissait d'ailleurs que cette misère était la conséquence d'une loi divine et par conséquent inévitable et contre laquelle il était inutile et même nuisible de s'insurger. Cet état d'esprit devint fort à la mode dans la classe dirigeante, au commencement du 19^e siècle et Lord Brougham résumait l'économie politique de cette époque dans cette inhumaine sentence : « Toute tentative humanitaire, pour relever le prolétariat est « une atteinte à la loi naturelle d'assainissement « qui, par l'augmentation de la mortalité conduit à « l'élévation des salaires » (1). La misère due aux bas salaires, la maladie contractée dans des usines insalubres où le travail se prolongeait arbitrairement, le vice et l'ignorance ravageant les classes laborieuses, qu'importait ! Les principes étaient saufs ; on laissait aller et tout cela ne valait pas un effort des classes dirigeantes. En sorte que l'individu qui était réduit au minimum dans le déterminisme op-

(1) Cité par M. Jay, dans son cours (année 1905-1906).

pressif de l'ancien régime absolutiste et mercantiliste n'avait été agrandi par la liberté que pour retomber sans défense sous le poids écrasant du déterminisme des lois naturelles.

Mais la situation de l'ouvrier était encore aggravée par une fausse application juridique des lois naturelles. En effet, la production industrielle collective réunit, associe, les travailleurs dans une œuvre commune où chacun dépend de tous, où l'initiative et l'effort individuels doivent compter avec les exigences d'un but commun. Des liens de solidarité s'imposent par la nature même de cette production où non seulement dans une même industrie les tâches parcellaires s'enchevêtrent, se complètent, se tiennent mais où les différentes industries elles-mêmes, formant un immense réseau de travail collectif, se déterminent les unes les autres et sont solidaires dans la prospérité comme dans la ruine.

Mais le législateur bourgeois, absorbé par le seul souci de la liberté et ignorant ce facteur des sociétés humaines qu'est la solidarité, non seulement ne donna pas une vie juridique à cette communauté d'efforts et d'intérêts établie par la technique nouvelle, mais il la brisa pas sa méfiance et sa rigueur (Loi du 22 germinal, an XI, art. 414 et 415 C. P.). Quelle liberté pouvait dès lors avoir l'ouvrier isolé en face du capitaliste. Celui-ci risquant son avoir dans une entreprise dont il était seul responsable, entendait la diriger

à son gré, faire la loi, édicter de sa propre autorité ce « règlement d'atelier » que la Révolution avait aboli. Lui seul était vraiment libre. L'ouvrier, tenu par la nécessité d'assurer son pain et celui des siens, ne l'était pas, ne pouvait l'être.

L'inorganisation juridique du contrat de travail livrait l'ouvrier au patron et cet état de choses engendrait forcément une hostilité profonde entre les facteurs essentiels de la production, le capital qui veut dominer et le travail qui veut vivre.

Etait-ce là le but cherché par les individualistes? Le libéralisme de la première heure, le libéralisme optimiste croyait que l'harmonie, la solidarité des forces économiques, des classes sociales et des nations sortirait de la seule puissance de la liberté individuelle et en particulier de la liberté du travail. Il faisait donc de la solidarité un effet de la liberté alors qu'il n'y a pas entre elles un rapport de causalité mais un rapport de concomitance aussi bien dans la dynamique que dans la statique sociales. Le libéralisme optimiste avec les Physiocrates et Smith croyait, selon l'expression de M. Deschamps (1), à une « harmonie de résultats » sinon à une « harmonie de tendances ». Les faits, au commencement du 19^e siècle donnèrent un démenti formel à cette foi dans l'harmonie finale des forces individuelles déchaînées et semblèrent confirmer au con-

(1) DESCHAMPS, à son cours (année 1905-1906).

traire les sinistres prévisions du libéralisme de la deuxième heure, assombri par le pessimisme décourageant de l'école ricardo-malthusienne.

En effet, après la paix de 1814, le progrès industriel accentue le mouvement de concentration des entreprises et à l'exposition de 1819, le jury pouvait porter ce jugement sur l'industrie de la laine cardée : « L'adoption des machines est devenue si générale
« que le petit nombre d'établissements qui sont res-
« tés en arrière ne pourront bientôt plus soutenir la
« concurrence des autres fabriques » (2). L'usage de la machine à tisser, de Jacquart, perfectionnée par Vaucansson, s'est déjà généralisé ; la fabrication du gaz d'éclairage inventé par Lebon et qu'utilisaient seulement sous l'Empire, quelques rares magasins, va s'étendre à toutes les villes ; les industries chimiques vont se multiplier avec les découvertes de Chaptal, de Berthollet, de Schelle, d'Ampère et d'Arago, etc., etc. ; la vapeur a déjà passé de la machine fixe dans la manufacture au moteur pour le transport et le domaine de la mécanique va s'étendre partout sur les outils comme sur la force motrice. L'initiative individuelle ne suffit pas à actionner ces vastes entreprises. On voit dès lors, apparaître les grandes sociétés par actions, qui achèvent la sépa-

(2) Cité par LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières après* 1789, tome I, page 629.

ration entre le capital et le travail. A côté des capitalistes qui le plus souvent ne prennent aucune part directe et effective à la production, se forme une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et qu'augmente chaque jour la prolétarisation des anciens artisans libres, mis dans l'impossibilité de conserver leur indépendance. La question ouvrière devient de plus en plus pressante. La classe des prolétaires, classe amorphe, sans direction et sans idéal, n'a d'autre moyen de défense que la révolte. Dès l'Angleterre, grâce au développement précoce de la grande industrie, avait fait l'expérience du régime libéral et capitaliste. Elle connaissait les grands conflits économiques, émeutes, grèves, mettant aux prises patrons et ouvriers et qui avaient amené l'ingérence du législateur sous la poussée de l'opinion publique (1). Les mêmes causes vont produire en France les mêmes effets. Les intérêts dissociés du capital et du travail s'exacerbent et bientôt surgissent les conflits violents. Devant l'émotion des pouvoirs publics qui ignorent la question sociale, devant leur misère grandissante, les ouvriers demandent à la violence la solution du terrible problème posé par la

(1) Voir PAUL MANTOUX. *La révolution industrielle en Angleterre au 18^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*, et R. JAY, à son cours 1905-1906.

révolution industrielle : Comment améliorer la condition de cette foule de travailleurs qui a si peu de part aux richesses créées par ses efforts ? Pour l'ouvrier de la grande industrie, qu'il n'a qu'une chance illusoire d'arriver jamais à diriger, cette question devient capitale. Il s'agit de son bien-être et de celui de sa famille, de son salaire dont il doit souvent combattre la réduction, du chômage contre lequel il demande des garanties, de sa liberté menacée par la discipline arbitraire de l'atelier. Mais en tout ceci son intérêt se heurte au calcul du patron d'obtenir la main-d'œuvre au meilleur marché, et à sa volonté d'exercer dans la fabrique et même autour d'elle, une autorité sans contrôle. De cette opposition inévitable, résulte la lutte de classes.

En sorte que les progrès de la Science semblaient se retourner contre les hommes et que le développement du machinisme, que certains croyaient être la délivrance de l'ouvrier apparaissait à celui-ci comme une cause de chômage, de servitude et de misère. « Il
« n'en voyait en effet que l'effet immédiat sur sa
« propre destinée. Sans pouvoir, faute d'expérience,
« et d'instruction, étendre sa vue plus loin, il s'a-
« percevait que le métier qui occupait deux person-
« nes n'en occuperait plus qu'une ; que le mull-jenny,
« avec un homme et un enfant, ferait le travail de
« 100 à 200 fileuses.... Les faits d'ailleurs semblaient
« confirmer son raisonnement. Du jour au lende-

« main, des ouvriers se trouvaient remerciés par
« leur patron qui avait monté de nouvelles machi-
« nes ou qui succombait sous la concurrence des ma-
« chines; et avant qu'ils eussent trouvé un autre em-
« ploi, l'hiver arrivait, amenant le froid et la faim.
« Ceux qui persistaient dans leurs vieux errements
« par routine, par mauvaise humeur ou par impos-
« sibilité de changer, vivaient misérablement d'un
« mince salaire que réduisait chacun des perfection-
« nements introduits dans la manufacture voisine.
« Pour qu'une classe quelconque de la société, même
« parmi les plus éclairées, accepte comme des néces-
« sités les coups qui la frappent directement et se
« résigne sans murmurer au sacrifice passager de ses
« intérêts dans l'espérance que la société en tirera
« plus tard un avantage général, il faut qu'elle soit
« douée d'une grande force morale. Une longue ex-
« périence et l'instruction qui habitue l'homme à
« réfléchir, auraient peut-être pu éclairer la classe
« ouvrière. Elle n'avait alors ni l'une ni l'autre. Les
« ouvriers et les artisans d'un côté, les grands in-
« dustriels de l'autre et avec eux l'administration
« centrale regardaient les transformations de points
« de vue différents. Voici deux exemples. En 1816,
« une pétition de cordonniers demanda au ministre
« d'interdire la fabrication des chaussures coriocl-
« ves d'Olivier, pour laquelle « on emploie princi-
« palement des moyens mécaniques et dont l'adop-

« tion, si elle vient à se généraliser, entraînera la
« ruine de leur industrie ». Le ministre répondit
« qu'il n'y pouvait rien.

« En 1821, une coalition se produisit à Lodève,
« contre le drapier Chénue-Faulquier qui avait ins-
« tallé une tondeuse dans sa fabrique. On trouve à
« cette époque plusieurs exemples de ce genre.

« En 1825, le préfet des Basses-Pyrénées fit savoir
« au ministre qu'un sieur Lagrisse, négociant à Olo-
« ron, avait inventé une machine au moyen de la-
« quelle il préparait les étoffes « en très peu de
« temps et sans le secours des bras. » Il offrit ses
« services aux tisserands d'Oloron qui les acceptè-
« rent en sorte que « les ouvriers qu'ils occupaient
« chez eux se trouvent réduits à l'inaction et à la
« misère. » Les ouvriers allèrent trouver le préfet
« qui regretta d'être impuissant. « L'industrie dont
« la liberté veut être respectée, produit des abus
« auxquels il est difficile de remédier ; ceux qui exci-
« tent les plaintes qui me sont faites ont été depuis
« longtemps prévus ; mais la législation n'offre au-
« cun moyen de les faire disparaître. » Le comité
« consultatif des arts et manufactures protesta con-
« tre le mot abus et conseilla seulement d'autoriser
« les préfets à donner un secours de charité aux ou-
« vriers sans ouvrage » (1).

En 1831, une formidable insurrection éclata à

(1) LEVASSEUR. Ouv. cité, page 631.

Lyon qui effraya toute la France. Les « canuts », les ouvriers en soie, voyant dans la réduction des salaires une spéculation des fabricants, réclamèrent un tarif que le préfet accorda. Les fabricants protestèrent et suspendirent leurs commandes. Grande irritation parmi les ouvriers. Le 21 novembre ils descendirent en masse de la Croix-Rousse, portant un drapeau sur lequel étaient écrits ces mots : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » L'insurrection resta maîtresse de la ville pendant dix jours et il ne fallut pas moins de 36.000 hommes pour rétablir l'ordre. Le tarif fut annulé et des secours abondants furent distribués. Mais la charité même la plus large ne pouvait résoudre le problème et la résignation des ouvriers, si elle eût été possible, n'eût été que la négation du problème.

* * *

Il fallait donc faire quelque chose. L'association humaine, la société ne pouvait abandonner son rôle essentiel d'assurer le développement de l'individu, sans proclamer sa propre déchéance. Elle ne pouvait rester indifférente à la misère de toute une classe, surtout lorsque par une étrange contradiction, la misère de cette classe provenait du redoublement de son travail et d'une augmentation prodigieuse de la production. L'expérience du libéralisme était concluante. L'émancipation des forces productrices aboutissait à la servitude des producteurs ; la liberté

du travail n'était le plus souvent que le masque de la liberté de l'exploitation. La tyrannie cachée dans le principe du laissez-faire, maintenue et favorisée par le code, était la meilleure assurance de la domination bourgeoise. « Lutte des producteurs entre eux
« pour la conquête du marché, des travailleurs entre eux pour la conquête de l'emploi, du fabricant contre l'ouvrier pour la fixation du salaire, lutte du pauvre contre la machine destinée à le faire mourir de faim en le remplaçant, tel était sous le nom de concurrence le fait caractéristique enviesagé au point de vue industriel. Aussi que de désastres ! Les gros capitaux donnant la victoire dans les guerres industrielles comme les gros bataillons dont les autres guerres et le laissez-faire aboutissent au plus odieux monopole » (1).

La naissance de faits nouveaux dans les rapports économiques avait apporté une perturbation inévitable dans le jeu des lois économiques proclamées par les libéraux et détruit l'harmonie des résultats prédits par eux. C'était la démonstration empirique de l'étroitesse du dogme individualiste et de l'impuissance du laissez-faire à assurer la paix sociale. Mais la nation ne pouvait s'en tenir là. Elle ne pouvait faire sa devise de la sentence barbare de lord Brougham (2) et l'esprit humain ne pouvait abdiquer

(1) L. BLANC. *Histoire de dix ans*. Tome III, page 90.

(2) Voir *supra*, page 66.

toute espérance de relèvement de la classe laborieuse.

C'est alors que des doctrines nouvelles se firent jour, apportant des solutions et des remèdes. Le facteur « solidarité » va prendre une place de plus en plus marquante dans l'étude des phénomènes sociaux. Mais avant d'aboutir à la conception de la justice sociale qui caractérise aujourd'hui le solidarisme, la pensée économique se développe à travers deux grands courants principaux, d'une part le socialisme qui est une réaction complète contre l'individualisme; de l'autre l'interventionnisme qui en est un élargissement dû à la naissance de la sociologie et au progrès de la méthode inductive (observation, monographies, enquête statistique, expérimentation, etc.).

CHAPITRE II

La réaction doctrinale contre l'Individualisme et l'idée de solidarité jusqu'en 1848.

SOMMAIRE. — *Orientation nouvelle de la science économique. — Réaction anti-individualiste. — Le socialisme utopique, ses principaux caractères. — Pierre Leroux et l'idée de solidarité. — Influence de la solidarité sur la science sociale. — Le mouvement interventionniste. — La réglementation du travail.*

Il faut remarquer tout d'abord que les fondements philosophiques du droit économique établi par les Physiocrates persistent à travers les transformations sociales du 19^e siècle et restent le substratum de l'évolution des doctrines économiques. Seulement, des phénomènes nouveaux s'ajoutent aux phénomènes déjà connus; les causes des faits de richesse se multiplient à l'infini; la complexité croissante des rapports économiques et la solidarité inévitable de ces rapports avec les mœurs, la morale, la politique et le

droit, reculent constamment la découverte de lois certaines. La métaphysique du droit naturel se dissout sous l'action des réalités de plus en plus enchevêtrées que le dogmatisme libéral est impuissant à classer scientifiquement. Une méthode nouvelle s'impose, élargissant l'horizon de la science économique car « les progrès de celle-ci se mesurent par le
« nombre et l'étendue des rapports qu'elle embrasse
« dans la considération de la richesse. A chacune
« des phases de son évolution des conceptions métaphysiques incorporées à la science et dans lesquelles l'esprit humain a provisoirement concentré la puissance d'action d'un grand nombre d'agents réels négligés disparaissent pour faire place
« à des rapports nouveaux reconnus entre les phénomènes (1).

Grâce à l'emploi de la méthode inductive un grand nombre de ces « agents réels » s'incorporent à l'économie politique; des rapports nouveaux prennent place dans la science, résultant de l'étude objective de la solidarité des besoins sociaux et des classes sociales et de la solidarité des facteurs économiques, politiques, ethniques et éthiques dans la nation. La conception d'une *économie nationale* se fait jour. L'économie politique devient une science véritable.

(1) H. DENIS. *Des origines de l'évolution du droit économique. Le Physiocrate*, page I. Extrait de la philosophie positive, année 1881.

ment concrète, inductive, inséparable des autres sciences sociales dont elle détermine souvent le progrès général. Elle perd cette indépendance intrinsèque que lui avaient imposée les orthodoxes, mais elle gagne en étendue et en compréhension. Elle subit l'influence de l'idéal moral vers lequel tend toute grande époque. De telle sorte que le fait capital qui domine toute cette évolution de la pensée économique, c'est l'intervention du facteur moral dans l'étude des conditions économiques des différentes classes sociales et la faveur de l'idée de solidarité qui, malgré la persistance de la loi du 14-17 juin 1791, entravant pendant près d'un siècle le développement des associations professionnelles, s'élance à la conquête du droit en faisant entendre la voix de la conscience humaine, parlant au nom de la pitié d'abord, enjoignant ensuite au nom de la justice.

* *

La littérature économique, pendant la Restauration et le règne de Louis-Philippe, marque, par son abondance et sa variété, une période de recherches fécondes, correspondant aux transformations profondes du milieu où elle éclot.

D'un champ considérablement élargi, d'une audace plus grande, l'économie politique, née à peine d'hier, tend à devenir une philosophie générale des besoins humains et des forces sociales. Appliquée à des choses nouvelles, par des hommes nouveaux, elle

affecte immédiatement un caractère de réaction contre l'individualisme.

L'industrie était devenue une affaire sociale, la formation de vastes sociétés par actions, avait élargi la sphère des intérêts attachés à son sort; la bourgeoisie définitivement maîtresse du pouvoir, ne connaissait plus de bornes à son activité; une fièvre d'entreprise sévissait partout. « Le spectacle
« qu'offrait le monde nouveau, était à la fois
« grand et confus. Les résultats de la science et de
« l'industrie unissant leurs efforts pour approprier
« la nature aux jouissances de l'homme risquaient
« d'enivrer des esprits ne concevant pas de limite à
« cette puissance et de les jeter hors de la recherche
« scientifique et expérimentale des lois naturelles
« dans des systèmes chimériques dont les faits pré-
« sents leur semblaient être des signes précurseurs
« et par lesquels ils s'imaginaient fonder le bon-
« heur sur la terre. Car ce bonheur, ils déclaraient
« le chercher en vain dans le monde présent; ils n'y
« voyaient qu'antagonisme, crises douloureuses, ou-
« vriers sans pain, marchands sans clients, misère
« souvent navrante au milieu de l'épanouissement
« de la richesse. Ils en concluaient qu'il fallait re-
« faire la société » (1). Toute la littérature écono-
mique de 1815 à 1848, se ressent de cet état de cho-

(1) LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières* de 1789 à 1890. Tome I, page 678.

ses et de cet état d'esprit. Nettement révolutionnaire par son esprit et par son but, avec l'école socialiste, elle est une longue et véhémence protestation contre les ravages de la concurrence; plus modérée dans ses revendications, réformiste par sa méthode et par son but, elle est, avec l'école interventionniste une adaptation patiente et courageuse des principes individualistes aux circonstances nouvelles et un adoucissement systématique des rigueurs de la concurrence. Mais ces deux écoles, dans lesquelles se place tout l'effort théorique et pratique de la pensée économique à cette époque, reconnaissent toutes les deux la nécessité primordiale d'une transformation sociale, violente ou paisible, brusque ou lente, intégrale au partielle; toutes les deux proclament également, à l'encontre du naturalisme dogmatique des Physiocrates, l'indispensable intervention et l'utile puissance dans le domaine économique de la volonté humaine. Idée solidariste au premier chef. La tendance socialiste est plus grandiose, plus élevée; la tendance interventionniste plus pratique et plus profitable mais elles sont toutes deux l'émanation caractéristique d'une période de douloureux enfantement, le socialisme préparant l'avenir, l'interventionnisme réparant le présent.

..

Comme les individualistes, les socialistes utopis-

tes sont de vrais enfants du XVIII^e siècle, aimables et idéalistes. Mais comme eux, ils sont des enfants terribles, d'autant plus véhéments et acharnés dans leur critique, qu'ils obéissent à un mobile plus généreux, se plaçant tous, Fourier et St Simon en France, comme Robert Owen en Angleterre, au point de vue des classes pauvres, car « la religion doit « diriger la société vers le grand but de l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe « la plus pauvre » (1). Par leurs aspirations élevées et leur confiante espérance dans la bonté et la fraternité humaines, ils continuent la plus pure tradition de la Révolution dont le socialisme français restera toujours imprégné.

Leur critique de la société est puisée directement dans le milieu capitaliste, dans la fabrique comme Owen; dans le commerce comme Fourier; elle résulte donc d'une observation immédiate, objective et réaliste du milieu, acheminement vers la méthode inductive. Mais leur erreur commence avec la partie positive de leur œuvre. Ils abandonnent alors le terrain solide de l'observation pour obéir aux désirs de leur imagination et de leur foi. De ce que l'organisation sociale qu'ils connaissent est mauvaise, ils concluent prématurément à une organisation nou-

(1) ST SIMON. *Le Nouveau Christianisme*, page 104, édition de 1832.

velle où la production associée, sans concurrence et sans entrepreneur remplacera l'entreprise privée avec le contrat de travail et le partage du produit entre l'ouvrier et le patron. Ils ne tiennent pas un compte suffisant des facteurs réels de la vie sociale.

Cependant, dans la genèse de la doctrine solidariste, l'effort du socialisme utopique est à retenir sur plusieurs points.

1° Tout d'abord les socialistes utopistes embrassent les phénomènes sociaux dans une vue d'ensemble. A l'encontre des écrivains socialistes du XVIII^e siècle qui n'avaient produit que des vues fragmentaires, ils présentent des théories très étudiées et très raisonnées (1) ; ils ont la prétention que dans leur système, tout se tient et s'harmonise, principes cosmologiques, moraux, sociaux, politiques et économiques. Ainsi, par sa compréhension, par son caractère de généralité, leur œuvre, malgré son imprécision et son idéalisme naïf ouvre-t-elle la voie à une science sociale véritable ; c'est en effet un disciple de St Simon, Auguste Comte, qui approfondit cette idée d'unir à l'économie et à la politique une histoire générale de la civilisation au point d'en tirer le plan d'une science nouvelle conçue sur le type des sciences physiques et naturelles, la Physique sociale ou Sociologie.

(1) Voir FOURIER. *Œuvres choisies* (publiées par Ch. Gide), Paris 1890.

2° L'économie politique qui n'était, avec les Physiocrates, qu'une science physique, s'occupant de relations de force et de matière, devient une science sociale et morale. Les premiers, les socialistes utopistes dégagent la pensée économique de cette chaîne des lois naturelles dans laquelle les libéraux s'étaient sciemment emprisonnés. « Nous ne reconnaissons à l'humanité civilisée, s'écrie Bazard dans l'exorde de sa première conférence, aucun droit naturel qui l'oblige et la condamne à déchirer ses entrailles. » Ils restituent à l'effort de l'homme toute sa valeur de lutte et de progrès; par leur croyance à la puissance du savoir, à l'action de la volonté intelligente et à la possibilité créatrice de la raison, ils ouvrent la porte aux aspirations réformistes et préparent l'éclosion de tous les programmes de réformes qui s'élaboreront au cours du XIX^e siècle.

3° Mais l'idée essentielle du socialisme utopique, l'idée féconde, en dehors de la justesse de certains détails, c'est la prescience d'une direction générale du progrès prochain et des arrangements sociaux, vers une forme supérieure. Les socialistes utopistes sont convaincus, avec Rousseau, que Dieu fit bien tout ce qu'il fit, que l'homme est originairement bon, qu'il convient en conséquence de développer ses facultés innées et de satisfaire tous ses désirs. Ils constatent, d'autre part, que l'ordre libéral-individualis-

te ne procure qu'un déchaînement d'égoïsme malsain et un état de concurrence écrasant pour la plupart des hommes. Dès lors, ils préconisent un ordre nouveau que l'avenir imposera ; c'est l'état socialitaire où toutes les facultés s'épanouiront suivant leur capacité et leur variété, où trouveront place toutes les passions saines, toutes les initiatives hardies sans que subsiste aucune exploitation de l'homme par l'homme. Ce sera le triomphe de l'altruisme, la prédominance des rapports de rapprochement humains sur le principe égoïste et exclusiviste du Libéralisme.

Certes, il n'y a pas là encore une théorie objective et vraiment scientifique des liens d'interdépendance qui constituent la solidarité sociale. Cependant, un grand pas est déjà fait. En face de l'intransigeante liberté des individualistes, un facteur social nouveau est apparu. On ne trouve pas dans l'œuvre de Fourier, de St Simon ou de Robert Owen le terme même de solidarité ; on y trouve seulement des synonymes tels que : association, harmonie, coopération, garantisme. Mais l'esprit général du solidarisme, la conception solidariste de la société animent tout le socialisme utopique qui, à ce point de vue, est le précurseur de toute l'école réaliste. L'humanité n'est plus considérée en effet comme « un archipel d'îles ayant chacune son Robinson » ; elle n'est plus un champ clos où toutes les énergies, à

l'étroit, se broient pour le plus grand bien du progrès. Elle est la résultante d'efforts libres et concordants, le milieu ondoyant où le bonheur de chacun est lié au bonheur de tous, le creuset où bouillonnent toutes les passions, où se consomment toutes les actions, où s'élaborent toutes les vertus et tous les vices en des réactions incessantes, la grande famille tirillée par des intérêts passagers et secondaires, mais toujours tenue par des intérêts permanents, essentiels et généraux.

Le principe de la solidarité était ainsi posé, encore vague, basé sur la religion et le sentiment beaucoup plus que sur la science et la raison, enveloppé même sous des formules et des rites dogmatiques, mais plein d'espérance et d'audace. « L'homme a jusqu'ici
« exploité l'homme, écrit Bazard, un disciple fervent de St Simon; maîtres, esclaves; patriciens,
« plébéiens; seigneurs, serfs; propriétaires, fermiers; oisifs et travailleurs; voilà l'histoire progressive de l'humanité jusqu'à nos jours. *Association universelle*, voilà notre avenir; à chacun suivant ses œuvres, voilà le droit nouveau qui remplace celui de la conquête et de la naissance;
« l'homme n'exploite plus l'homme, mais l'homme associé à l'homme, exploite le monde livré à sa puissance » (1). Répondant aux critiques du

(1) *Exposition de la doctrine de St Simon par les disciples*, année 1829, page 38, sixième séance.

Constitutionnel et du *Journal des Débats*, qui parlaient des « mystiques » du St Simonisme; le *Globe* exposa, le 9 février 1850, le programme St Simonien: « Nous voulons l'abolition de tous les privilèges héréditaires, sans exception; nous voulons l'émancipation des travailleurs et la déchéance de l'oisiveté qui les ronge et les flétrit. Nous voulons qu'il n'y ait honneur, considération et abondance que pour les hommes qui nourrissent les nations, qui les éclairent, qui les animent de leur inspiration, c'est-à-dire pour les industriels, les savants et les artistes. Nous voulons que celui qui sème, récolte; que les fruits du travail des classes laborieuses ne soient pas dévorés par les classes oisives qui ne font rien, qui ne savent rien, qui n'aiment qu'elles-mêmes; nous voulons un ordre social complètement basé sur le principe: A chacun selon sa capacité; à chaque capacité selon ses œuvres; nous voulons, ceci est clair, la suppression graduelle de tous les tributs que le travail paye à l'oisiveté sous les noms divers de fermage des terres, loyer des usines et des capitaux..... Comment libérer la classe ouvrière de ce tribut ? Par l'association universelle. » Un autre disciple de Saint-Simon, le père Enfantin, écrit dans *Producteur*: « L'esclavage des capitaux disparaîtra aussi quoiqu'un peu plus tard que l'esclavage de l'homme... par le progrès de l'opinion publique

qui considère toujours davantage comme une injustice que l'on vive oisif aux dépens d'autrui... et aussi par le développement progressif de l'Association »

* * *

C'est un disciple indépendant de Saint-Simon, Pierre Leroux, qui se flatte d'avoir employé le premier, le mot « solidarité » en matière sociale. Il écrit dans la *Grève de Samarez*: « J'ai le premier emprunté aux légistes le terme de solidarité pour l'introduire dans la philosophie, c'est-à-dire suivant moi, dans la religion. J'ai voulu remplacer la charité du christianisme par la solidarité humaine » (1). Que Pierre Leroux n'ait avancé cette assertion que par une satisfaction bien compréhensible d'amour-propre, cela n'a aucun intérêt. En tous cas il est juste de reconnaître qu'il a été véritablement le premier philosophe de la solidarité. S'il ne

(1) *Remarque.* — Solidarité de solidus, in solidum terme juridique. En ce sens voir dictionnaire de l'Académie française en 1798. On trouve dans Voltaire à l'article *Jésuites* du Dictionnaire philosophique. « Depuis lors chaque frère Jésuite se crût *solidairement* confesseur du Roi ». J.-B. Say écrit qu'il existe entre les hommes une espèce de solidarité. Sismondi écrit également dans ses *Nouveaux principes d'Economie politique*, tome II, chap. 9, page 348. » L'ouvrier est nécessaire à celui qui le paie comme le payeur à l'ouvrier. L'un fait vivre l'autre. Il existe donc, il devrait du moins exister une sorte de solidarité entre eux ».

lui a pas donné son nom il est un de ceux qui ont le plus contribué à lui donner son sens. Dans son *Humanité*, Pierre Leroux conçoit déjà la solidarité à la façon de M. Léon Bourgeois aujourd'hui. Il y voit à la fois un fait et un devoir et insiste davantage sur ce deuxième aspect. « La solidarité de voir, dit-il, dérive de l'égalité, elle consiste à respecter les droits de nos semblables qui sont des égaux » (1). Leroux pousse néanmoins très loin l'analyse de la solidarité de fait. « Le principe de l'indivisibilité est la clé de voûte de l'édifice social et comme tel, il régit le producteur comme toute autre chose. Est-ce que quelqu'un produit quelque chose isolément? Est-ce que toute production ne s'accomplit pas indivisiblement, ne se fait pas sous l'empire des lois, sous la protection des lois à la confection desquelles nous collaborons? Est-ce que les sciences et les arts ne sont pas un héritage collectif de tous les hommes! Est-ce que Dédale n'a pas inventé la scie pour tout le monde? N'est-ce pas pour tous les hommes que les inventeurs des sciences, les révélateurs de tout genre qui ont perfectionné l'humanité, ont enrichi le monde du fruit de leurs pensées? Et si le fruit des divines pensées est immortel, qui le rend immortel si ce n'est le grand Dieu lui-même qui se

(1) PIERRE LEROUX. *L'Humanité*. Livre 3, chapitre 3 et 4.

« communique à tout... Donc c'est une pure illu-
« sion de croire que la richesse existe indépendam-
« ment de la société. Il n'existe indépendamment de
« la Société que des ronces et des épines
« et dans le cœur de l'homme le principe de la so-
« ciété et des biens qu'elle procure.... Le moindre
« fait de production est dû au concours de
« tous » (1). Indivisibilité des efforts humains et
solidarité des tâches dans l'œuvre de production;
toute la théorie de la division du travail, base orga-
nique de la solidarité sociale est là. C'est la soli-
darité sans le solidarisme, car aucune méthode dé-
finie ne préside à l'élaboration de la doctrine de
Leroux. Celui-ci est encore un socialiste utopiste,
tout imprégné d'idéalisme et de métaphysique. Son
économisme reste encore sentimental et généreux
sans être suffisamment réaliste et concret. Comme
tous les socialistes utopistes, Leroux, entraîné par
un humanitarisme ardent, tombe dans une espèce
de romantisme philosophique et en vient à proposer
pour la réalisation de sa théorie des combinaisons
sociales purement abstraites et imaginaires. Mais
l'utopie finale et naïve, qui couronne l'œuvre de
tous les socialistes utopistes, n'en est en quelque
sorte, qu'une superfétation négligeable. La partie

(1) PIERRE LEROUX. *Le carrosse de M. Aguado*, pages 158,
152, 156, 188, 12.

solide, la partie vivante de cette œuvre est encore très grande, car les premiers, les socialistes utopistes, ont saisi le sens profond et complexe des besoins humains et ont assigné son véritable but à l'économisme. Les premiers, ils ont étudié en effet les faits de richesse non en eux-mêmes et comme tels, mais comme répondant à une destination infiniment variée et changeante : la satisfaction des besoins humains. Ils ont réchauffé et dilaté au foyer des passions humaines, la froide et sèche économie politique de l'école anglo-française et préparé une science économique plus vivante et plus réelle : l'économie sociale dont le but est de rendre l'homme plus heureux par une meilleure répartition des biens.

* *

En résumé, le socialisme utopique a été un essai fécond de reconstruction synthétique des phénomènes sociaux. Au fur et à mesure que s'étendait la division sociale du travail, favorisée par la multiplicité et la productivité des métiers mécaniques, la nécessité d'une synthèse reconstitutive, s'était fait sentir davantage. Plus la production se morcelait, devenait parcellaire, plus la spécialisation des tâches augmentait l'esprit particulariste chez les travailleurs, plus les penseurs avaient éprouvé le besoin de réunir ces éléments dissociés d'une œuvre commune, de rapprocher ces morceaux appelés à faire

un tout, de trouver un lien d'attache entre ces producteurs disparates et éloignés en apparence les uns des autres, de pénétrer l'unité profonde et réelle, la solidarité étroite et organique de ces efforts collectifs multipliés et variés. En face du caractère coopératif et social de la production, il ne pouvait plus être question de liberté complète, absolue. Comment expliquer la liberté du travailleur parcellaire qui produit pour autrui et dont le travail n'est qu'une fraction d'un mouvement plus étendu? Comment expliquer la situation du prolétaire soumis à la sujétion de l'usine après avoir reçu le baptême de l'émancipation intégrale de la grande Révolution? Le problème était donc double; d'une part trouver le facteur complémentaire à la liberté et agissant dans le phénomène collectif de la production. D'autre part, montrer comment l'ignorance de ce facteur par l'Individualisme avait amené une contradiction rapide et brutale entre le régime politique issu de la Révolution et le régime économique issu de l'industrialisme scientifique. Le socialisme utopique aperçut nettement cette contradiction et abstraction faite de ses plans chimériques, il eut l'intuition que l'avenir la résoudrait par l'association.

* * *

Après les socialistes utopistes l'idée de solidarité continue à dominer l'économisme. Elle se manifeste par la constitution des grandes sociétés destinées à

l'accomplissement des travaux d'intérêt général et le développement de la coopération.

La solidarité devient une force agissante et créatrice. Le côté moral de la solidarité-devoir si nettement mis en lumière par Leroux, s'incorpore à l'économisme qui tend de plus en plus à s'identifier avec la philosophie morale. De cette identification naît l'idée de justice sociale. C'est ainsi que Louis Blanc veut opérer dans l'ordre économique la transformation que la Révolution a opéré dans l'ordre politique.

Il est persuadé que le peuple, dès 1789, avait pour visée ultime, une réforme économique et sociale, tendant à la réalisation de la fraternité humaine. Louis Blanc qui voyait, en effet, dans l'histoire trois principes successivement dominants : l'autorité, l'individualisme, la fraternité s'attache surtout au troisième : « Le principe de la fraternité annoncée par les penseurs de la Montagne, est celui qui, regardant comme solidaires, les membres de la grande famille, tend à organiser un jour, les sociétés, œuvre de l'humanité, sur le modèle du corps humain œuvre de Dieu et fonde la puissance de gouverner sur la persuasion, sur le volontaire assentiment des cœurs » (1). Comment s'accomplira le règne de la fraternité ? Ce n'est plus l'art humain, mais la

(1) LOUIS BLANC. *Introduction à l'Histoire de la Révolution française*, tome II, page 3.

science humaine qui doit opérer cette transformation... Il faut donner à la fraternité la science pour flambeau... Les réformateurs sociaux doivent s'appuyer sur la recherche expérimentale et patiente des faits et des lois... Ils doivent être imbus de cette idée que *justice* et *utilité* sont une seule et même chose (1).

L'avenir de la science économique est donc dans son identification avec la philosophie morale. Seule, cette identification basée sur la méthode expérimentale, peut donner la clef scientifique du troublant problème posé par la révolution technique et opérer la synthèse des éléments disparates à l'infini, créés par une division sociale du travail toujours plus grande.

Proudhon posa le problème de cette identification en ces termes saisissants : « Le socialisme a raison
« de protester contre l'économie politique et de lui
« dire : « Vous n'êtes qu'une routine qui ne vous
« entendez pas vous-même. Et l'économie politique
« a raison de dire au socialisme : « Vous n'êtes
« qu'une utopie sans réalité comme sans applica-
« tion possible. Mais l'un et l'autre niant tour à
« tour ; le socialisme, l'expérience de l'humanité ;
« l'économie politique, la raison de l'humanité, tous

(1) LOUIS BLANC. *Voir Introduction à l'organisation du travail.*

« deux manquent aux conditions essentielles de la « vérité humaine » (1).

Et Proudhon définit, quelques lignes plus loin, la science sociale : « L'accord de la raison et de la pratique sociale » (2). Cet accord, c'est tout le solidarisme. La raison humaine engendre l'idée de justice ; la pratique sociale enseigne la solidarité. Le solidarisme c'est la réalisation de la justice par la solidarité. Le mérite d'avoir fondé la science sociale par l'accord de l'expérience et de la raison, par l'union de la nature et de la logique revient à A. Comte qui, grâce à l'emploi de la méthode inductive, trouva les conditions de la solidarité dans la nature organique, intelligente et émotionnelle de l'individu et dans la réciprocité des besoins et des travaux (3). Comte est le premier qui ait signalé dans la division du travail autre chose qu'un phénomène purement économique, il y a vu « la condition la plus « essentielle de la vie sociale » pourvu qu'on le conçoive « dans toute son étendue rationnelle, c'est-à-dire qu'on l'applique à l'ensemble de toutes nos « diverses opérations quelconques au lieu de la bor-

(1) PROUD'HON. *Œuvres complètes*. Tome V, page 394.

(2) PROUD'HON. *Œuvres complètes*. Tome V, page 394.

(3) Voir A. COMTE. *Cours de philosophie*. Tome 4. Considérations préliminaires sur la statique sociale ou théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines.

« ner, comme il est trop ordinaire, à de simples usa-
« ges matériels ». Considérée sous cet aspect, dit-il,
« elle conduit immédiatement à regarder non seule-
« ment les individus et les classes, mais aussi à
« beaucoup d'égards, les différents peuples comme
« participant à la fois, suivant un mode propre et
« un degré spécial exactement déterminé à une œu-
« vre immense et commune dont l'inévitable déve-
« loppement graduel lie d'ailleurs aussi les coopéra-
« teurs actuels à la série de leurs divers successeurs.
« C'est donc la répartition continue des différents
« travaux humains qui constitue principalement la
« solidarité sociale et qui devient la cause élémen-
« taire de l'étendue et de la complication croissante
« de l'organisme social » (1).

Avec Auguste Comte, l'idée de solidarité a définitivement acquis droit de cité dans les sciences sociales auxquelles elle fait faire d'un seul coup un progrès énorme. C'est elle qui est le fondement statique et dynamique de la sociologie qui ne pouvait se constituer en dehors d'elle. La sociologie physiocratique qui ne tenait compte que du seul facteur liberté, n'avait été qu'une pure conception abstraite. Comment bâtir solidement, en effet, sur le terrain mouvant de la liberté? comment construire une science réelle, c'est-à-dire un ensemble de rapports constants et

(1) COMTE (A). Tome IV, page 425.

généraux sur un phénomène essentiellement indiscipliné, rebelle à toute loi? La science sociale n'a été véritablement fondée que le jour où Auguste Comte envisagea comme objet de science, les éléments psychiques, moraux et sociaux de détermination de l'homme, dont l'ensemble constitue la solidarité sociale.

. . .

Les formules magiques du socialisme, n'apportaient que le baume des espérances chimériques ou lointaines, aux misères réelles du prolétariat. Les palais enchantés que l'avenir promettait à celui-ci ne lui faisait pas oublier sa misérable et injuste situation actuelle.

Le désir sincère d'améliorer cette situation, donna naissance à un mouvement réformiste très ardent qui aboutit à l'intervention de l'Etat. Les socialistes, à travers leurs déclamations révolutionnaires avaient réclamé cette intervention. Tout le monde était d'accord qu'avec la nouvelle forme de production collective il ne pouvait plus être question de liberté absolue. Louis Blanc consacrait son *Organisation du travail* à montrer que le travail, c'est-à-dire le fondement de l'existence chez la majorité des êtres est désorganisé, désordonné. « Cette liberté économique illimitée, qu'on appelle la concurrence, est un système d'extermination. Le laissez-passer des économistes, c'est en réalité le laissez-mourir. Non seulement les

ouvriers, mais les patrons et les chefs d'industrie, réclament dans ce désordre une intervention tutélaire de l'Etat (1) ».

Cette intervention fut la première application de la solidarité sociale. Les socialistes l'avaient réclamée dans leurs écrits, mais ce furent des hommes d'action, économistes généreux, philanthropes avisés ou législateurs pratiques qui la firent aboutir. Fidèles aux principes libéraux mais frappés des malheurs du prolétariat, ces hommes menèrent une active campagne en faveur d'une intervention législative, qu'imposait d'ailleurs la force des choses elle-même. Dès 1820, Sismondi réclamait une législation ouvrière avec la réglementation du travail et la garantie professionnelle et justifiait ainsi ses prétentions : « Le patron et l'ouvrier collaborent ensemble et le premier étant redevable de ses bénéfices au labeur du second, il est juste que celui-là assure la subsistance de celui-ci dans les moments où il ne peut pas travailler. Ce n'est pas la société qui doit, par une taxe des pauvres ou par l'assistance publique, secourir le travailleur, c'est la classe même des industriels. Celui qui a le profit doit avoir la charge... Lorsque le patron saura qu'il devra nourrir l'ouvrier malade ou invalide, il prendra plus de soin de l'hygiène de ses ate-

(1) LOUIS BLANC. Voir *Organisation du travail*.

« liers et ne discutera pas sur le chiffre du salaire
« minimum.

« Son intérêt sera d'accord avec sa générosité »(1).
Théorie solidariste au premier chef que M. Jay résume excellemment dans les termes suivants : « Le
« jour où la solidarité naturelle qui lie celui qui
« fait travailler à celui qui travaille, serait respec-
« tée et consacrée verrait disparaître bien des abus
« et des souffrances » (2).

Mais Sismondi était encore un doctrinaire et le temps était à l'action. Depuis 1802, l'Angleterre avait dû entrer dans la voie de l'intervention économique de l'Etat. Après les lamentables révélations de Robert Blincoe (3) et après un rapport du docteur Perceval sur la situation des ouvriers anglais de l'industrie textile, un bill était intervenu, limitant la journée de travail des enfants dans cette industrie. Le mouvement interventionniste procède en France de la même méthode. On ne fait plus de l'économie politique en chambre ; on étudie sur le vif, les blessures du temps. Fidèles aux principes de l'école de Manchester, les interventionnistes se séparent des libéraux par leur méthode et leur esprit positif. Ils

(1) SISMONDI. *Nouveaux principes d'économie politique*. Tome 2, p. 362.

(2) R. JAY. *L'assurance ouvrière et la solidarité dans l'industrie*, page 5.

(3) Voir R. JAY à son cours, année 1905-1906.

ne se contentent plus des formules, mais les étudient dans leur application. En 1840, le docteur Villermé publie sous le titre de « *Tableau de l'Etat physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* », le résultat d'une vaste enquête faite dans l'industrie textile; celle où le développement de la mécanique avait le plus activé la concentration des entreprises et l'agglomération des ouvriers. Le tableau du docteur Villermé est d'une triste vérité: La journée de travail est dans l'industrie textile de 15 à 17 heures à partir de 6, 7 ou 8 ans, aggravée par l'éloignement de domicile de l'ouvrier de la manufacture. « On n'exige guère, il « est vrai, de la part des enfants, qu'une simple « surveillance. Mais pour tous la fatigue résulte « d'une station beaucoup trop prolongée. Ils res- « tent 16 à 17 heures debout chaque jour, dont 13 « au moins dans une pièce fermée sans presque « changer de place ou d'attitude. Ce n'est plus là un « travail, une tâche. C'est une torture et on l'inflige « à des enfants de 6 à 8 ans, mal nourris, mal vêtus, « obligés de parcourir dès 5 heures du matin, la lon- « gue distance qui les sépare de leurs ateliers et « qu'achève d'épuiser, le soir, leur retour de ces « mêmes ateliers... Le remède au dépérissement des « enfants dans les manufactures, à l'abus homicide « qu'on en fait, ne saurait donc se trouver que dans « une loi ou un règlement qui fixerait, d'après

« l'âge de ces ouvriers, un maximum à la durée journalière du travail (1). Sous la pression des économistes comme Villeneuve-Bargemond, Blanqui aîné, Rossi et J.-B. Say lui-même, des publicistes comme Fix, Léon Faucher, Emile Berr, Feuerbach et Burret (2) le gouvernement se décida à intervenir. Un projet de loi fut élaboré par le gouvernement et le baron Dupin, gros industriel et pair de France, nommé rapporteur, le défendit brillamment devant la Chambre des Députés, tandis que Rossi emporta le vote de la Chambre des pairs. « La concurrence excessive des individus qui dans un même pays exercent la même industrie, dit le baron Dupin, la concurrence non moins redoutable des nations qui luttent ensemble pour obtenir l'avantage en fabricant un même genre de produits, telles sont les causes les plus générales de la funeste tendance d'accroître au-delà de toute limite la durée du travail journalier. Cette extension acquiert de nouveaux motifs, elle devient plus dangereuse dans les établissements où la force productive est fournie par des moteurs à la fois infatigables et inépuisables, tels que les moteurs mécaniques de

(1) D. VILLERMÉ. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et soie*. 2^e partie, page 91.

(2) Voir LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*. Tome 2, page 49, 52, 53, etc..

« l'eau, du feu, de la vapeur. Si la soif immodérée
« du lucre conduit certains chefs d'établissements
« industriels à dépasser de justes limites, celles où
« la nature suffit à réparer les forces perdues par
« le travail de l'homme fort et robuste qu'on juge
« du dépérissement où doivent tomber les adoles-
« cents et surtout les enfants lorsqu'ils sont assu-
« jettis à la même durée démesurée du travail
« journalier? Quelles peuvent être les conséquences
« de semblables excès? Un rapide affaiblissement de
« la santé, des maladies professionnelles variées et
« fréquentes, des infirmités précoces et graves; enfin
« ceux des jeunes travailleurs qui ne périssent pas
« victimes d'un tel état de barbarie, n'atteignent
« la virilité qu'avec un tempérament délabré, des
« forces épuisées et des maux pour la plupart incu-
« rables ». Dans la discussion de la loi, l'archevê-
que de Rouen s'écria : « En ces jours de progrès et
« de découvertes, il faut une loi de fer pour défendre
« de tuer les enfants par le travail » (1).

Le 22 mars 1841, était votée la loi qui fixait à 8 ans l'âge minimum d'entrée des enfants dans les grandes usines mécaniques et à 8 heures la durée de leur journée de travail jusqu'à 12 ans. Cette loi est le point de départ d'une législation féconde, destinée à protéger le travailleur contre l'abus du travail, car

(1) Cité par M. JAY dans son cours. Années 1905-1906.

ce qui n'était au début qu'un palliatif de circonstance devient bientôt une mesure de prévention générale. L'action de l'Etat augmente incessamment au cours du 19^e siècle jusqu'à devenir partie intégrante de la doctrine solidariste.

Cependant, celle-ci diffère grandement de l'interventionnisme de la première heure. Il n'y a point là une doctrine, un système mais seulement un correctif. Les interventionnistes restent des individualistes. Ils transigent seulement avec le « laisser-faire » dont les maux étaient devenus si indéniables qu'il fallait se rendre à l'évidence. L'interventionnisme reste comme un accroc aux formules axiomatiques, comme une prise en considération des faits devant lesquels les doctrines s'inclinent à regret. En tous cas, ces premières manifestations de la méthode inductive et de l'intervention de l'Etat, étaient utiles à signaler au point de vue de l'histoire de l'idée de solidarité.

CHAPITRE III

L'Idée de solidarité après 1848

SOMMAIRE. — *La révolution de 1848. — Les associations, l'idéalisme révolutionnaire. — Le socialisme scientifique et le matérialisme économique, son échec. — Recrudescence de l'esprit de solidarité et de l'idéalisme. — La démocratie, son influence sur la lutte de classes et l'idée de solidarité.*

Au milieu de l'effervescence des doctrines sociales, les événements se précipitent. Le mouvement de concentration capitalistique et d'accroissement du prolétariat s'accroît rapidement. En 1847, la grande industrie emploie plus d'un million d'ouvriers et la construction des chemins de fer occupe déjà de nombreux travailleurs. Cependant le chômage laisse dans les grandes villes et surtout à Paris, une foule de sans travail. Les rapports du capital et du tra-

vail s'exacerbent, énervés et faussés par l'esprit de domination des uns et la sourde révolte des autres. Après avoir encombré les livres, ces rapports passionnent les réunions publiques. La lutte de classe qui sera bientôt un axiome scientifique est déjà une réalité meurtrière.

Le 23 février 1848, la Révolution éclate. Belle occasion pour les réformateurs d'appliquer leurs idées dans la fièvre d'enthousiasme qui entraîne le prolétariat ! Le 25 février, le gouvernement provisoire garantit, par un décret, l'existence de l'ouvrier par le travail. Les ateliers nationaux sont créés. « Notre principe, c'est celui de la solidarité » s'écrie Louis Blanc, et Proudhon écrit dans le *Peuple* : « Nous voulons que la solidarité devienne un fait. » « L'association des travailleurs », tel est le mot des hommes de 48. Ces associations encouragées surtout par L. Blanc, appuyées par les pouvoirs publics, pullulent en effet après le 24 février. « *Société fraternelle des tailleurs de Paris* à laquelle la ville de Paris commande 100.000 tuniques pour l'équipement de la garde nationale. *Société générale, politique et philanthropique des mécaniciens et serruriers*, fondée à Paris le 2 mars 1848. A Lyon, c'est l'*Union des Travailleurs* et l'*Association des ouvriers tailleurs du département du Rhône*, pour ne citer que les plus importantes.

Mais cette flamme fut aussi éphémère qu'ardente.

L'expérience eut peu de succès. Les ateliers nationaux ne tardèrent pas à devenir un danger et un embarras tant y était grande l'affluence des ouvriers. A la fin de 1851, les associations ouvrières, dont la vie avait été toute précaire, languissaient. L'idée d'association et de solidarité s'assoupit pour quelques années.

L'influence du socialisme utopique avait maintenu la Révolution de 48 dans la tradition idéaliste de 1789. Comme en 89, on s'était battu pour la liberté, pour l'égalité et aussi pour la justice. La constitution de 48 associe et complète l'une par l'autre l'idée nouvelle de solidarité et l'idée de liberté en rappelant aux citoyens *qu'ils doivent concourir au bien être commun en s'entr'aidant fraternellement les uns les autres* et en décrétant comme une solennelle application de ce principe que *l'esclavage ne peut exister sur aucune terre française*. La Révolution de 48 eut un caractère nettement humanitaire. Comme les philosophes du 18^e siècle, comme les philosophes socialistes de la première moitié du 19^e elle se proposa, non d'affranchir une classe déterminée, mais l'humanité toute entière et d'établir le règne de la Raison et de la Justice éternelles.

Mais, pour les hommes de 48, cette raison et cette justice éternelles avaient un sens tout différent de celles des hommes du 18^e siècle. A ceux-là, le monde bourgeois semblait tout aussi déraisonnable et in-

juste que la féodalité et il n'attendait qu'une occasion pour l'enfourer dans la fosse commune de l'histoire.

La fossoyeuse révolutionnaire n'enfouit que des fantômes. La bourgeoisie sortit de la révolution de 48, plus forte que jamais. Le socialisme reparut bientôt, lesté de son idéalisme. Ce dernier, seul, était le vaincu.

* *

Dès 1847, un congrès communiste, réuni à Londres, avait chargé deux délégués allemands, Karl Marx et Friedrich Engels, de préciser dans une proclamation adressée au monde entier, les moyens et le but du parti qui se qualifiait de communiste pour se différencier de ceux que l'on appelait communément socialistes et dont les tendances tout à fait différentes avait pour moteur le plus général, le sentiment.

De cette collaboration sortit le fameux *Manifeste communiste*: « Assez de fraternité, de philanthropie ! » Le sentiment remplacé par la science. Les revendications prolétariennes, basées non plus sur les idées de justice et d'égalité, mais sur l'histoire. La politique, subordonnée aux faits et à l'évolution et non les faits aux conceptions de l'intelligence. C'est ainsi que le parti communiste prenait immédiatement position.

Le Manifeste ne fut envoyé à l'impression à Lon-

dres que quelques semaines avant la Révolution de février. Il parut en français, peu de temps avant l'insurrection de juin 1848 et seulement les années suivantes dans les autres langues. Son influence sur le mouvement révolutionnaire de 48 fut donc nulle. L'échec du socialisme utopique et de l'idéalisme révolutionnaire sembla une confirmation précoce du nouveau socialisme. Celui-ci fut pendant quelques années maître de l'opinion socialiste. Avec lui la philosophie allemande, dont il était l'émanation directe, eut un moment de glorieuse suprématie. Cette philosophie se résume dans le système hégélien « où, pour la première fois et c'est là son grand « mérite, le monde tout entier, naturel, historique « et intellectuel, fut représenté comme un *procès*, « c'est-à-dire comme étant dans un changement, « une transformation et un développement cons- « tant et où l'on essaie de saisir la liaison continue « qui fait un tout de ce mouvement et de ce dévelop- « pement. De ce point de vue l'histoire humaine « n'apparaissait plus comme une confusion chaoti- « que de violences insensées, toutes également con- « damnables devant le tribunal de la raison philoso- « phique, mais comme le *procès* de développement de « l'humanité. Le problème de la pensée était d'en sui- « vre la lente marche progressive à travers tous ses « égarements et de rechercher la loi intime de ces

« phénomènes dus en apparence au hasard. » (1)
Mais Hegel est idéaliste. Erreur fondamentale pour les rédacteurs du *Manifeste communiste* qui s'empressent de la rejeter pour revenir au matérialisme. Appliqué à l'interprétation de l'histoire, le matérialisme signifie que le mouvement de la matière obéissant lui-même à des lois préside au processus historique et conditionne les phases nécessaires de l'évolution humaine en déterminant l'éclosion des idées et des tendances de volonté. Nul événement ne se produit, nulle idée ne se forme sans une cause matérielle. Toute la question est donc de savoir quelle est le moteur décisif de ce processus nécessaire? Ce sont, répond Marx, les forces productives matérielles et les conditions de la production :
« Arrivées à un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société se trouvent en contradiction avec les conditions de production existantes, ou, pour employer le terme juridique, avec les conditions de propriété au milieu desquelles elles s'étaient mues jusque-là. De formes d'évolution des forces productives qu'elles étaient, ces conditions se changent en entraves. C'est alors que le monde entre dans l'ère

(1) ENGELS. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, page 18.

« d'une révolution sociale. » (1). En résumé adaptation nécessaire, fatale des modalités juridiques de la propriété aux conditions économiques de la production, telle est la loi de l'évolution historique, loi fondamentale sur laquelle repose toute la sociologie matérialiste du socialisme scientifique.

Sur le fondement de la conception matérialiste de l'histoire se base la doctrine des luttes de classes : « Il est de fait, écrit Engels, dans son *Anti-Dühring*, que jusqu'ici l'histoire tout entière était « l'histoire de luttes de classes et que ces classes « combattantes sont toujours le produit des conditions et des relations de production, en un mot : « des conditions économiques de leur époque. » (1) Dans la société moderne, c'est la lutte entre les détenteurs capitalistes des moyens de production et les producteurs salariés, entre la bourgeoisie et le prolétariat, représentant l'antagonisme qui existe dans les conditions de production actuelles, c'est-à-dire entre le caractère privé du mode d'appropriation et le caractère *social* du mode de production. » Le *Manifeste communiste* concluait, en vertu de la nécessité historique au collectivisme, c'est-à-dire à la

(1) K. MARX. *Avant-propos à la critique de l'économie politique*. Cité par Bernstein, *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique*, page 9.

(2) Cité par BERNSTEIN, *ibidem*, page 23.

dévolution fatale aux mains du prolétariat émancipé des instruments de production socialisés.

A l'instar de l'économisme classique, la nouvelle doctrine se présentait avec un caractère rigoureusement scientifique. Le point de départ était différent, c'était une étude attentive des faits et des tendances de la civilisation, mais quand on croit l'avoir trouvé dans le matérialisme historique, on retombe, comme les individualistes, dans la déduction purement logique. Marx et Engels avaient rejeté l'idéalisme hégélien mais ils en avaient conservé la dialectique. A l'induction historique qui constituait un progrès incontestable dans les sciences sociales ils surajoutent tout une partie purement logique renouvelée des déductions physiocratiques. Marxistes et économistes situés aux pôles extrêmes de la pensée étaient encore tout à fait voisins par leur habitude de n'envisager que le jeu des intérêts et de considérer l'égoïsme comme le principal et presque l'unique mobile des actions humaines et par leur prétention de n'adoucir en rien la rigueur des vérités scientifiques. A ce point de vue le socialisme scientifique constituait un recul sur le socialisme utopique. L'effort humain disparaissait encore une fois devant l'autorité implacable et irrésistible des faits. Le règne souverain des forces productives doit s'accomplir. Aucune considération de justice, d'égalité ou d'humanité ne saurait intervenir. Aucun

facteur moral ne saurait enrayer l'invincible domination. Toutes les sciences sociales dérivent de l'économie politique qui est elle-même contenue toute entière dans l'étude des formes et des conditions de la production. On revenait au laisser faire, non plus au nom de la liberté, mais au nom du matérialisme historique. Douce consolation pour les prolétaires qui attendaient leur bonheur de la catastrophe promise de la bourgeoisie !

*
* *

A la fin du *Manifeste communiste*, comme un démenti flagrant à toute idée de soumission à la brutalité aveugle des phénomènes matériels, les rédacteurs avaient placé cet épilogue suggestif : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

Appel à l'esprit de solidarité du prolétariat ! Appel aux forces idéalistes ! Cette union du prolétariat, cette manifestation de la solidarité internationale des travailleurs est d'ailleurs dans la logique même de la doctrine nouvelle. Ce n'est qu'une forme de la lutte de classes. C'est l'union pour la force, la solidarité d'une classe pour la lutte contre une autre classe. Mais aussi à quoi bon cet effort d'union, puisque la concentration capitaliste doit assurer immanquablement l'avènement du prolétariat par le collectivisme ! Logique et contradiction ! Revanche de l'idéalisme !

.

L'esprit d'association auquel l'échec de la Révolution de 48 avait porté un mauvais coup se réveilla bientôt. En 1859, une délégation de 200 ouvriers appartenant à une cinquantaine de professions parisiennes se rendit à l'exposition de Londres et les 53 rapports des délégués firent reparaitre avec éclat l'idée d'association ouvrière sur la scène. Les délégués avaient constaté que les salaires des ouvriers anglais étaient plus élevés et que ceux-ci étaient plus indépendants vis-à-vis de leurs patrons grâce à leurs Trades-Unions, leurs Friendly sociétés et leurs sociétés de coopération (1). « L'association, voilà le « véritable et le plus efficace moyen d'émancipation « progressive et pacifique de la classe ouvrière, di- « saient les typographes qui réclamaient, pour la « constituer, l'intervention de l'Etat ». « Le remède « aux fluctuations si malfaisantes de l'offre et de la « demande, écrivait de son côté un délégué du bron- « ze, c'est la possession en commun des instruments « de travail par les travailleurs; autrement dit, « c'est l'association dans la production se générali- « sant, embrassant tous les modes, toutes les mani- « festations de la mutualité; en un mot, rempla- « çant l'antagonisme par la solidarité des inté-

(1) Voir LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, tome 2, page 625.

«rêts ». « Il s'en promettait de merveilleux résultats: « Oui, par elle et uniquement par elle, par « l'extinction graduelle du capital usuraire, des intermédiaires parasites, les travailleurs obtiendront « non seulement la sécurité contre les accidents de « toute nature dans l'âge actif et pour la vieillesse, « mais encore le bien-être, la richesse même en tout « temps et de surcroît, entre égaux, la dignité et « toute l'indépendance désirable » (1).

De 1860 à 1880 le mouvement coopératif se développa rapidement, en France, affectant trois formes principales : les associations de crédit, dont Schultze-Delitzsh avait déjà doté son pays, l'association de production et l'association de consommation. Vers la fin de l'empire, en 1869, il y avait à Paris 44 associations de production. Cette dernière forme d'association fut de beaucoup prédominante. Pour tous les socialistes de la période 1860-1870, la coopérative de production représentait, en effet, la vraie association tandis que la société de consommation était tout au plus prise par dessus le marché. Cela est tout à fait conforme, d'ailleurs, au sens de la dialectique ainsi qu'à la théorie sociale marxiste qui part de la production comme étant le facteur essentiellement déterminant de la forme sociale. C'est en ce sens qu'était conçue la résolution du congrès de Genève,

(1) Cité par LEVASSEUR, *ibidem*, tome 2, page 540.

rédigée par Marx : « Nous recommandons aux ouvriers de beaucoup plus s'occuper de la coopération productive que des magasins coopératifs. Ces derniers ne touchent que la surface de la société économique actuelle, tandis que les premières l'attaquent dans ses bases. » (1).

Néanmoins les grandes espérances fondées sur l'association ne se réalisèrent pas. En 1864, le congrès national ouvrier tenu à Londres reconnaissait que depuis 30 ans des progrès avaient été accomplis en Angleterre grâce aux Trade-Unions, par les lois sur le travail et par la coopération, mais qu'ailleurs la classe ouvrière n'avait pas profité du grand développement de l'industrie et de la richesse, que pour l'émanciper il faudrait une énorme quantité de capital, que l'Etat seul pouvait être son commanditaire et que pour obtenir cette commandite, il fallait que la classe ouvrière entreprit la guerre de classe et conquît le pouvoir politique, ce qui était réalisable puisqu'elle avait le nombre. C'est la même pensée qu'exprimait Ferdinand Lassalle le 1^{er} mai 1863 dans sa « *Lettre ouverte au comité central chargé de convoquer un congrès ouvrier allemand général à Leipzig.* » « Encore une fois, disait-il, la libre associa-

(1) Voir BERNSTEIN. *Socialisme théorique et social démocratie pratique*. Chapitre 4. *La capacité potentielle des associations économiques*, page 163 et suivantes.

« tion individuelle des ouvriers, mais la libre asso-
« ciation rendue possible par la main protectrice
« et encourageante de l'Etat, c'est la seule route
« pour sortir du désert où est retenue la classe ou-
« vrière, »

Dans ce but, une *Association internationale des travailleurs* fut fondée et un programme rédigé. L'appel du *Manifeste communiste* retentit de nouveau : « Prolétaires de toutes les nations, unissez-vous », lancé par Karl Marx à tous les travailleurs. C'était encore une fois l'abandon du pur matérialisme historique. Qu'est-ce en effet que proclamer la nécessité d'organiser le prolétariat en vue de développer ses forces de lutte, de solidariser ses efforts vers un but commun, sinon faire un retour certain à l'idéalisme révolutionnaire? N'est-ce pas reconnaître que le seul mouvement économico-matériel de la production est insuffisant à atteindre la transformation désirée? Qu'à côté des faits économiques d'autres facteurs politiques et moraux agissent sur l'évolution sociale? et que si aucun grand événement historique ne reste complètement en dehors de l'influence des circonstances économiques aucun de ces événements ne peut être expliqué par ces seules circonstances? L'organisation du prolétariat en vue de la conquête du pouvoir politique est une idée directement opposée au matérialisme historique. L'idée même

de la conquête du pouvoir politique, préalable et nécessaire à l'instauration du collectivisme semble impliquer une subordination des faits économiques aux faits politiques, subordination inexplicable dans la doctrine marxiste sans une contradiction. « Le programme d'action révolutionnaire du *Manifeste communiste*, est tout ce qu'il y a de plus blanquiste (1) et — on pourrait dire de plus idéaliste —, nulle part l'esprit blanquiste ne se manifeste avec autant de netteté que dans la circulaire de la Fédération communiste de mars 1850 où l'on trouve des indications minutieuses sur la façon dont auront à se comporter, lors de la révolution prochaine, les communistes, afin de rendre « permanente » cette révolution. Toute notion théorique de la nature de l'économie moderne, toute connaissance du degré de développement économique de l'Allemagne — pourtant bien inférieur encore à celui de la France contemporaine — toute compréhension économique s'évapore en présence d'un programme que le premier venu des révolutionnaires de club n'aurait pas pu rédiger en des termes plus illusoires. Ce que Marx devait reprocher six mois plus tard à Willich-

(1) Le blanquisme d'après Bernstein (op. cité) n'est autre chose que la théorie « de la force créatrice illimitée de l'action révolutionnaire politique et de sa forme concrète: l'expropriation révolutionnaire, page 50.

« Shapper, lui et Engels le proclament eux-mêmes « ici ; au lieu des circonstances réelles, ils font de « *la seule volonté* » la force motrice de la révolution » (1). La volonté humaine est réhabilitée par ceux-là mêmes qui l'avaient condamnée. Sa puissance effective sur la marche des événements économiques est proclamée. On sent bien que les formules rigides et froides du socialisme scientifique ne peuvent passionner le prolétariat. Il faut d'autres mobiles pour lui donner l'audace de l'enthousiasme et le lancer à l'assaut de la bourgeoisie. Développer en lui le sentiment d'un idéal supérieur, la conscience d'un ordre social plus conforme à la justice où seront respectées la liberté et l'égalité. En définitive, exaspérer la force créatrice des facteurs idéologiques chez la classe ouvrière et aboutir à une tension formidable de son énergie révolutionnaire.

* * *

Dans l'évolution rapide des variations sociales pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle la doctrine rigide du socialisme scientifique subit la déformation inévitable des faits. A l'exemple de l'individualisme dont le dogme étroit a cédé à la pression de la réalité, la pensée socialiste issue du marxisme s'élargit pour s'adapter aux conditions nouvelles et

(1) BERNSTEIN. *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, page 51.

complexes de la vie sociale. Le problème social devient de plus compréhensif et fuyant. A la liberté, à la science et à l'accroissement des capitaux viennent s'ajouter des institutions politiques nouvelles dont l'influence grandissante sur les individus se répercute sur l'ensemble de l'économie sociale. Au premier rang se placent la proclamation du suffrage universel, le développement de la démocratie, l'établissement de l'instruction publique gratuite et obligatoire et la diffusion de la morale laïque.

Tous ces faits nouveaux des sociétés modernes agissent comme agents de progrès social et en réaction complète du matérialisme individualiste ou marxiste. Ils sont l'affirmation éclatante du pouvoir de l'homme sur lui-même et sur la société et confirment au point de vue sociologique la tendance constante des forces idéologiques à prédominer sur l'aveugle brutalité des choses. C'est là, d'ailleurs un phénomène général dont l'origine remonte au jour où l'homme a cherché à éviter, à combattre et à maîtriser les éléments naturels hostiles à son développement. Il serait tout au moins étrange que seuls, comme le prétendent individualistes et marxistes, les phénomènes économiques, ceux-là mêmes qui touchent les besoins les plus immédiats de l'homme échappassent à son action volontaire et intelligente. A ce point de vue, le XIX^e siècle est une longue et vivante protestation de l'humanité contre la nécessi-

té de la souffrance, l'obligation de la servitude et la fatalité de la misère.

L'avènement de la démocratie et la proclamation de l'égalité civique, c'est-à-dire l'établissement d'un état social où aucune classe ne jouit d'un privilège politique quelconque vis-à-vis de la communauté devait faire naître chez cette catégorie de citoyens que, malgré son travail, le salariat livrait aux vicissitudes du chômage, de la maladie, de la misère, et à l'incertitude d'un lendemain sans espérance de relèvement, la conscience d'une classe opprimée par la contradiction brutale du fait et du droit, de la loi positive et de la justice sociale. Le développement et la garantie de la personnalité libre devaient apparaître fatalement comme incompatibles avec certaines formes oppressives et certaines conditions par trop rigoureuses du travail. Les luttes sociales au XIX^e siècle ne sont que l'expression de l'antagonisme flagrant des catégories économiques et juridiques auxquelles sont soumis les individus.

L'oppression économique reforme en une classe unie et de plus en plus consciente les travailleurs isolés, séparés les uns des autres par la loi, de sorte que les classes disparues politiquement renaissent économiquement. Sur ce terrain, la lutte est plus vive que jamais. Sous l'influence des institutions nouvelles, le champ de bataille se dédouble; les classes en présence s'organisent pour la défense à la fois sur

le terrain politique et sur le terrain économique. Les méthodes purement révolutionnaires s'effacent de plus en plus devant l'organisation systématique des besoins et des efforts communs de la classe prolétarienne. C'est la lutte par la solidarité. Après le coup de force raté de la Commune toute l'activité des militants de la classe ouvrière se porte sur le terrain de l'organisation. Dès lors les aspirations du prolétariat exprimées par le suffrage universel s'imposent au législateur. La solidarité ouvrière et corporative retrouve une forme juridique. La loi du 25 mai 1864 avait déjà restitué aux ouvriers le droit de grève rendu impossible par la loi du 7-14 juin 1791; la loi du 2 avril 1868 avait abrogé l'article 1781 du Code civil consacrant la suprématie patronale.

Avec la Troisième République, l'obligation de l'instruction répand chez tous les individus une conscience plus nette de leurs droits et de leurs devoirs; l'école démocratique développe les liens de solidarité qui naissent de l'éducation en commun; l'abandon de la morale religieuse augmente chez tous le désir immédiat d'être heureux, de telle sorte que le législateur populaire est contraint d'élaborer toute une législation satisfaisant aux besoins nouveaux de justice, de bien-être et d'émancipation: loi du 21 mars 1884 organisant les syndicats ouvriers, loi du 2 novembre 1892 modifiée par celle du 30 mars 1900, réglant la journée de travail, loi du 9 avril 1898

sur les accidents de travail, loi du 1^{er} Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, loi du 14 Juillet 1905 organisant l'assistance aux vieillards, loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire, retraites ouvrières, institution de prévoyance, de bienfaisance et d'assistance publique, adoucissement de la législation répressive et coercitive, en un mot toute cette législation faite au nom de la solidarité et qui est en réalité destinée soit à protéger, soit à assurer, soit à élargir la liberté individuelle.

Sous toutes ces influences le socialisme scientifique se transforme. Les concepts abstraits du socialisme utopique, les notions rationalistes de liberté, de justice et d'égalité, en un mot les forces idéalistes prennent une vigueur nouvelle et viennent tempérer l'intransigeance de la doctrine en s'incorporant peu à peu aux réalités sociales. L'idéal se réalise, la pensée se concrétise, l'action accompagne ou achève l'idée, les doctrines se pénètrent comme les faits, les extrêmes se rapprochent, la pratique et la théorie s'unifient, individualisme et socialisme s'émoussent et se pénètrent, la synthèse des contraires s'accomplit dans la pensée économique selon le rythme général de la pensée humaine. C'est de ce mouvement qu'est sorti le solidarisme.

TROISIÈME PARTIE

La doctrine Economique du Solidarisme

CHAPITRE I

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU SOLIDARISME

SOMMAIRE. — *Double aspect de la solidarité. - Son influence sur la législation et la doctrine. — La nouvelle école, son programme, ses caractères principaux. — Différences et affinités avec le socialisme. — Inséparabilité du fait de solidarité et de l'idée de justice sociale.*

On reconnaît facilement aujourd'hui que la solidarité est un fait général et sauf une petite escouade d'économistes orthodoxes impénitents, tout le monde

s'accorde à lui attribuer de bonne grâce une influence grandissante sur la législation aussi bien que sur la doctrine. Elle est en effet sortie du domaine purement mécanique; de plus en plus elle est un phénomène organique et conscient dont il est impossible à la législation de se désintéresser.

Economiquement la solidarité se réalise sous la forme d'un fait dans lequel l'élément collectif prédomine sur l'élément individuel. Tout d'abord mécanique, ce fait s'imposait comme une manière d'être susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure; librement accepté et dirigé en vue d'une fin sociale le même fait devient une tendance systématique à augmenter le bonheur de chacun par l'accroissement du bien-être général, à atténuer les rigueurs de la lutte pour la vie par l'organisation volontaire de l'association pour la lutte.

Mais comme tous les phénomènes sociaux, la solidarité ne se présente jamais avec la rigueur immuable d'un phénomène physique. Elle est toujours variée et fuyante, à la fois dynamique et statique, complexe et synthétique. Elle a en outre un privilège plus inquiétant, c'est de désigner en même temps un phénomène naturel et une idée morale. « Il est
« en effet une solidarité qui est donnée dans la société
« telle que les forces surnaturelles et historiques
« l'on faite et il est une solidarité à réaliser
« au prix d'un pénible effort sur soi-même et

« d'une lutte contre l'égoïsme d'autrui.... La soli-
« darité naturelle est d'une part cet enchaînement
« des générations, cette action protectrice et représ-
« sive exercée par les adultes sur les jeunes, cet en-
« semble de phénomènes qu'Auguste Comte résumait
« en ces mots : les morts gouvernent les vivants.
« C'est d'autre part la dépendance de l'activité de
« chacun à l'activité de tous, la réciprocité partielle
« des services résultant de la division du travail.
« La solidarité morale est l'addition à la responsa-
« bilité de chacun d'une part de la responsabilité
« totale qui pèse sur le grand être collectif formé
« par la série des générations d'un même peuple et
« des membres d'un même état (1) ».

On peut donc dire que la solidarité se manifeste sous deux formes différentes quoique connexes : une forme bio-sociologique, inévitable, objective et réaliste ; une forme voulue, dérivée, subjective et idéaliste. La deuxième a pour fondement la première dont elle est le prolongement moral. Elle est le reflet spirituel d'un phénomène naturel ; l'indice de la part de la raison humaine dans l'évolution sociale. Les sciences naturelles ont révélé la solidarité de fait et en ont déterminé les lois. La morale et l'économie s'efforcent aujourd'hui d'y adapter leurs conclusions.

(1) G. RICHARD. *Le socialisme et la science sociale*, page 186.

Nous verrons plus loin comment le solidarisme est basé sur cette distinction fondamentale de la solidarité-fait et de la solidarité-devoir. Il nous suffit de retenir pour l'instant que ces deux formes de la solidarité appartiennent également à la science sociale et que d'autre part la législation moderne soucieuse d'harmoniser l'art social avec la science s'en inspire dans tous les pays.

* *

En législation l'influence de l'esprit scientifique a amené une évolution nécessaire du droit individualiste dans un sens solidariste.

Les transformations du droit positif sont en effet la conséquence médiate mais certaine de tout progrès dans la méthode ou l'esprit de la science sociale. La loi conçue en dehors de la science sociale n'est qu'une affirmation dogmatique, une abstraction métaphysique, une entité dénuée de toute vie, un danger. Il faut éclairer le droit nouveau à la lumière composée de la réalité et non aux lueurs simples de la seule raison. Le droit n'est pas en effet une pure déduction rationnelle; c'est l'expression d'un rapport objectif de justice entre les hommes. Il implique donc la connaissance de ce rapport avec tous les facteurs qui le déterminent. « Le droit considéré d'une manière abstraite est le mirage qui depuis 1789 tient le peuple abusé. Le droit est la protection métaphysique et morte qui a remplacé pour

« le peuple la protection vivante qu'on lui devait.
« Le droit pompeusement et stérilement proclamé
« dans les chartes n'a servi qu'à masquer ce que l'i-
« nauguration d'un régime d'individualisme avait
« d'injuste et ce que l'abandon du pauvre avait de
« barbare. C'est parce qu'on a défini la liberté par
« le mot droit qu'on est venu à appeler hommes li-
« bres des hommes esclaves de la faim, esclaves du
« froid, esclaves de l'ignorance, esclaves du hasard.
« Disons-le donc une fois pour toutes : la liberté
« consiste non pas seulement dans le droit accordé
« mais dans le pouvoir donné à l'homme d'exercer,
« de développer ses facultés sous l'empire de la jus-
« tice et sous la sauvegarde de la loi (1). »

La reconnaissance d'un droit et sa réalisation sont en effet deux choses et la reconnaissance est la moindre. Cette réalisation exige la connaissance objective des facteurs qui déterminent les rapports de droit entre les hommes soumis aux mêmes lois. Il est indispensable de connaître toutes les influences psychologiques, morales, sociales, économiques, nationales, physiologiques, climatériques et telluriques qui affectent ces hommes, d'analyser les conditions de développement de leurs rapports, la variété et la complexité de leurs mouvements réciproques, les affinités qui les rapprochent et les répulsions qui les éloi-

(1) L. BLANC. *Organisation du travail*. Introduction, page 19.

gnent; en un mot tous les facteurs individuels et collectifs de la vie sociale dont l'ensemble constitue la solidarité.

Le droit individualiste déductif et abstrait, général et absolu, imprégné des conceptions naturalistes du XVIII^e siècle prétendait régler les rapports sociaux en dehors des influences du milieu où évolue l'individu. Il appliquait aux fluctuations incessantes du progrès humain l'invariabilité d'une règle inflexible et laissait en dehors de son domaine la solidarité.

La législation a changé de voie. Inspiré par le réalisme historique, la théorie de l'évolution et surtout par la solidarité le droit inductif nouveau tend à assurer la pleine réalité de la vie humaine et à garantir la liberté individuelle par la disparition des forces d'oppression économiques ou sociales. L'effort législatif de toutes les nations civilisées est nettement orienté vers l'organisation volontaire de la justice sociale respectueuse à la fois de la liberté et de la solidarité.

*
* *

En doctrine, la solidarité exerce aujourd'hui une influence prépondérante. Elle a acquis droit de cité dans la science économique comme dans la pratique sociale. En son nom de nombreuses théories ont été élaborées et de nombreuses institutions édifiées. Mais comme toutes les sources nouvelles dont la fé-

condité est mal connue, la solidarité a donné naissance à des courants divergents dont on reconnaît difficilement l'origine. L'accord est loin d'être fait sur les caractères constitutifs de la solidarité. C'est ainsi que M. Gide avoue avec une entière bonne foi l'embarras qu'il éprouve à s'arrêter à un critérium : « J'estime, dit-il, que si vous nous demandez de vous apprendre à reconnaître quand est-ce qu'une œuvre d'assistance, qu'une institution d'hygiène sociale, qu'une mutualité, qu'un syndicat professionnel, qu'une association coopérative est solidariste, ou ne l'est pas, cette question serait parfaitement légitime et ne laisserait pas que d'être extrêmement embarrassante » (1).

Cependant, de cet ensemble d'aspirations nées de la solidarité et coordonnées grâce à l'emploi de la méthode inductive, est sortie une doctrine qui s'efforce d'être une et indépendante et dont il nous faut maintenant indiquer les caractères principaux.

* *

Nous avons vu l'idée de solidarité se développer au cours du XIX^e siècle et imprégner peu à peu le droit économique. Malgré le succès passager du socialisme matérialiste, la littérature économique avait révélé une tendance solidariste foncièrement idéaliste et procédant de la charité chrétienne.

(1) CH. GIDE. *La coopération. Applications sociales de la solidarité*, page 48.

Mais, disséminée à travers des œuvres de réaction contre le libéralisme outrancier ou de protestation contre l'ordre capitaliste, cette tendance était loin de constituer une doctrine, lorsqu'en 1890, M. Ch. Gide, appelé par la *Société chrétienne suisse d'Economie sociale* à préciser les aspirations de l'économie nouvelle en face de l'école de Le Play, de l'école collectiviste et de l'école libérale, arrêta pour la première fois la base, la méthode et le but d'une doctrine proprement solidariste. M. Gide formulait ainsi le nouveau programme : « Ne plus croire de parti pris que l'ordre économique actuel est bon en soi ni même le meilleur possible.

« Considérer cet ordre de choses non plus comme un ordre nécessaire et permanent mais comme le simple résultat d'une longue série de causes antérieures, appelé lui-même à se modifier progressivement dans le sens d'une solidarité croissante.

« Pour modifier cet ordre de choses dans le sens que la morale nous prescrit et que l'histoire nous indique, ne pas se contenter d'un stérile laisser faire, ne pas se contenter même de faire appel à toutes les énergies individuelles de l'homme, mais recourir hardiment à l'intervention de l'Etat pour modifier le milieu social.

« Et si vous me demandez de définir à mon tour cette nouvelle école, comme je l'ai fait pour les écoles précédentes, par un seul mot je dirai —

« bien qu'il soit assurément assez difficile de résumer en un mot tant de systèmes divergents — je dirai qu'elle est l'école de la solidarité. Oui, par sa méthode qui étudie les sociétés dans leur développement historique et cherche la chaîne qui relie les phénomènes d'aujourd'hui aux phénomènes d'autrefois et les générations présentes aux générations passées — par son action pratique qui consiste à modifier l'homme en modifiant d'abord le milieu dans lequel il vit — par l'intervention de l'Etat qu'elle considère comme l'expression visible du lien invisible, mais réel, qui unit les hommes vivant dans une même société — elle est vraiment l'école de la solidarité (1). »

Comme on le voit, d'après le programme de la nouvelle école, celle-ci était éclectique. Elle gardait l'optimisme de l'école libérale en proclamant sa confiance dans l'effort de l'homme pour l'accomplissement d'une destinée meilleure et abandonnait ce dogmatisme naturaliste qui livrait l'individu à toutes les injustices et toutes les cruautés d'un sort aveugle. A l'école historique elle empruntait sa méthode d'induction et son positivisme évolutionniste. A l'école des socialistes utopiques elle demandait sa conception d'une économie humaine et son grand esprit critique.

(1) CH. GIDE. *Quatre écoles d'économie sociale. L'Ecole nouvelle*, page 151.

Son originalité était dans l'élaboration systématique d'une doctrine indépendante basée sur la solidarité et dans la coordination scientifique d'éléments ou d'aspirations jusqu'alors divergents. Du premier coup le solidarisme apparaissait comme une doctrine de conciliation inductive et synthétique. Ce caractère dominant devait lui assurer des progrès si rapides que « le solidarisme semble en passe
« de devenir pour la Troisième République une ma-
« nière de philosophie officielle. » (1).

Ce fut, en effet, comme une traînée de poudre. Tous les jours apportaient un nouvel hommage à la jeune doctrine dont les prétentions s'élargirent bien vite jusqu'à la conception d'une philosophie générale. A côté de M. Gide, des économistes et des philosophes se rangèrent sous la bannière de la solidarité. La doctrine solidariste se multiplia. Les solidaristes ne devaient pas manquer, en effet, d'utiliser les analyses des psychologues et les synthèses des philosophes, les critiques des économistes et les classifications des sociologues qui tous se passionnaient à la conquête de la reine nouvelle.

Déjà, avant la conférence de M. Gide, M. Fouil-

(1) C. BOUCLÉ. *Le Solidarisme*, page 1.

lée (1), par ses théories de l'organisme contractuel et de la propriété sociale avait éclairé « les contrats implicites » qui forcent nos sociétés à se réorganiser conformément aux exigences de la justice et de la charité, elle-même conçue comme une « justice réparatrice ». M. Marion (2), en cherchant à fixer les limites de nos libertés, découvrait les liens de toutes sortes qui rattachent l'individu non seulement à son propre passé, mais par la sympathie, par l'imitation par toutes les formes de la suggestion et de la pression, à son milieu historique. Enfin, peu après la conférence de M. Gide, M. Durkheim (3) avertissait que ces liens changent eux-mêmes de nature suivant la densité des groupements humains. En étudiant les conséquences sociales de la division du travail, il distinguait entre la « solidarité mécanique » qui annihile en quelque sorte les individualités et la « solidarité organique » qui les respecte et les met en valeur. La morale, la psychologie, la sociologie, comme l'économie politique venaient confirmer les découvertes de la biologie.

Aussi, il n'était plus possible de séparer l'homme

(1) FOUILLÉ. Voir *La science sociale contemporaine*. Paris, 1885. Hachette, 2^e édition. *La propriété sociale et la démocratie*. Paris, 1884. Hachette, 2^e édition.

(2) MARION. Voir *La solidarité morale. Essai de psychologie appliquée*, 1883.

(3) DURKHEIM. Voir *La division du travail social*, 1883.

du reste du monde vivant. Aucune science sociale véritable ne pouvait s'établir en dehors des lois qui régissent tous les êtres animés.

L'individu humain, malgré sa conscience supérieure, n'échappe pas au déterminisme biologique; la solidarité est pour lui l'expression du déterminisme social. La liberté même est un phénomène social conditionné. On peut dire qu'elle est fonction de la société car, en dehors d'elle, elle n'a pas d'existence réelle. Elle n'est possible que dans les limites de la solidarité et grandit avec elle. L'individu est, en effet, un produit de la société; c'est par elle qu'il devient libre, qu'il s'affranchit des forces extérieures et se garantit contre l'oppression de ses semblables; il est d'autant plus libre socialement que ses rapports avec ses semblables sont mieux définis et mieux assurés. Facteur agissant dans une sphère étroite avec des moyens restreints, selon la loi de la spécialisation des tâches et de la solidarité des fonctions, sa liberté est assujettie aux conditions mêmes du développement de la liberté des autres, c'est-à-dire de la solidarité sociale. « Dès qu'il y a société, il
« s'établit entre les individus une double série de
« rapports. D'une part, comme tous ces individus
« aspirent ainsi que lui-même à se développer inté-
« gralement, il y a conflit entre des volontés riva-
« les, combat entre des forces opposées ou divergen-
« tes, chocs violents ou compétitions sourdes entre

« des convoitises qui travaillent toutes pour se
« satisfaire. C'est la lutte pour la vie. »

« D'autre part, comme ces mêmes individus se re-
« connaissent pour semblables, comme ils éprou-
« vent les uns pour les autres une sympathie tan-
« tôt faible, tantôt très forte... il y a entre eux
« dépendance et union plus ou moins étroite pour se
« faire une existence plus douce et plus sûre, pour
« être plus forts contre la nature environnante, con-
« tre les bêtes, contre les autres hommes; groupe-
« ment d'intérêts analogues, coopération d'efforts et
« division du travail en vue d'une œuvre commune.
« C'est la coalition pour la vie » (1).

Lutte et coopération, concurrence et union, liberté et solidarité, tels sont les deux facteurs de toute vie sociale que les conclusions dernières de la méthode inductive appliquée aux sciences sociales mettaient en lumière.

L'école solidariste enrichie de ces conclusions se présentait comme une interprétation synthétique des rapports et du mouvement de ces deux facteurs inséparables et complémentaires. A la fois réaliste et optimiste, la nouvelle doctrine ne croyait pas à la possibilité de supprimer complètement la concurrence mais proclamait la nécessité de créer une émulation profitable en empêchant que les supériorités

(1) GEORGES RENARD. *Le régime socialiste*, pages 67 et 40

physiques ou morales ne soient écrasées par des supériorités conventionnelles de privilèges ou d'argent.

Le problème social prenait un aspect nouveau par quoi le solidarisme se séparait, en s'en distinguant nettement, des doctrines antérieures.

■

Dès 1893, trois ans après sa conférence de Genève, M. Gide revenait sur le programme de l'école nouvelle. Dans un article de la *Revue internationale de sociologie*, il prenait position pour la coopération libre contre la concurrence et établissait en ces termes la place du solidarisme entre le libéralisme et le socialisme : « La formule de la solidarité nous per-
« mettra d'abord, de nous distinguer d'une façon as-
« sez nette de l'école libérale classique... L'école qui a
« apprécié les bienfaits de la solidarité, même sous
« la forme coercitive ne fera pas de la liberté un cri-
« térium infaillible pour juger de la valeur des doc-
« trines ou des institutions ; elle n'y cherchera pas la
« solution unique. Par exemple, elle ne repoussera
« nullement l'intervention de l'Etat dans les ques-
« tions économiques... En sens inverse, l'école de la
« solidarité ne pourra se montrer très sympathique
« à la concurrence, qui est une des formes sous la-
« quelle l'école classique aime à saluer le principe
« du laisser-faire. Elle ne pourra oublier que la con-
« currence, c'est la lutte pour la vie » et qu'elle pro-

« cède par conséquent d'un principe opposé à celui
« de l' « association pour la vie... »

« En fait de commerce international, l'école dont
« nous esquissons le programme, ne saurait être
« protectionniste à la façon dont on l'est aujourd'hui, puisque ce protectionnisme s'efforce justement de rompre tout lien de solidarité entre nations et de réaliser, en fait de rapports internationaux le principe « chacun pour soi », mais elle ne goûtera pas non plus beaucoup le *free-trade* à la mode anglaise qui n'est en somme qu'une autre forme du « chacun pour soi ». Des unions douanières entre nations fondées par des sacrifices réciproques consenties en vue d'un intérêt général, répondraient le mieux à son programme, en faisant naître le sentiment de grandes solidarités internationales et l'attente d'une solidarité plus universelle encore...

« L'école socialiste, elle, emploie plus volontiers le mot de solidarité, surtout les anarchistes qui en font un fréquent usage.... Mais il ne paraît pas que ces doctrines emploient les moyens les mieux adaptés pour la réaliser.... Ces moyens sont en effet la *lutte* des classes, la suppression des inégalités et de toutes les institutions, telles que propriété, hérédité, etc., qui peuvent avoir pour résultat de les augmenter ou de les perpétuer. Or la lutte des classes ne paraît pas un moyen très

« propre à développer la solidarité entre membres
« d'une même société, de même que la guerre ne
« paraît pas un bon moyen de développer la solida-
« rité internationale. Quant à la suppression des
« inégalités, ceci surtout paraît à l'encontre des
« fins qu'on se propose. S'il est un fait bien démon-
« tré, c'est que la solidarité implique la diversité et
« l'inégalité des parties... Plus les individus seront
« différenciés, plus leur coopération sera active. Il
« faut tendre à accroître les variations des indivi-
« dus, non à les restreindre.

« Il faut accorder cependant qu'il y a certaines
« formes de l'inégalité qui, par leur caractère exces-
« sif vont à contre-fin de la solidarité et ne sauraient
« par conséquent être approuvées par une école qui
« prend cette devise. L'école de la solidarité conclu-
« ra donc qu'il est mauvais qu'un homme puisse se
« trouver affranchi des joies ou des douleurs com-
« munes; et à ce point de vue elle repoussera les ins-
« titutions ou les lois qui favoriseraient ce résultat.

« Si l'école de la solidarité ne veut ni de l'indivi-
« dualisme, ni du communisme, où cherchera-t-elle
« donc une solution pratique? Où donc, sinon dans
« l'association coopérative sous ses formes infini-
« ment diverses, dans cette forme d'association qui
« réalise pleinement l'idéal d'une solidarité conscien-
« te et librement acceptée et qui s'exprime naïvement
« par l'emblème populaire de deux mains jointes et

« par la devise : « Chacun pour tous, tous pour chacun », ce qui est précisément la traduction populaire de l'idée de solidarité (1) »

Quelques remarques sont nécessaires sur les différences qui séparent le solidarisme coopératiste de M. Gide, devenu le programme de l'Ecole dite de Nîmes et le socialisme.

Première différence. La doctrine scientifique de la nouvelle école a une valeur morale et éducative très haute. Celle-ci compte surtout sur la bonne volonté des individus pour réaliser le coopératisme. Elle accepte l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire du législateur ; mais seulement à titre secondaire et subordonné à la nécessité de protéger les droits des faibles. La coopération doit être librement consentie ; elle ne peut être une forme économique imposée par la loi positive.

Le socialisme, au contraire, même dans sa forme la plus développée, reste imprégné de la thèse catastrophique de Marx et semble croire pouvoir établir d'un seul coup, par la force de la loi majoritaire ou révolutionnaire, le régime collectiviste.

Deuxième différence. L'école de Nîmes rejette la théorie de la lutte de classes comme contraire au dé-

(1) CH. GIDE. *L'idée de solidarité en tant que programme économique dans la coopération*, pages 156 et suivantes.

veloppement de la solidarité. Elle reconnaît cependant que dans la société actuelle, il y a de multiples intérêts en conflit et particulièrement ceux des patrons et des ouvriers. L'association coopérative préconisée par le savant économiste verra disparaître ces conflits. En attendant, le législateur doit s'employer à les atténuer en défendant l'ouvrier contre l'exploitation patronale.

Mais le socialisme n'a jamais considéré la lutte de classes que comme un moyen. Ses fins tendent aussi à la disparition de ces conflits collectifs, résultat de la concurrence et du capitalisme, c'est-à-dire de l'anarchie économique. M. Durkheim constatant cette absence de réglementation de la production et l'indétermination juridique des rapports du capital et du travail déclare que : « Si la division du travail ne
« produit pas la solidarité, c'est que les relations
« des organes ne sont pas réglementées ; c'est qu'elle
« vit dans un état d'anomie. » (1) C'est cet état d'anomie qui détermine la lutte actuelle des classes en substituant à une réglementation, consciente et organique un régime de concurrence anarchique où les mieux armés socialement arrivent seuls à la réalité du droit. Il n'y a dans cet état de choses aucune fatalité inéluctable. Il appartient à l'homme, être in-

(1) E. DURKHEIM. *La division du travail*, page 412.

telligent et prévoyant, de favoriser l'harmonie des rapports sociaux en aidant l'œuvre de la nature. Patrons et ouvriers sont, en effet, mécaniquement solidaires. La fonction directrice des premiers est nécessaire à la fonction créatrice des seconds. Au lieu d'organiser cette solidarité mécanique, l'anarchie économique et la loi individualiste la brisent. D'une part, employeurs et salariés ne se rencontrent qu'en adversaires aux prises avec l'offre et la demande; d'autre part, la consécration légale du droit outrancier de propriété et d'hérédité absolue crée un désaccord profond entre le régime économique de la production largement collective et la forme juridique de la propriété purement individuelle. Le droit positif et le fait économique sont en désaccord; il y a là plus qu'une anomie regrettable; il y a une antinomie dangereuse car ce désaccord est la source de toutes les injustices et de toutes les oppressions. Grâce à lui, toute une classe est exclue de la propriété, sans espérance sérieuse de jamais y atteindre. Comment cette classe, précisément celle qui produit et qui pour produire est obligée d'emprunter les instruments de production appropriés par quelques-uns ne se sentirait-elle pas diminuée, sacrifiée, victime d'une injustice flagrante? La simple constatation de cette injustice crée inévitablement la lutte. Il y a une véritable « désolidarisation » d'intérêts entre possédants et non possédants; tandis qu'au contraire les uns

et les autres, chacun de leur côté, se sentent forcément attirés entre eux par des intérêts communs et solidaires. La lutte de classe devient donc la lutte de deux groupes d'intérêts communs et solidaires, de deux faisceaux de solidarité. Ainsi envisagée, elle est un phénomène permanent, inhérent au régime individualiste.

Les socialistes sont d'accord avec l'école de Nîmes pour appeler la disparition de la lutte de classe. Ils en font seulement un moyen de combat et d'éducation en groupant en une force consciente et organisée la foule solidaire des prolétaires. L'école de Nîmes repousse ce moyen et confie le sort de la République solidariste à la haute valeur éducative et morale de l'association coopérative.

Troisième différence : Le solidarisme coopératiste fait une large part au libéralisme classique en défendant la conception individualiste de la propriété et de l'hérédité comme sauvegarde de la liberté qu'il craint de voir sombrer avec le socialisme. Celui-ci mérite-t-il vraiment ce reproche ? En tous cas, toute une école socialiste, imbue de l'idéalisme révolutionnaire se défend de vouloir annihiler l'individu et proteste vivement contre le danger imaginaire que le socialisme ferait courir à la liberté. Après Benoît

Malon (1), dont le *Socialisme intégral* est fortement inspiré des traditions de cet idéalisme, M. Jaurès (2) et avec lui MM. Fournière (3) et Georges Renard (4), poussent très loin en ce sens l'esprit d'analyse et de critique et soutiennent que le socialisme, à le bien comprendre, n'est qu'un nouvel avatar de l'individualisme mais « un individualisme logique et complet », un individualisme « pour tout le monde ».

Sous cette forme avancée, le socialisme ou mieux le quasi-socialisme, selon l'expression de M. Kurnatowsky (5), se présente avec le même caractère synthétique que le solidarisme. Comme les solidaristes, ces « socialistes libertaires » pensent que la solidarité sociale et la liberté individuelle sont parfaitement conciliables dans une société organisée en vue de la justice. Les uns et les autres pensent que la réalisation de la justice sociale est le but suprême de l'économisme. Devant cet idéal commun, les différences s'estompent et les affinités s'accroissent.



Il y a tout d'abord un premier fait certain. Le solidarisme et le socialisme obéissent aux mêmes pré-

(1) MALON (Benoit). *Le Socialisme intégral*.

(2) J. JAURÈS. Voir *Études socialistes*.

(3) E. FOURNIÈRE. Voir *Essai sur l'Individualisme*.

(4) L. RENARD. Voir *Le régime socialiste*.— Voir également : MENÇER. *L'État socialiste*.

(5) KURNATOWSKY. *Esquisse d'évolution solidariste*.

occupations économiques et morales. Ils sont l'un et l'autre, dans l'évolution de la pensée économique, le résultat d'une connaissance plus complète de la structure des sociétés et de la manière dont les hommes sont solidaires. Ils procèdent du même esprit de synthèse sociale et du même besoin d'émancipation réelle de l'individu. Leurs données sont les mêmes : solidarité et liberté. Ils conçoivent pareillement l'évolution sociale comme un mouvement à la fois mécanique et volontaire, déterminé simultanément par des forces objectives et des facteurs idéologiques. Leur technique doctrinale est la résultante de deux forces rapprochées et combinées : la méthode scientifique et l'idée morale.

Nous avons vu (1) comment la tendance socialiste idéaliste s'était greffée sur le socialisme scientifique en y incorporant les causes subjectives de l'évolution sociale. De plus en plus, d'ailleurs, l'opinion qui assimile le domaine moral au domaine social acquiert une place prépondérante. En effet, la comparaison de plus en plus rigoureuse des faits dits moraux avec les faits dits sociaux révèle entre eux un rapport étroit, permanent, et si profond qu'en réalité on est en présence d'un seul et même genre de phénomènes se manifestant sous deux aspects successifs, d'abord moral, ensuite social.

(1) Voir *supra*, pages 119 et suivantes.

D'une manière générale le progrès se réalise par l'accord du fait et du droit, de l'économie et de la morale, par l'adaptation de la réalité à l'idéal. L'histoire sociale est un effort constant pour redresser la contradiction existant entre la morale et le droit positif. Les époques de crise, de révolution, de luttes de classes sont celles où apparaît le plus brutalement cette contradiction. Le malaise actuel est dû à la contradiction entre l'état économique du salariat et la proclamation de l'égalité politique, entre les injustices sociales de l'heure présente et l'idéal moral de justice.

C'est une constatation sur laquelle solidaristes et socialistes sont d'accord. Un des plus éminents théoriciens du solidarisme, M. Léon Bourgeois en fait le point de départ de sa doctrine. De son côté, M. G. Sorel, un des plus brillants penseurs socialistes, proclame que : « Le moteur de tout le mouvement
« socialiste est l'opposition qui se produit entre la
« morale et le droit dès que la conscience arrive à
« un certain degré d'affinement, que l'homme ose
« regarder et réfléchir, qu'il raisonne sur les appli-
« cations contestables des règles juridiques. Alors
« entrent en conflit le titre historique, base de toute
« l'organisation sociale et le titre humain que la mo-
« rale nous apprend à considérer.

« Renan a souvent mis en évidence cette opposi-
« tion dont l'importance est si grande dans l'his-

« toire. Rome et la Grèce fondèrent, dit-il, l'Etat,
« le droit, la philosophie, la science, mais leurs ci-
« vilisations étaient trop dures. Israël y apportera
« une addition, une correction capitale, le souci du
« faible, la réclamation obstinée pour la justice in-
« dividuelle. » (1) La Révolution française a fait
une nouvelle addition à la civilisation en proclamant
l'égalité morale des personnes et la valeur égale de
la dignité humaine. Au XIX^e siècle, la science et la
philosophie y ont encore ajouté la notion de la soli-
darité. En conséquence, la réclamation pour la jus-
tice s'est généralisée; la justice est devenue chose
sociale et sa réalisation l'objet d'aspirations d'au-
tant plus pressantes qu'elles ont trouvé dans la so-
lidarité son fondement indispensable.

Dans cette inséparabilité du fait de la solidarité
et de l'idée de justice sociale, le solidarisme et le so-
cialisme ont trouvé une base commune. L'un et l'au-
tre se posent la même question : « Y a-t-il accord en-
tre l'idéal que nous nous formons, entre l'idée et le
besoin de justice que nous portons en nous, et la si-
tuation de fait créée par la solidarité naturelle? »

Tous deux répondent que cette identité n'existe
pas, « qu'il y a un abîme entre la fin que nous assi-

(1) G. SOREL. *L'Ethique du socialisme : Morale sociale*, page
148.

gnons à la société et les résultats de fait auxquels donne lieu la solidarité objective » (1). Tous deux affirment que « l'homme est tout à la fois un être individuel et un être social ou solidaire, que tous les hommes sont équivalents, égaux comme personnes morales, qu'il y a pour tous égalité de droits et de devoirs, que la société a pour fin la justice, c'est-à-dire une conciliation des intérêts et des volontés telle que chacun se voit accorder, assurer ce qui lui appartient légitimement, ce à quoi il a vraiment droit... qu'une telle justice n'est pas réalisée dans la société actuelle... et qu'il faut rétablir l'équilibre rompu en développant la solidarité. » (2).

Compagnons intimes dans leur opposition au libéralisme orthodoxe, le solidarisme et le socialisme cheminent ensemble pendant longtemps sur la route du progrès économique de telle sorte que leur but semble se confondre. Il n'en est rien cependant. L'étoile qui guide leurs espérances est la même, c'est la justice sociale. Mais les cités qu'elle illumine sont différentes. Il nous faut voir comment elles sont construites, comment le solidarisme et le socialisme

(1) L. BOURGEOIS. Voir *L'idée de solidarité et ses conséquences sociales*, dans *Essai d'une philosophie de la solidarité*.

(2) Réponse de M. G. RENARD à M. L. BOURGEOIS. *Essai d'une philosophie de la solidarité*, page 24.

conçoivent le type juridico-social correspondant aux formes évoluées de la solidarité et réalisant la justice.

CHAPITRE II

THÉORIE DE LA JUSTICE SOCIALE

SOMMAIRE. — *M. L. Bourgeois, le quasi-contrat et la dette sociale. — L'organisation juridique de la justice. — La justice socialiste, la réalité du droit, la propriété sociale et la réglementation. — Comparaison entre la conception solidariste et la conception socialiste de la justice sociale.*

La théorie solidariste de la justice sociale est due à M. Léon Bourgeois. Exposée tout d'abord dans un remarquable opuscule publié en 1896 sous le titre de « *Solidarité* » elle a été ensuite développée par son auteur même dans une série de conférences faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales. Une ardente campagne s'en est suivie en faveur de la nouvelle doctrine (1).

(1) En 1901-1902 à l'Ecole des hautes études sociales, une série de conférences suivies de discussion ont été faites sous la présidence de MM L. Bourgeois et Croizet. Ces conférences ont été réunies sous le titre d'*Essai d'une philosophie de la solidarité*. — 2° Leçons à la même école « *Les applications sociales de la Solidarité* ». — 3° Discussion à l'Académie des sciences morales et politiques « *La solidarité sociale*. »

Après avoir clairement déterminé les limites de la solidarité naturelle, M. Léon Bourgeois constate que le malaise dont souffre l'époque présente « n'est que
« le sentiment du désaccord qui s'est révélé entre
« certaines institutions politiques, économiques ou
« sociales et les idées morales que les progrès de la
« pensée humaine ont lentement transformées (1).
En effet, « la connaissance des lois de la solidarité
« des êtres devait réagir puissamment sur les théo-
« ries morales. La définition des droits et des de-
« voirs des hommes ne peut plus être cherchée dé-
« sormais en dehors des rapports qui les lient so-
« lidaires les uns aux autres, dans l'espace et
« dans le temps (2).....

« C'est au fond, entre l'homme et la société hu-
« maine la lutte mystérieuse de l'individu et de l'es-
« pèce, drame de combat et drame d'amour; l'indi-
« vidu ne pouvant être sans l'espèce, l'espèce ne
« pouvant durer que par l'individu. C'est dans les
« conditions de ces actions réciproques de la partie
« et du tout que *l'idée de justice doit chercher sa*
« *réalisation* (3).....

« La formule qui déterminera le lien social devra
« donc tenir compte de la nature et du but de la so-

(1) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 78.

(2) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 80.

(3) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 83.

« ciété humaine, des conditions dans lesquelles cha-
« que membre y entre à son tour, des avantages
« communs dont le bénéfice lui est assuré et des
« charges communes auxquelles il se trouvera sou-
« mis; elle devra, en d'autres termes, reconnaître les
« apports et les prélèvements de chacun, *faire le*
« *compte de son doit et de son avoir*, afin d'en dé-
« gager le règlement de son droit et de son devoir. »

(1).... En effet, la connaissance des lois de la solida-
rité des êtres vivants n'a pas seulement détruit l'iso-
lement de l'homme dans le milieu où il vit; elle a
détruit du même coup son isolement dans la durée;
elle a établi que pour déterminer complètement sa
situation naturelle et morale, il était indispensable
de tenir compte du lien qui le rattache à ses ancê-
tres et à ses descendants. « L'homme ne devient pas
« seulement au cours de sa vie le débiteur de ses
« contemporains; dès le jour même de sa naissance
« il est un obligé. *L'homme naît débiteur de l'asso-*
ciation humaine (2).....

« La législation positive ne sera que l'expression
« pratique de cette formule de répartition équita-
« ble des profits et des charges de l'association. Elle
« ne créera pas le droit entre les hommes, elle le dé-
« gagera de l'observation de leurs situations récipro-

(1) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 94.

(2) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 116.

« ques; elle devra se borner à le reconnaître et à en
« assurer les sanctions.

« En analysant les rapports nécessaires entre les
« objets de l'association, elle fixera du même coup
« les rapports nécessaires entre les consciences des
« associés.

« Elle ne sera donc pas la loi faite par la société
« et imposée par elle aux hommes.

« Elle sera la loi de la société faite entre les hom-
« mes ». (1).

Mais où la difficulté devient grande, c'est précisément dans l'établissement de cette loi. Comment va-t-on procéder à cette répartition équitable des profits et des charges de l'association humaine? Comment édicter cette loi distributive des obligations sociales? Sur quel critérium pratique va-t-on se placer, capable de procurer une exécution juridique de la loi, sanctionnée selon les règles ordinaires de la justice? C'est là que la thèse de M. Léon Bourgeois devient vraiment originale.

Puisqu'il s'agit seulement de déterminer les rapports des individus entre eux, le problème social est le même que celui que résolvent chaque jour des actionnaires d'une société commerciale. Il y a une différence cependant: pour les sociétés particulières, la situation juridique des associés est réglée avant

(1) L. BOURGEOIS. *Solidarité*, page 95.

la formation de la Société. Chaque associé donne son consentement avant de faire partie de la Société. Pour la société humaine, il n'en est pas ainsi. Il s'agit d'une association de fait, antérieure à l'existence de l'individu. « La nécessité des choses met les hommes en rapport sans que leur volonté préalable ait pu discuter les conditions de l'arrangement à intervenir. La loi qui fixera entre eux ces conditions ne devra être qu'une interprétation et une représentation de l'accord qui eût dû s'établir préalablement entre eux s'ils avaient pu être également et librement consultés; ce sera donc la présomption du consentement qu'auraient donné leurs volontés égales et libres qui en sera le seul fondement. » C'est un quasi-contrat et « le *quasi-contrat* n'est autre chose que le contrat rétroactivement consenti... » (1)

Le lien social est ainsi « juridifié », selon l'expression de M. Deschamps (2). La répartition des charges sociales sur les individus, c'est-à-dire la détermination du doit et de l'avoir de chacun sur le grand livre de la solidarité sociale a dès lors une raison de droit. Elle a une cause juridique : le quasi-contrat social, le consentement rétroactif de l'indi-

(1) L. BOURGEOIS. Op. déj. cit. page 132.

(2) Voir M. DESCHAMPS à son cours sur le solidarisme, 1907-1908

vidu au pacte social. On peut considérer cette cause comme suffisante pour justifier l'intervention de la loi positive qui dira à l'individu : « Paie, car tu as
« reconnu ta dette. »

Mais une question reste entière : Quel est le montant de la dette de chacun ? Comment évaluer cette dette ? Il s'agit en effet de déterminer d'après les limites naturelles de la solidarité, ses limites sociales, c'est-à-dire celles qui peuvent justement être imposées aux hommes. M. Léon Bourgeois reconnaît lui-même toute la difficulté pratique de procéder à cette évaluation d'où dépend cependant la réalisation de la justice par la mise en œuvre consciente de la solidarité sociale (1). Mais ces difficultés ne font point échec au principe lui-même qui « est contenu tout
« entier dans cette affirmation : que sous les inéga-
« lités de toutes sortes, différences de sexe, d'âge,
« de race, de force physique, d'intelligence, de vo-
« lonté, il y a entre tous les membres de l'associa-
« tion humaine, un caractère commun, identique,
« qui est proprement la qualité d'homme, c'est-à-dire
« d'être à la fois *vivant, pensant et conscient*..... De
« là découle pour tous ce qu'on a appelé avec jus-
« tice « *une égalité de valeur dans le droit social.* »
« C'est cette égalité de valeur dans le droit que
« doit exprimer la répartition des profits et des

(1) L. BOURGEOIS. Op. déjà cité page 108.

« charges..... Au milieu des innombrables éléments
« de calcul, tirés des inégalités naturelles de toutes
« sortes qui séparent et différencient les hommes,
« il faudra toujours, pour déterminer la situation
« équitable de chacun, faire entrer en compte cette
« valeur et l'admettre comme égale pour tous; en
« deux mots, dans la série des équations person-
« nelles, les inégalités naturelles seront les seules
« causes d'une différence qui ne devra jamais être
« accrue par une inégalité de droits. » Cela veut
dire que tous les hommes sont égaux en droits. Le
droit naturel et la Révolution l'avaient déjà dit. Il
y a donc un domaine intangible sur lequel le prélè-
vement des dettes sociales ne peut empiéter. C'est
seulement hors de ce domaine que les obligations de
la solidarité sociale peuvent justement s'imposer et
être légitimement sanctionnées. Dans ces conditions,
la loi positive qui assurera l'exécution de l'obligation
sociale ne commettra pas un empiètement sur le
droit de l'individu qui reste lié, quant au paiement,
de ses dettes de solidarité par le quasi-contrat so-
cial.

Ce paiement se fera d'ailleurs dans les conditions
mêmes du quasi-contrat général « qui résulte entre
« les hommes du fait naturel nécessaire, de leur
« existence en société et qui a pour objet de régler
« non les rapports privés entre chacun et chacun,
« mais les rapports communs entre chacun et tous,

« à raison du louage permanent de services et d'uti-
« lités que représente l'outillage commun de l'hu-
« manité. Ici chacun ne peut discuter avec tous ; le
« fait matériel de la jouissance préexiste d'ailleurs
« au consentement. Il ne s'agit pas de l'habileté, de
« la force, de la supériorité préalables de tel ou tel
« contractant. Tous sont, par le fait de la jouissan-
« ce commune, placés dans des conditions identi-
« ques au point de vue du droit.

« Il s'agit simplement de rechercher dans quelles
« conditions tous auraient, à titre égal, consenti
« l'échange avec tous. En reconnaissant et en sanc-
« tionnant la dette sociale, c'est-à-dire en exigeant
« que chacun des associés, avant de se créer, par de
« libres contrats particuliers, des créances contre
« tel ou tel des autres associés, ait acquitté ou s'o-
« blige à acquitter sa dette générale envers tous, la
« loi positive ne portera aucune atteinte à la liberté
« de l'individu. » (1)

On le voit, le critérium d'évaluation de la dette sociale de chacun est assez imprécis. Que de difficultés pratiques rencontrera la loi qui fixera le compte de chacun si l'on songe qu'elle devra s'appliquer à des catégories bien diverses : propriété, héritage, impôt, assistance, organisation des services publics etc. !

(1) L. BOURGEOIS. *Op. déj. cit.* page 148.

« L'arbitraire et l'a-priori qu'on a prétendu écar-
« ter des prescriptions de la loi générale ne vont-
« ils pas rentrer, au contraire, sous cette forme,
« dans les arrangements sociaux » (1) si malléa-
bles selon les régimes politiques? La liberté indivi-
duelle trouvera-t-elle son compte dans cette immense
comptabilité sociale? M. L. Bourgeois défend hardi-
ment sa thèse contre le reproche de porter atteinte à
la liberté individuelle.

Celle-ci reste dans son système le facteur essentiel
du progrès humain et M. Bourgeois est convaincu
que le solidarisme, loin d'entraver l'expansion li-
bre de l'individu, lui assurera au contraire d'inébran-
lables garanties (pages 97 et 98). La liberté ne sera
restreinte que dans les limites nécessairement impo-
sées par la solidarité matérielle (pages 99 et 100) et
consenties rétroactivement par l'individu lui-même.
Il ne saurait en être autrement et nul ne saurait s'en
plaindre. « L'obligation de chacun envers tous ne
« résulte pas d'une décision arbitraire extérieure
« aux choses; elle est simplement la contre partie
« des avantages que chacun retire de l'état de socié-
« té, du prix des services que l'association rend à
« chacun » (2). Dès que l'individu a payé le prix de
ces services, il est pleinement libre. La justice solida-

(1) L. BOURGEOIS Op. déj. cit. page 107.

(2) L. BOURGEOIS. Op. déj. cité. page 101.

riste est la garantie même de cette liberté par l'obligation de payer les dettes de la solidarité.

Telle est la thèse de M. L. Bourgeois. Elle peut se résumer ainsi :

1° Tous les individus, en entrant dans l'association humaine apportent une valeur égale de droit social, c'est-à-dire sont également tenus, en droit, de concourir à ses charges, comme en droit, ils ont un titre égal à prendre part à ses avantages.

2° Tous les individus également désireux d'assurer le plein développement de leur « moi » effectuent sur le patrimoine de la solidarité sociale des prélèvements libres, variant avec leurs besoins de jouissances et dont ils consentent à acquitter le prix en vertu du quasi-contrat social.

3° La justice sociale consiste dans l'organisation juridique et positive du paiement de la dette individuelle au prorata des prélèvements faits par chacun sur l'avoir social.

Plus compendieusement, la théorie de M. L. Bourgeois est une transposition dans le domaine du droit de la solidarité de fait ; c'est la réalisation légale de la solidarité-devoir.

L'instauration d'un régime de justice sera donc l'œuvre du législateur qui doit s'efforcer constamment d'atteindre ce but par la transformation progressive et méthodique du droit individualiste en droit solidariste. Des réformes immédiates sollicitent

son effort. M. L. Bourgeois indique lui-même : organisation de l'enseignement gratuit à tous les degrés, limitation des heures de travail, obligation de l'assistance et de la prévoyance sociales, interdiction des monopoles privés, impôt progressif sur le revenu, retraites ouvrières. D'ailleurs ce n'est là qu'un passage. La législation solidariste devra s'adapter aux nombreuses modalités du droit social, opérer à chaque instant entre les individus un redressement des comptes sociaux, conserver assez de souplesse pour rester la grande dispensatrice de la justice sur laquelle elle devra incessamment veiller.

* *

La réalisation légale de la justice sociale ; tel est le but spécifique du solidarisme. M. L. Bourgeois, le proclame lui-même : « Il faut que la justice soit » et il s'applique à découvrir l'organisation juridique capable d'assurer son règne. Il semble ainsi que toute la théorie de la dette sociale ne soit qu'un moyen de donner une base convenable à une doctrine préconçue et répondant à un but assigné d'avance. Toute la thèse de M. L. Bourgeois consiste à soumettre le fait de solidarité à l'idée de justice au moyen d'une fiction juridique.

Cette fiction disparaît avec le socialisme, même

avec le socialisme dit juridique (1). Celui-ci reste en effet une interprétation de l'évolution sociale conforme à la méthode et à l'esprit de la philosophie marxiste.

Certes, des rectifications nécessaires ont été apportées aux formules marxistes qui présentaient la socialisation des moyens de production comme l'achèvement d'une évolution spontanée des phénomènes économiques. Sur de nombreux points cette évolution n'a pas obéi aux prédictions de Marx. C'est un socialiste, Bernstein (2) qui a montré les contradictions des prophéties marxistes avec le mouvement économique réel des sociétés modernes et en particulier la persistance de la petite propriété paysanne et de la petite industrie malgré le développement de la production collective et la concentration générale des entreprises.

Le socialisme vivifié par l'esprit de la Révolution française prétend être une interprétation de l'évolution sociale, souple et large, tenant compte des facteurs idéologiques et exclusive de tout fatalisme. C'est ainsi que M. Jaurès ne croit pas à la nécessité de la paupérisation absolue du prolétariat pour assurer le triomphe du collectivisme. Il considère que ce n'est pas à la suite du cataclysme économique fatal

(1) Voir J. JAURÈS. *Etudes socialistes*.

(2) Voir BERNSTEIN. *Socialisme théorique et social démocratie pratique*.

du capitalisme mais par l'organisation méthodique et légal de ses propres forces que s'accomplira la destinée du prolétariat (1). C'est là le fondement même du socialisme juridique qui veut être une adaptation du droit positif actuel aux formes économiques nouvelles, sous l'effort du prolétariat conscient et organisé. Mais cette adaptation ne saurait être uniforme et rigide; elle doit convenir aux différentes catégories économiques compatibles avec la justice sociale, c'est-à-dire assurant à chacun la réalité du droit. C'est ainsi que la petite propriété paysanne est entrée dans le cadre du socialisme car selon l'excellente formule de M. Renard, « la seule propriété incompatible avec la justice sociale, c'est celle qui ne peut se fonder que sur le travail d'autrui » (2).

Dans le socialisme l'idée de justice résulte de l'interprétation même de l'évolution sociale et ne peut être réalisée que lorsque cette interprétation aura trouvé une forme juridique. « Le socialisme est l'instrument même de la justice dans les rapports humains et spécialement les rapports de production et de distribution des richesses données par la nature et accrues par le travail » (3). Il n'est

(1) J. JAURÈS. Voir *Etudes socialistes*.

(2) G. RENARD. Réponse à M. L. Bourgeois. Essai de *Philosophie de la solidarité*, page 67.

(3) E. FOURNIÈRE. *L'Individu, l'Association et l'Etat*. Introduction, page 3.

plus besoin d'affirmer, comme M. Léon Bourgeois, la nécessité de la justice. Celle-ci sortira forcément du droit socialiste, expression suprême du droit de chacun sur le patrimoine de la solidarité sociale, car

« aucune personne humaine, dans aucun moment de
« sa durée ne doit être laissée en dehors de la sphère
« du droit. Aucune ne doit être exposée à être la
« proie ou l'instrument d'une autre personne. Au-
« cune ne doit être privée des moyens *positifs* de
« travailler librement, sans dépendance servile à l'é-
« gard de qui que ce soit. La propriété sociale n'est
« que l'instrument d'action mis à la portée de
« tous (1), car... comme la communauté ne peut assu-
« rer le droit de l'individu qu'en mettant à sa dispo-
« sition les moyens de produire, il faut que la com-
« munauté elle-même soit investie, sur ces moyens de
« produire, d'un droit souverain de propriété » (2).

Le droit socialiste procède donc du droit individuel et réalise la justice sociale en assurant à chaque individu des conditions égales de développement. Plus d'inégalités sociales ! Les individus également armés pour la lutte pour la vie s'échelonnent dans la société d'après leurs facultés personnelles et non d'après leurs privilèges économiques ou sociaux.

La justice devient la base même de la liberté par l'organisation préalable de la propriété sociale. La

(1) J. JAURÈS. *Etudes socialistes*, page 130.

(2) J. JAURÈS. *Etudes socialistes*, page 138.

société ne peut en effet assurer la liberté, élever l'individu du salariat passif à la coopération autonome sans pénétrer elle-même dans la propriété, de sorte qu'en définitive la propriété sociale doit se créer pour garantir la vraie propriété individuelle, celle que l'individu a et doit avoir de lui-même.

Plus de comptabilité sociale ! Plus de règlements continuels ni de balances toujours instables du droit et de l'avoir de chacun ! La justice socialiste doit être l'aboutissant d'une réforme profonde, absolue du droit de propriété. Chacun trouvera dans la socialisation des forces productives sa part de justice, c'est-à-dire l'assurance réelle de la liberté individuelle dans les limites de la solidarité nécessaire.

..

Le socialisme conçoit donc l'avènement de la justice comme la conséquence d'une organisation préalable de la solidarité sociale, prédéterminant la nature des liens de droit unissant les individus. Il diminue les chances d'arbitraire en diminuant le pouvoir accordé à l'homme sur l'homme et dont la source actuelle est dans l'organisation propriétaire. Et pour cela il accepte d'aller au fond des choses, de toucher à la cause même des injustices sociales : la propriété en dehors du travail personnel.

C'est par là qu'il se sépare nettement de la conception solidariste de la justice sociale. Le solidarisme,

par crainte d'annihiler l'individu, le laisse exposé à la tyrannie du hasard. Il n'accepte pas la réglementation de l'action économique individuelle par un type juridique prédéterminé. Les contrats privés restent la base du droit économique. Il se propose simplement de rétablir ensuite par la contrainte législative l'équilibre rompu.

Le solidarisme fait de tous les hommes des débiteurs de naissance de la société, mais des débiteurs inégaux, car la société accorde beaucoup aux uns et peu ou pas aux autres. La justice solidariste exige précisément de chacun le paiement de sa dette dont le montant est, nous l'avons vu, singulièrement difficile à évaluer. Elle est l'obligation légale du devoir de chacun envers la société.

Le socialisme renverse les termes du problème. Il proclame l'égalité des créances individuelles au lieu de l'inégalité des dettes. Il reconnaît à chacun un droit réel égal sur le patrimoine commun. La justice socialiste est l'organisation légale de ce droit.

Le solidarisme est la réglementation curative des devoirs de chacun. Le socialisme est la réglementation préventive des droits de tous. « M. Léon Bourgeois a nettement posé le principe du devoir de la société et d'une façon plus particulière des privilégiés de la société; il maintient la forme actuelle du droit de propriété de sorte que la société est seulement engagée selon lui à guérir les maux

« qu'elle a produits par sa propre organisation. La
« justice, selon M. Bourgeois, est une justice répa-
« trice. La justice socialiste est une justice organi-
« satrice. Elle prétend organiser la liberté écono-
« mique de façon à éviter les gestes funestes du régi-
« me actuel. La solidarité, selon M. Bourgeois, est
« négative. Elle empêche l'excès du mal. Le système
« socialiste s'oppose au système de M. Bourgeois
« comme la médecine préventive à la thérapeutique
« ordinaire qui guérit la maladie une fois née » (1).

Cependant cette réglementation préventive semble mieux répondre au but du solidarisme lui-même, qui est de réaliser la justice par l'organisation de la solidarité. En effet, « pour que la solidarité organique
« existe il ne suffit pas qu'il y ait un système d'or-
« ganes nécessaires les uns aux autres et qui sentent
« d'une façon générale leur solidarité; mais il faut
« encore que la manière dont ils doivent concourir,
« sinon dans toute espèce de rencontre, du moins,
« dans les circonstances les plus fréquentes, soit pré-
« déterminée » (2).

Le rôle préventif de la solidarité organique doit être de limiter la concurrence à l'émulation nécessaire des énergies individuelles librement développées en dehors de tout privilège social; c'est d'assurer

(1) RAUH. *La propriété individuelle et la propriété solidaire. Essai d'une philosophie de la solidarité*, page 175.

(2) E. DURKHEIM. *La division du travail*, page 409.

l'absolue égalité dans les conditions extérieures de la lutte, de manière à ce que les inégalités sociales expriment le plus exactement possible les inégalités naturelles. La réglementation ne doit opérer qu'autant qu'elle est nécessaire à la justice. Au delà elle devient contrainte, vexation, oppression, tyrannie. Elle n'est utile qu'autant qu'elle assure la spontanéité de la division du travail social en empêchant l'écrasement des individus les uns par les autres, c'est-à-dire qu'elle rend effective l'égalité des droits.

Si, pour y atteindre, « le socialisme modifie et sou-
« met à de nouvelles règles les droits de vendre, d'a-
« cheter, de produire, privilège du nombre, ce sera
« pour assurer à tous sans distinction, la pleine
« jouissance de droits plus hauts sans lesquels l'hom-
« me cesse d'être vraiment homme. Loin d'accabler
« l'individu, il veut le relever, rendre des millions
« d'individus enfin maîtres d'eux-mêmes et dignes de
« leur mission humaine. C'est bien à tort que le
« beau mot d'individualisme a été accaparé par les
« défenseurs à outrance de la société actuelle et de
« ses abus. Si le mot est à eux, la chose nous ap-
« partient : le socialisme est le véritable individua-
« lisme aussi bien que la véritable démocratie » (1).

(1) G. RENARD. *Extrait du « Socialisme à l'œuvre », publié par la Revue politique et parlementaire (mars 1907), page 535.*

On ne saurait en effet concevoir le véritable individualisme en dehors de la justice, c'est-à-dire en dehors de la garantie réelle des droits de tous, poursuivie par la réglementation socialiste. Celle-ci n'est pas contrainte mais émancipation; elle est la reconnaissance méthodique et légale du droit de chacun à conserver et à étendre sa liberté individuelle dans la solidarité sociale organisée.

L'homme ne devient libre en effet qu'en imposant ses lois aux forces extérieures, c'est-à-dire en les réglémentant. C'est aussi par la réglementation organisatrice qu'il s'affranchit des contraintes de ses semblables qui font dévier la vie sociale de sa direction naturelle.

A ce point de vue les économistes se sont mépris sur la nature de la liberté. Ils y voyaient un attribut constitutif de l'homme, existant entièrement dès l'état de nature et auquel l'action sociale n'a rien à ajouter. C'est ainsi qu'ils s'interdisaient d'intervenir dans le fonctionnement intérieur des rapports économiques et livraient aux coups de force de la concurrence le sort des contrats conclus entre personnes placées dans des conditions socialement inégales.

Le socialisme va là encore plus loin que le solidarisme. Il ne considère pas comme valable aux yeux de la justice le contrat ainsi conclu, par exemple entre le capitaliste qui peut attendre et l'ouvrier accablé par le souci permanent d'assurer immédiatement

sa vie et celle des siens. « Je sais bien que M. Léon
« Bourgeois s'est élevé de toute son énergie contre
« les trusts; il a reconnu que la liberté de l'individu
« n'est plus qu'un mot en présence de ces énormes
« accumulations de capitaux. Mais je ne puis m'em-
« pêcher de regretter qu'il se soit arrêté à mi-che-
« min. Ce qu'il a dit des trusts, n'est-il donc plus
« vrai des Compagnies minières, des Compagnies de
« chemins de fer, des grands propriétaires quels
« qu'ils soient? Le trust n'est rien autre chose que
« l'aboutissement logique, naturel, nécessaire de la
« propriété monopolisée. Et c'est pourquoi la loi ci-
« vile, parce qu'elle ne veut pas toucher à la pro-
« priété individuelle, à la propriété monopolisée, ne
« sait comment atteindre le trust, l'accaparement.
« Rappelez-vous ce qui s'est passé en France sous
« Louis-Philippe. Les petites compagnies du bassin
« houiller de la Loire se sont fondues en 1845 en
« une seule grande Compagnie. Le résultat ne s'est
« pas fait attendre; il y a eu relèvement considérable
« des salaires des ouvriers. On en appela à la loi
« défendant les coalitions, et on s'aperçut qu'on ne
« s'en pouvait utilement servir. Un projet de loi fut
« déposé et on ne put rien faire; car le principe au-
« quel il fallait toucher, auquel on ne voulait pas
« toucher, c'est le droit même de propriété.....

« Sur cette question une théorie commune, bien
« nette se dégage de toutes les écoles socialistes. La

« voici : Universaliser la propriété en la transfor-
« mant et en la limitant, en assurant à chacun une
« part du revenu national. Dans la société, devenue
« une vaste coopération, chacun touche un dividen-
« de proportionné à son travail, car le droit de cha-
« cun étant fondé sur le travail, chacun a droit au
« produit intégral de son travail, qui n'est que le
« prolongement légitime de la personnalité humaine.
« La propriété, dans ce système, est universelle;
« pour l'être elle est indivise, et de la sorte, les nou-
« veaux venus pourront eux aussi s'asseoir au ban-
« quet de la vie. Et qu'on ne dise pas que cette pro-
« priété est illusoire; elle est parfaitement réelle,
« analogue à la propriété du pensionné, qui reçoit
« sa pension. C'est la propriété de consommation où
« chacun reçoit sa part personnelle qu'il peut em-
« ployer comme il le préfère, mais qu'il ne peut ca-
« pitaliser. Ce qui est exclu, supprimé, c'est donc
« seulement la propriété d'exploitation, celle qui per-
« met à un homme de faire travailler un autre hom-
« me à son profit. Le socialisme respecte aussi la
« propriété fondée sur le travail personnel mais non
« pas celle qui ne peut se fonder que sur le travail
« d'autrui » (1).

Au delà de l'effort personnel de l'homme, la pro-
priété empiète sur la solidarité sociale et la justice

(1) G. RENARD. Réponse à M. L. Bourgeois. *Essai d'une phi-
losophie de la solidarité*, page 67.

commande de lui enlever son caractère individuel pour lui donner un caractère social, collectif, conforme à son origine. L'objet de la réglementation socialiste est précisément de déterminer les modalités juridiques de la propriété, capables d'assurer à l'individu un droit certain à l'usage des moyens de production sans que ce droit puisse dégénérer en une puissance d'exploitation de l'homme ou en un accaparement du patrimoine de la solidarité.

En résumé, la conception socialiste de la justice est de donner à la liberté une existence réelle en garantissant à tous les mêmes droits sur la solidarité sociale par une réforme juridique du système propriétaire.

CHAPITRE TROISIEME

Solidarisme et Socialisme

SOMMAIRE. — *Les formes avancées du solidarisme.*
— *Le coopératisme de M. Gide.* — *En marche vers le socialisme.* — *Les divergences sont-elles irréductibles?* — *Le solidarisme de MM. Bouglé et Kurnatowski.* — *Conclusion.*

Le conflit entre solidaristes et socialistes subsiste toujours au sujet du droit de propriété. Les premiers restent en effet fidèles à la propriété individuelle. Cependant procédant de l'observation critique des faits et de la méthode inductive, ne pouvaient y voir, comme les individualistes, une forme figée et invariable. Les abus de ce droit, la contradiction entre le droit et le fait, l'absence de solidarité organique entre les différents facteurs de la production et les conflits sociaux qui en découlent devaient entraîner

ner les solidaristes à la recherche de formes nouvelles de production et de propriété capables de satisfaire à la fois le fait de solidarité et l'idée de justice.

Dans une conférence sur la *Solidarité économique*, M. Gide, après avoir rejeté les trois formes de la solidarité préconisées par les économistes — division du travail, échange, concurrence — conclut « que la solidarité n'existe dans l'ordre économique « actuel que sous des aspects très imparfaits qui « peuvent être naturels sans doute et même nécessaires, mais qui, précisément parce qu'ils sont « naturels et nécessaires, ne remplissent aucune des « conditions que nous cherchons. Il faut se décider « à jeter par dessus bord toute solidarité naturelle, fatale. Il n'y a qu'une solidarité désirable, « c'est celle qui est artificielle en entendant par là « celle qui est voulue et réalisée par des moyens « intentionnels. Et il n'y a pas d'autre moyen possible ni même imaginable pour la réaliser que « l'association contractuelle » (1).

Cette forme type de l'association, M. Gide la cherche dans la coopération libre. Il y voit une des applications les plus caractéristiques de la solidarité sociale à condition qu'elle soit réalisée selon un type spécifiquement solidariste dont l'éminent pro-

(1) CH. GIDE. *La solidarité économique* dans *Essai d'une philosophie de la Solidarité*, page 223.

fesseur donne lui-même le criterium. Ce criterium « c'est un certain sacrifice de l'individu, non pas « sacrifice désintéressé comme on le dit trop souvent, mais à tort, car un sacrifice absolument désintéressé ce n'est pas de la solidarité, c'est de la « charité ou de la fraternité si l'on préfère; — non « pas non plus sacrifice en vue d'un profit individuel égal ou plus grand à recueillir, car en ce cas « ce n'est pas de la solidarité, c'est de l'échangisme, l'avantage que l'individu trouve à faire partie d'une association et qui lui confère de plus « puissants moyens de se développer lui-même. Il « consent à sacrifier une portion de « son moi » individuel pour accroître son « moi social » (1).

Appliquant ce criterium aux divers types de sociétés coopératives, M. Gide n'hésite pas à déclarer que le type supérieur est celui des « coopératives belges ou socialistes » qu'il oppose aux coopératives à type « bourgeois et anglais ». « Les sociétés coopératives pour faire de la solidarité pratique ont un « moyen simple et ingénieux. C'est de demander à « tous leurs membres de renoncer, en tout ou du « moins en partie aux dividendes pour les consacrer « à quelque œuvre d'utilité générale. Le sacrifice de « sa part de profits éventuels, consenti d'avance et « statutairement par chaque associé, voilà le devoir

(1) CH. GIDE. *La Coopération* (conférence) dans *Les applications sociales de la solidarité*, page 49.

« solidariste réalisé par chacun au profit de
« tous (1).

Nous retrouvons ici la notion de solidarité-devoir sur laquelle s'appuie M. Léon Bourgeois pour réaliser la justice sociale. Mais tandis que M. Bourgeois fait appel à la contrainte de la loi positive pour exiger l'obligation du devoir solidariste, M. Gide attend l'avènement du coopératisme solidariste de l'éducation économique de l'individu et de la libre association des bonnes volontés. La République coopérative semble plutôt organisée en vue d'un idéal moral que de la satisfaction de besoins économiques.

Cela n'est pas fait pour hâter le triomphe de la République coopérative, car les bonnes volontés sont rares et l'individu se sacrifie difficilement pour ses semblables. Les âmes d'élite trouvent dans le sacrifice une satisfaction morale et la joie sincère d'aider au développement de la bonté humaine. Cela leur suffit. Mais combien sont-ils ces heureux qui consentent à jouer le rôle de sacrifiés volontaires pour l'accomplissement d'un devoir de charité laïque ! M. Gide reconnaît lui-même que les vertus essentielles exigées par la coopération libre en re-

(1) CH. GIDE. *La Coopération* (conférence). *Les applications sociales de la solidarité*, page 59.

tardent singulièrement la généralisation. « Si telles
« sont, dit-il, les vertus que le système coopératif
« contient en puissance, il est aisé de comprendre
« qu'elles ne sont pas près de se réaliser dans un
« milieu aussi pauvre moralement que le nôtre. Et
« on n'a pas de peine à comprendre non plus pour-
« quoi les résultats obtenus par les associations
« coopératives ne répondent guère encore, même en
« Angleterre, à de si hautes ambitions. Enfin on
« comprend aisément pourquoi, alors que la soli-
« darité a tant de peine encore à se constituer sous
« sa forme libre qui est l'association coopérative,
« elle tend au contraire, à se développer rapidement
« sous la forme coercitive d'une valeur inférieure
« au point de vue moral, mais d'une pratique bien
« plus facile, qui s'appelle le Socialisme d'E-
« tat » (1).

Cela est-il bien étonnant? M. Gide résout le problème de la production et de la propriété par l'accomplissement librement accepté du devoir solidariste. Il laisse à l'individu lui-même le soin d'apprécier l'opportunité et l'utilité de ce devoir. Le solidarisme contractuel, basé sur la liberté des contrats individuels est une manière d'individualisme humanitaire et fraternel dépassant le but de justice qui

(1) CH. GIDE. *L'Idée de solidarité* dans *Coopération*, page 165.

s'impose aux sociétés modernes et dont le règne à peine ébauché ne nous permet pas d'espérer sitôt une ère de fraternité.

Il faut à la coopération, à l'association solidariste, à la justice sociale, une base plus large et plus solide que le caprice des contrats privés. Le droit privé ne suffit pas pour une telle œuvre. Seul une législation organique, relevant du droit public, peut garantir le droit de chacun en imposant le devoir de tous. C'est un solidariste éminent, M. Bouglé qui déclare « qu'il ne suffit pas que la libre charité cir-
« cule à l'intérieur du système pour relever et pan-
« ser les blessés qu'il multiplie en fonctionnant.
« C'est le système même qu'il faut rectifier s'il en
« est besoin. Pour réparer l'injustice sociale il faut
« des réformes sociales, des mesures d'ensemble ser-
« vies par la force des lois; le sentiment de la soli-
« darité doit nous faire comprendre la nécessité
« d'incorporer dans la justice même, nombre de
« devoirs sociaux pour l'accomplissement desquels
« on s'est reposé, trop longtemps sur l'arbitraire de
« la charité » (1). M. Gide a reconnu lui-même la fragilité de l'association purement contractuelle, lorsque, s'engageant sur les traces de M. Léon Bourgeois, le savant professeur s'écrie : « Associa-
« tion contractuelle ! alors nous excluons la solida-

(1) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 17.

« rité réalisée par la loi, par l'Etat, par exemple
« l'association et l'assurance sociale? Non, car nous
« pouvons les appeler, comme M. Bourgeois «quasi-
« contractuelles ».

« Je considère l'Etat, toutes les fois qu'il est
« organisé démocratiquement, c'est-à-dire toutes les
« fois que la loi et le gouvernement ne sont que l'ex-
« pression sincère de la volonté de la majorité com-
« me véritablement une association libre, tout aussi
« bien et mieux qu'une société financière ou coopé-
« rative ou une compagnie de chemins de fer. Sans
« doute il faut se soumettre à la loi de la majo-
« rité; mais qu'elle est donc l'association où il
« puisse en être autrement? Dès qu'il y a trois per-
« sonnes associées il faut bien que, s'il y en a deux
« du même avis, la troisième se soumette ». (1)

Mais alors, nous sommes loin du coopératisme contractuel et bien près du socialisme. Toute la théorie de la conquête prolétarienne des pouvoirs publics et de l'avènement du collectivisme peut passer avec le criterium majoritaire de M. Gide. Qu'une majorité se prononce en ce sens et rien ne saurait alors s'opposer à ce qu'elle élaborât un système de lois organisant la justice socialiste par la transformation du régime de la propriété.

(1) CH. GIDE. *La solidarité économique dans Essai d'une philosophie de la solidarité*, page 223.

Est-ce à dire que le solidarisme ne soit qu'un acheminement vers le socialisme? Les solidaristes s'en défendent. Dans son tout récent livre sur le solidarisme, M. Bouglé indique que la divergence se marque de plus en plus chaque jour, depuis que les deux fractions extrêmes du socialisme se sentant débordées l'une et l'autre par le syndicalisme révolutionnaire s'efforcent de le ramener à elles en s'unifiant contre les partis suspects de paix sociale et en insistant systématiquement sur ce qui les sépare.

On peut répondre à M. Bouglé qu'il n'y a là qu'une question de tactique variable avec les besoins électoraux et les décisions des congrès du socialisme international, mais qui n'engage pas la doctrine générale du socialisme.

Nous n'avons pas, dans cette étude purement doctrinale, à nous arrêter à ces attitudes passagères prises sur le terrain de la pratique par les militants du solidarisme ou du socialisme. La question est plus haute.

Sur le terrain des principes nous avons vu que deux points essentiels séparent le solidarisme et le socialisme: la suppression de la propriété et la lutte de classes. Mais sur aucun la séparation n'est bien définie et précise. Si l'on regarde plus loin que les formules, on s'aperçoit vite que dans leur souplesse et leur diversité, elles embrassent des modalités ca-

pables de satisfaire à la fois les conclusions du socialisme et du solidarisme.

Sur la première formule; suppression de la propriété individuelle, M. Bouglé reconnaît lui-même que « malgré les apparences, elle a une signification « moins décisive qu'on ne croit. De l'aveu de socialistes classés, elle est équivoque » (1). Elle indique bien plutôt, en effet, la forme de propriété qu'il est nécessaire de transformer, que les modalités juridiques du droit de propriété qui lui succèderaient après que le souffle de la révolution sociale aurait balayé la surface de la terre (2) et parmi lesquelles « ces propriétés solidaires » dont parle M. Rauh, pourraient peut-être s'accommoder finalement avec la doctrine solidariste.

Sur la deuxième formule: lutte de classes, l'accord est encore possible. Qu'il y ait des classes, le solidarisme ne le nie pas. « Les solidaristes ont été « amenés, dit encore M. Bouglé, par leur distinction même entre ceux qui sont surtout créanciers « et ceux qui sont surtout débiteurs, à avouer l'existence de classes. » (4) Qu'il y ait lutte, l'histoire et surtout les épisodes souvent sanglants de la lutte

(1) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 171.

(2) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 172.

(3) Voir RAUH. *Propriété individuelle et propriété solidaire* dans *Essai d'une philosophie de la solidarité*, pages 163-180.

(4) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 172.

actuelle ne permettent guère de le nier. Mais cette lutte répugne à la conscience solidariste « par les « conséquences qu'on en tire, par les procédés « qu'elle suggère, par les sentiments qu'elle surex- « cite ». (1). Dès lors, les solidaristes vont s'effor- cer d'atténuer ses effets par tous leurs raisonnements typiques, tous les « exemples dont ils se servent « pour illustrer leur thèse initiale et qui son autant « de démonstrations de la puissance et de l'utilité « des traditions, des sentiments, des intérêts qui en- « veloppent ces classes d'un même filet protecteur et « qui continuent de les unir alors même qu'elles se- « raient séparées par la disproportion des avanta- « ges économiques dont elles jouissent » (2).

Il n'y a pas là, nous semble-t-il, de quoi séparer irrémédiablement le solidarisme et le socialisme. Il est vrai que la lutte de classes fait partie de la technique doctrinale du socialisme, tout au moins au point de vue dynamique. Mais au point de vue statique, le socialisme réalisé suppose la disparition des classes et l'enveloppement de tous les individus dans ce « filet protecteur » des intérêts solidaires où la justice organisée assurera à chacun sa due part des avantages économiques.

Déjà le *Manifeste communiste* exprimait très net-

(1) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 172.

(2) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 172.

tement cette tendance finale du socialisme. « Quand,
« dit-il, au cours de l'évolution graduelle auront
« disparu les différences de classe, toute la produc-
« tion restant concentrée aux mains des individus
« associés, le pouvoir public perdra son caractère
« politique puisque le pouvoir politique n'est autre
« que la force organisée d'une classe pour l'oppres-
« sion d'une autre. Quand le prolétariat, dans les
« luttes contre la bourgeoisie, se constitue forte-
« ment comme classe et au moyen de la révolution
« se fait classe dominante, pour, comme telle, abolir
« par la force, les conditions anciennes de la pro-
« duction, avec ces conditions de production il sup-
« prime les raisons d'être de la différence de clas-
« ses, ces classes elles-mêmes et par suite sa propre
« domination de classe.

« A la place de la vieille société bourgeoise avec
« ses classes, s'établira une association dans laquelle
« le libre développement de chaque individu sera
« la condition du libre développement de tous. »

Même sur ces deux formules de la suppression de
la propriété individuelle et de la lutte de classes, il
y a donc finalement possibilité d'entente entre les so-
cialistes et les solidaristes. C'est M. Bouglé qui dé-
clare lui-même que le « solidarisme pouvait s'adap-
« ter à un socialisme réformiste ». Il nous paraît
difficile qu'il en soit autrement, car si la confronta-
tion des formules n'aboutit pas toujours à une simi-

litude parfaite, celles-ci s'émoussent bien vite contre la force des choses qui rapprochent jusqu'à les confondre, deux doctrines qui par leur esprit et leur méthode scientifique tendent au même but : la justice sociale.

Sur le terrain de la pratique, nous ne croyons pas, comme semble le craindre M. Bouglé (1), que des divergences de plus en plus sensibles se creusent entre l'attitude des solidaristes et des socialistes.

Nous croyons, au contraire, que la nécessité d'adapter les principes théoriques à la réalité les rapprochera toujours davantage. D'une part, en effet, au fur et à mesure des améliorations méthodiques et progressives par lesquelles la théorie s'incorpore à l'art social, le problème de la propriété « sociale ou solidaire » s'imposera de plus en plus au « solidarisme » comme le fondement même de l'organisation de la justice. D'autre part le socialisme, en pénétrant davantage dans la propriété, devra sans cesse rectifier ses formules pour les accommoder aux modalités complexes, changeantes et diverses de la production. Déjà il s'essaie : il apporte ses solutions dans les problèmes actuels, tâchant d'extraire de la société actuelle le plus de profit pour la classe ouvrière. Cet effort d'interprétation méthodique et d'adaptation progressive mais résolue fait partie intégrante du mouvement socialiste. Il n'est pas vrai-

(1) Voir BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 175.

semblable que celui-ci se lesterait de sitôt de cette tendance réformiste et idéaliste qui a donné au socialisme scientifique toute son ampleur de doctrine synthétique et consentira à perdre ainsi sa figure propre pour réintégrer les nuages de l'utopie ou s'abîmer dans l'intransigeance du dogmatisme révolutionnaire. Aucune doctrine n'est exempte d'outrances ou de déviations, mais il y a toujours des sages pour les ramener dans l'axe et nous sommes convaincus que longtemps encore le solidarisme et le socialisme évolueront autour du même axe.

Il n'y a pas seulement en effet entre ces deux doctrines des contacts passagers et superficiels, mais une intimité profonde.

Cette intimité apparaît encore mieux dans la forme développée, donnée récemment au solidarisme par des sociologues qui ont poussé la doctrine jusqu'à ses plus extrêmes limites, notamment MM. Bouglé et Kurnatowski.

Dans son remarquable livre sur le Solidarisme, Monsieur Bouglé consacre tout un chapitre à chercher la frontière entre le solidarisme et le socialisme. Ce chapitre (1) justifie pleinement le titre pittoresque dont le pare l'auteur, *la pente socialiste*, sur laquelle M. Bouglé ne parvient pas à retenir le solidarisme. Ce n'est ni dans leur désir commun de

(1) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*. Chapitre V. *La pente socialiste*, page 134.

diminuer les inégalités sociales; ni dans leur égale prétention de sauvegarder la liberté humaine, ni dans leur conception juridique de l'Etat, que M. Bouglé trouve le départ des deux doctrines, et lui-même l'avoue très franchement: « On le voit: quel qu'ait
« pu être, chez les premiers artisans du solida-
« risme, le désir de se distinguer du socialisme, les
« principes politiques auxquels ils s'arrêtent sont
« loin de constituer une infranchissable barrière;
« qu'il s'agisse de la notion de l'Etat, de celle de
« la liberté, de celle même de l'égalité, nombre de so-
« cialistes aussi pourraient protester qu'ils accep-
« tent les définitions proposées par les solidaris-
« tes » (1). Et plus loin, après avoir examiné le programme pratique du solidarisme, M. Bouglé en arrive à cette conclusion que celui-ci « ne saurait al-
« ler loin dans la réalisation de ce programme, sans
« escompter d'un côté l'intervention des pouvoirs
« publics, de l'autre, l'organisation des forces po-
« pulaires; pour que nous accomplissions tout no-
« tre devoir social, il est bon que nous y soyons
« aidés par la pression d'en haut et par la poussée
« d'en bas.

« S'il est vrai que notre doctrine s'ouvre de plus
« en plus à ces deux tendances, on peut penser que
« les économistes alarmés n'avaient pas tort et que

(1) C. BOUGLÉ. *Le Solidarisme*. Chapitre V. *La pente socialiste*, page 158.

« le solidarisme, sur plus d'un point, qu'il l'ait voulu ou non, se trouve amené à faire le lit du socialisme » (1).

Avec M. Kurnatowski, le contact entre le solidarisme et le socialisme est encore plus profond. M. Kurnatowski se défend d'être socialiste et se livre dans sa très suggestive brochure *« Esquisse de l'évolution solidariste »* à une critique très judicieuse et très réaliste des formules marxistes. L'auteur abandonne la thèse de Marx comme contredite par les faits et incompatible avec le régime idéal vers lequel tend l'évolution sociale et que M. Kurnatowski appelle le régime de « l'Individualité absolue ». Cependant il est un socialisme qui a les faveurs de M. Kurnatowski, c'est celui qu'il appelle le « quasi-socialisme », et qu'il définit « un mouvement qui se trompe en théorie, approuvant le collectivisme comme idéal, mais qui dans la pratique, est dans une bonne voie, car il conquiert pour les ouvriers les droits du citoyen, il les aide à s'organiser et il fait qu'ils arrivent à améliorer leur sort. Une telle activité est profondément estimable. » (2) Le vrai but du quasi-socialisme, c'est ce qu'on appelle le programme minimum socialiste. Il englobe le régime politique démocratique, l'instruction obligatoire, l'impôt progressif sur le revenu, les

(1) BOUGLÉ. *Le Solidarisme*, page 170.

(2) KURNATOWSKI. *Esquisse d'évolution solidariste*, page 48.

« assurances ouvrières, la journée de huit heures,
« etc... » (1) Et M. Kurnatowski pense que ce « pro-
« théorie de la solidarité va nous démontrer l'unité
« profonde du programme minimum socialiste et
« du programme maximum démocratique, elle va
« nous démontrer la nécessité d'admettre le princi-
« pe de l'intervention de l'Etat dans les relations
« économiques, elle va démontrer enfin que ni l'uni-
« té des deux programmes ci-dessus mentionnés, ni
« le principe de l'Intervention de l'Etat ne condui-
« sent vers la réalisation du programme maximum
« socialiste, mais qu'ils conduisent vers un régime
« tout autre » celui de l'Individualité absolue.

Il y a donc identité de programme entre les quasi-socialistes et les solidaristes, sans qu'il y ait identité de but final. Encore cette conclusion nous paraît-elle par trop absolue. Qu'on relise en effet, les œuvres de ceux que M. Kurnatowski appelle des quasi-socialistes, les « *Etudes socialistes* » de M. Jaurès, « *Le régime socialiste* » de M. Renard, « *l'Individu, l'Association et l'Etat* » de M. E. Fournière ou « *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* » de M. E. Bernstein ; chez tous on retrouve le même souci de l'individu qui doit être en définitive le bénéficiaire de la socialisation des moyens de production. Tous sont d'accord que le socialisme ne peut naître de toutes pièces sous la magie d'une révolution, mais

(1) KURNATOWSKI. *Esquisse d'évolution solidariste*, page 49.

doit être au contraire une adaptation méthodique des moyens de production aux besoins et aux efforts variés des individus, réalisée par l'association humaine elle-même. L'Individualisme reste pour tous le point de départ et le point d'arrivée; « le socialisme n'est que le moyen destiné à assurer pour chacun et pour tous la meilleure réalisation du but final, le meilleur et le plus complet développement de l'être individuel. » (1) Cette préoccupation individualiste se retrouve à chaque instant dans l'œuvre des « quasi-socialistes ».

Elle se manifeste chez M. Renard dès le début de son livre qui commence par cette assertion suggestive: « Tout être humain comme tout être vivant tend à vivre sa plénitude de vie; il aspire au libre et entier exercice de ses facultés physiques, intellectuelles et morales. Un développement complet et harmonieux, telle est la fin naturelle et nécessaire. » (2) Le socialisme peut-il assurer cette fin? M. Renard s'efforce de le démontrer. En tous cas, c'est son désir et il nous le dit lui-même en terminant. « L'œuvre que j'achève, pour imparfaite qu'elle soit, aura répondu au désir qui me l'a fait entreprendre si elle dissipe quelques-uns des préjugés et des malentendus qui divisent les cher-

(1) VAZEILLES. *La question sociale est une question de méthodes*, page 81.

(2) RENARD. *Le régime socialiste*, page 5.

« cheurs de bonne volonté, si elle aide surtout les
« hommes à s'acheminer au bonheur par la liberté
« et à la liberté par une organisation sociale équita-
« ble et rationnelle. » (1)

Le socialisme recherche donc tout autant que le solidarisme l'émancipation de l'individu. Qu'importe que la fin poursuivie soit dénommée « Régime de l'Individualité absolue ou socialisme libertaire » ; la chose reste la même et il semble bien que M. Kurnatowski n'ait opéré qu'un changement de nom. Tout d'abord, il baptise « quasi-socialistes » pour les confondre avec les solidaristes cette pléiade de socialistes qui, loin de s'arrêter sur la route du socialisme pour se contenter d'un socialisme mitigé, a bien plutôt donné à la pensée de Marx dont ils se réclament toute sa compréhension et toute son envergure. Ils sont bien plutôt des socialistes complets que des quasi-socialistes. Ils ont poussé à fond l'analyse des phénomènes sociaux selon la méthode marxiste et en ont conclu que la réalisation des principes socialistes tels que la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'expropriation des capitalistes ne sont pas des buts finaux, mais seulement des moyens d'émancipation individuelle. Comme l'a dit excellemment Bernstein, la tâche du socialisme, au lieu de spéculer sur « la grande catastrophe, c'est d'organiser politiquement et de

(1) RENARD. *Le régime socialiste*, page 186.

« préparer, pour la démocratie, la classe ouvrière,
« et de lutter pour toutes les réformes dans l'Etat,
« propres à relever la classe ouvrière et à transfor-
« mer l'institution de l'Etat dans un sens démocra-
« tique. » (1) Combien de solidaristes souscriraient
à cette formule! M. Kurnatowski lui-même dit-il
autre chose lorsqu'il écrit: « Le but essentiel de la
« solidarité, c'est de modifier le capitalisme jusqu'à
« ce que le terrain pour un nouveau régime social
« soit parfaitement déblayé. L'évolution antérieure
« nous démontre la direction dans laquelle doivent
« se faire ces modifications; c'est l'élargissement
« non seulement des droits politiques mais aussi
« des droits économiques de l'individu. Le côté poli-
« tique de la question est résolu par le républica-
« nisme fédératif. Le côté économique est plus com-
« piqué. Ici l'élargissement des droits de l'individu
« signifie une hausse de la valeur du travail indi-
« viduel et l'abolition des privilèges du capital.» (2)

Pour se séparer du socialisme, M. Kurnatowski
est obligé d'en séparer également ses meilleurs adeptes
en les baptisant « quasi-socialistes », alors au
contraire que ceux-ci sont des véritables socialistes
et que de plus en plus la diversité du mouvement

(1) E. BERNSTEIN. *Socialisme théorique et social démocratie pratique*. Avant-propos, page 38.

(2) KURNATOWSKI. *Esquisse d'évolution solidariste*, page 90.

économique et les institutions politiques en éliminant les chances révolutionnaires et le dogmatisme simpliste les mettent au premier plan. M. Kurnatowski s'intitule solidariste..., pour le moment.... en attendant l'avènement de l'Individualité absolue. En réalité la technique de sa doctrine est parfaitement socialiste.... disons plutôt quasi-socialiste en nous rappelant que c'est la même chose.

S'il n'aboutit pas au collectivisme de Marx, c'est qu'il a d'autres éléments d'appréciation. Après Bernstein, il constate que la loi de la concentration n'agit pas aussi rigoureusement que l'avait prédit la dialectique marxienne. Au contraire, un mouvement de « déconcentration » sérieux semble devoir se produire grâce à la généralisation du transport de l'électricité à domicile. (1) Est-ce à dire que les conclusions de M. Kurnatowski soient antisocialistes. Pas le moins du monde. Ecoutons-le. « Le but
« extrême de l'Etat est de transformer chaque hom-
« me en individualité consciente et civilisée et de
« créer des conditions d'existence pour une telle in-
« dividualité dont l'activité sociale doit s'orienter
« dans cette direction.

« A l'époque du solidarisme, elle s'exprimera
« dans des réformes solidaristes auxquelles nous
« joignons les banques pour les petits producteurs

(1) KURNATOWSKI. *Esquisse d'évolution solidariste*, page 84.

« autonomes agricoles et industriels. A l'aube de
« l'époque de l'Individualisme absolu, l'action de
« l'Etat aura un but beaucoup plus vaste dont on
« ne peut qu'esquisser les grandes lignes. Une de
« ses premières tâches sera alors sans doute de na-
« tionaliser les chutes d'eau, les usines qui produi-
« sent la force et de les distribuer de façon que cha-
« cun puisse profiter de leur force et l'installer chez
« soi, au moyen de l'abonnement. L'intervention de
« l'Etat doit agir aussi de façon que l'achat des
« usines productrices de force soit interdit aux par-
« ticuliers. Alors le capital acculé 1° par l'impôt
« progressif, 2° par le coût montant du salaire, 3°
« par la concurrence du petit producteur autono-
« me qui disposera d'une force commune et d'un
« crédit de l'Etat refusé au capitaliste, alors, dis-je,
« le capitaliste se trouvera dans des conditions tel-
« les que le capital perdra toute valeur..

« Dans ce nouveau régime, le rôle de producteur
« appartient au petit producteur autonome, tra-
« vaillant sur son métier ou sur son morceau de
« terre ou aussi sur l'un et l'autre; le rôle du capi-
« tal industriel passera à l'Etat, à la province et
« à la commune qui fourniront la force, le rôle du
« capital commercial passera d'une part aux socié-
« tés de petits producteurs autonomes pour la ven-
« te de leurs produits et d'autre part aux sociétés

« de consommation pour l'achat de tous les produits dont on a besoin. » (1)

Telle est l'esquisse d'évolution solidariste de M. Kurnatowski. C'est une transposition de principes du plus pur socialisme dans un milieu de production éventuellement différent de celui que Marx avait pu observer. Mais que dans le système de M. Kurnatowski, l'Etat ou plutôt la société conserve un droit éminent de propriété sur les organes principaux et les sources vives de la production, c'est là une conclusion éminemment socialiste à laquelle même le plus intransigeant marxiste ne contredirait pas.

• •

En résumé, socialisme et solidarisme sont intimement liés par l'idée de solidarité. Par elle leurs divergences s'émoussent et leurs conclusions se rapprochent. Mais le premier, toujours fidèle à la discipline marxiste est encore imprégné, malgré l'effort des socialistes idéalistes, de rigorisme doctrinal. Il abandonne difficilement ses formules et se prête mal aux concessions de principes. Le second, plus nouveau et plus souple, est aussi plus imprécis. Ses contours sont encore mal définis. Mais il n'y a pas là une cause de faiblesse. Au contraire, à cause de son éclectisme généreux et de sa facilité d'a-

(1) KURNATOWSKI. *Esquisse d'évolution solidariste*, page 93.

grandir ses cadres, le solidarisme répond parfaitement aux aspirations d'une époque où tout évolue avec une rapidité prodigieuse et où la multiplicité toujours croissante des rapports sociaux affecte profondément les individus. C'est une garantie d'adaptation à des conditions nouvelles qui manquait précisément à l'Individualisme et que la force des choses a dû corriger.

La vie n'est, en effet, ni une ligne droite, ni une équation toujours identique à elle-même. Une doctrine qui veut être le reflet de la vie ou tout au moins d'un moment de la vie sociale, ne peut donc être ni une règle rigide, ni un syllogisme. Elle ne peut heurter violemment les faits ni contredire l'évolution sans se briser elle-même. Nous savons que ce danger n'existe pas pour le Solidarisme. Interprétation réaliste et vivante des phénomènes sociaux, il n'a pas enchaîné sa destinée à des formules dogmatiques ou à des conclusions prématurées. Il s'est attaché au contraire à découvrir le sens exact des rapports humains avec leur imprévu, leurs caprices, leurs oppositions, leurs similitudes et leurs répétitions. Toute sa force et sa fécondité sont là.

On peut dire que le Solidarisme est une méthode, plus qu'une doctrine véritable. C'est une sociologie large et solide qui ne prétend pas guider ni devancer l'évolution, mais seulement la suivre et la rectifier. Grâce à la part nécessaire qu'il fait aux

forces idéologiques, il laisse, en effet, la porte ouverte à toutes les espérances et à toutes les réformes sociales. Bien plus, il suscite ces réformes en enseignant leur devoir aux riches et aux puissants auxquels il montre les exigences de la solidarité et de la justice. C'est un point capital. Par là, le solidarisme ruine la philosophie malthusienne qui affranchissait les classes dirigeantes de toute responsabilité sociale, en érigeant la misère, la servitude et l'ignorance des travailleurs en lois naturelles et **inéluctables**. Par là, il s'assure, en outre, une force considérable, toute la force que peut donner l'alliance scientifique de la morale et de l'économie comme condition et levier du progrès.

BIBLIOGRAPHIE

SISMONDI. — Nouveaux principes d'économie politique. Paris 1827. 2 vol. in-8°.

Doctrine de St Simon. — Exposition. 1^{re} année 1829. Paris 1830.

ST SIMON. — Le Nouveau Christianisme. *Edition* de 1832.

VILLERMÉ (docteur). — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Ouvrage entrepris par ordre et sous les auspices de l'Académie des sciences morales et politiques, Paris. Y. Renouard. 1840. 2 vol. in-8°.

LEROUX (Pierre). — De l'Humanité, de son principe et de son avenir où se trouve exposée la vraie définition de la religion et où l'on explique le sens, la suite et l'enchaînement du mosaïsme et du christianisme. 2 vol. in-8° *réédité* 1845.

Physiocrates. — Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, le Margrave de Bade, l'abbé Baudeau, Le Trassac avec une introduction d'Eugène Daire. 2 vol. grand in-8°, Paris 1846, édition *Guillaumin*.

LEROUX (Pierre). — Le carrosse de M. Aguado. 1848. *Boussac Leroux*, in-8°.

- BLANC (Louis). — Organisation du travail 5^e édition, revue, corrigée et augmentée d'une polémique entre M. Michel Chevallier et l'auteur. Paris, au bureau de la Société de l'industrie fraternelle 1848, in-18°.
- SMITH (Adam). — Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Paris. *Guillaumin* 1860. 3 vol. in-12°.
- PROUD'HON (P.-). — Œuvres complètes 1868 à 1876. 33 volumes in-12°.
- BLANC (Louis). — Histoire de la Révolution française, Paris 1878. 8 vol. in-8°.
- BLANC (Louis). — Histoire de dix ans, 1830-1840. 13^e édition. Paris 1883. 5 vol. in-8°.
- MARION (Henri). — De la solidarité morale. 2^e édition. Paris 1883.
- FOUILLÉE (Alfred). — La liberté et le déterminisme, 2^e édition. Paris 1884, in-8°.
- FOUILLÉE (Alfred). — La propriété sociale et la démocratie. Paris 1884. in-16°.
- FOUILLÉE (Alfred). — La science sociale contemporaine. Paris *Hachette*, 2^e édition, 1885.
- FOURIER (Charles). — Œuvres choisies (*publiées par Ch. Gide*). Paris 1890, in-16°.
- MALON (Benoit). — Le socialisme intégral 1890. *F. Alcan* et « *Revue Sociale* ».
- COMTE (Auguste). — Cours de philosophie positive, 5^e édition. Paris, au siège de la Société positiviste, 1892-1894, in-8°.
- ENGELS (Frédéric). — Socialisme utopique et socialisme scientifique. Développement du socialisme), traduit par V. Zaslouitch, 2^e édition, 1892, in-16°.
- GIDE (Charles). — Quatre écoles d'économie sociale, conférences données à l'Aula de l'Université de Genève. Genève 1894, in-16°.

- IZOULET (Jean). — La Cité moderne et la métaphysique de la sociologie. Paris, *F. Alcan*, 1894, in-8°.
- DURKHEIM (Emile). — Les règles de la méthode sociologique. Paris, *F. Alcan*, 1895, in-18°.
- BOUGLÉ (Camille). — Les sciences sociales en Allemagne, les méthodes actuelles. Paris, *F. Alcan*, 1896, in-18°.
- RICHARD (Gaston). — Le socialisme et la science sociale, Paris *F. Alcan*, 1897, in-18°.
- VAZEILLES (docteur). — La question sociale est une question de méthode. Paris *V. Giard et E. Brière*, 1897, in-8°.
- FOURNIÈRE (Eugène). — L'Idéalisme social. Paris, *F. Alcan*, 1898, in-8°.
- Morale sociale.* — Leçons professées au Collège libre des sciences sociales. Paris, *F. Alcan*, 1899.
- BOUGLÉ (Camille). — Les idées égalitaires, étude sociologique. Paris, *F. Alcan*, 1899.
- BOUGLÉ (Camille). — Pour la démocratie française : conférences populaires avec une préface de M. Gabriel Séailles. Paris, *E. Cornély*, 1900, in-16°.
- MARX (Paul). — Le capital, critique de l'économie politique avec une préface de F. Engels, traduit à l'Institut des sciences sociales de Bruxelles, par Julien Borchardt et Hippolyte Vanderrydt. Paris, *V. Giard et E. Brière*, 1900, in-8°.
- FOURNIÈRE (Eugène). — Essai sur l'Individualisme. Paris, *F. Alcan*, 1901, in-16°.
- JAURÈS. — Histoire socialiste, sous la direction de J. Jaurès. Paris, J. Rouff, 1901-1903, gr. in-8°.
- JAURÈS. — Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire. (Conférence de J. Jaurès et réponse de P. Lafargue, 12 janvier 1895). Lille, imp. de *Lagrange*, 1901, in-18°.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie avant 1789. Paris, *Rousseau*, 2^e édition, 1901.

- Essai d'une philosophie de la solidarité. Conférences et discussions.* Paris, *F. Alcan*, 1902.
- BOURGEOIS (Léon). — *Solidarité.* Paris, *Armand Colin*, 3^e édition, 1902.
- BOUGLÉ (Camille). — *La crise du Libéralisme.* Paris, *E. Cornély*, 1902, in-16°.
- Congrès international de l'éducation sociale.* — Rapports et discussions. Paris, *Alcan* 1901, in-4°.
- DURKHEIM (Emile). — *De la division du travail social.* Paris, 2^e édition, 1902.
- JAURÈS (Jean). — *Etudes socialistes.* Paris 1902, in-18°.
- BERNSTEIN (Edouard). — *Socialisme théorique et social démocratie pratique*, traduction Alexandre Cohen. Paris, *Stock*, 2^e édition, 1903.
- EICHTAL (Eugène d'). — *La solidarité sociale et ses nouvelles formules.* Paris, *A. Picard et fils*, 1903, in-8°.
- RENARD (Georges). — *Le régime socialiste, principes de son organisation politique et économique.* Paris, *F. Alcan*, 4^e édition, 1903, in-18°.
- RICHARD (Gaston). — *Notions élémentaires de sociologie.* Paris, *C. Delagrave*, 1903, in-18°.
- Les applications sociales de la Solidarité.* Paris, *F. Alcan*, 1904.
- JAY (Raoul). — *La protection légale des travailleurs.* Paris, *L. Larose*, 1904, in-18°.
- MENGER (Antoine). — *L'Etat socialiste*, traduit par Edgard Milhaud avec une introduction de Ch. Andler. Paris, *G. Bellais* 1904, in-18°.
- LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie, de 1789 à 1879*, 2^e édition. Paris, *Rousseau*, 1904, in-8°.
- DESCHAMPS. — *Cours professé à la Faculté de droit de Paris, années 1905-1906.*
- GIDE (Charles). — *Economie sociale.* Paris, *L. Larose et L. Tenin*, 1905, in-8°.
- JAY (Raoul). — *Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, années 1905-1906.*

- JAY (Raoul). — L'assurance ouvrière et la solidarité dans l'industrie. Paris, 1905, in-8°.
- GIDE (Charles). — La Coopération. Conférences de propagande, 2^e édition. Paris, L. Larose et L. Tenin, 1906, in-8°.
- KROPOTKINE (Pierre). — L'entraide, un facteur de l'évolution, traduit de l'anglais sur l'édition revue et corrigée par L. Bréal. Paris, Hachette, 1906, in-16°.
- MANTOUX (Paul). — La révolution industrielle en Angleterre au 18^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre. Paris, G. Bellais, 1906, in-8°.
- BOUGLÉ (Camille). — Le Solidarisme. Paris, V. Giard et E. Brière, 1907.
- DESCHAMPS. — Cours professé à la Faculté de droit de Paris, années 1907-1908.
- FLEURANT. — Sur la Solidarité. Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- FOURNIÈRE (Eugène). — L'Individu, l'Association et l'Etat. Paris, F. Alcan, 1907, in-8°.
- KURNATOWSKI (Georges). — Esquisses d'évolution solidariste. Paris, M. Rivière, 1907, in-8°.
- GIDE (Charles). — Cours d'économie politique. Paris 1909.
- Grande Encyclopédie*. — Article: *Solidarité*.

REVUES ET JOURNAUX

- DENIS (Hector). — Des origines et de l'évolution du droit économique. *La Philosophie positive* 1881.
- DENIS (Hector). — La Solidarité et l'Individualisme. *Revue socialiste* 1896.
- LÉON (Henry). — Le Solidarisme, la Science économique et les doctrines sociales. *Journal des économistes*. Mai 1897.
- EICHTAL (Eugène d'). — Le Socialisme d'état idéaliste. *Revue politique et parlementaire*. Décembre 1897.

- BRUNETIÈRE (Ferdinand). — Conférence sur « l'Idée de solidarité ». *Journal des Débats* du 16 décembre 1900.
- GIDE (Charles). — Essai d'une définition de la solidarité. *Bulletin de l'Union pour l'Action morale*, 1900.
- SOBEL (Georges). — Les polémiques sur l'interprétation du marxisme. *Revue internationale de sociologie*, 1900.
- BRUNOT (Charles). — Solidarité et Charité. *Revue politique et parlementaire*, Juin 1901.
- FOLLIN. — La solidarité économique et l'économie solidariste. *Journal des Economistes*, août 1902.
- BOUGLÉ (Camille). — L'évolution du solidarisme. *Revue politique et parlementaire*, mars 1903.
- EICHTAL (Eug. d'). — Solidarité sociale et Solidarisme. *Revue pol. et parl.* Juillet 1903.
- RENARD (G.). — Le Socialisme à l'œuvre. *Revue pol. et parl.* Mars 1907.
- BRUNOT (Charles). — Etude sur la solidarité sociale comme principe des lois. *Académie des sciences morales et politiques. Compte rendu* année 1903.
- HITIER. — La dernière évolution doctrinale du socialisme. Le socialisme juridique. *Revue d'économie politique*, année 1906, tome 20.
- LEROY-BEAULIEU (Anatole). — De la solidarité sociale. *Académie des sciences morales et politiques. Compte rendu*, année 1906.
- PORTE (Marcel). — Le socialisme juridique d'après une récente étude. *Revue générale du droit de législation en France et à l'étranger*, année 1907.
- VILFREDO PARETO. — Solidarité sociale. *Journal des Economistes*, février 1898.
- CHARLES LETORT. — Compte rendu de la Société d'économie politique (réunies) du 5 décembre 1904. Discussion: Solidarité, Solidarisme, Socialisme. *Journal des économistes*, décembre 1904.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	5
-------------------------------	----------

PREMIÈRE PARTIE

Une doctrine nouvelle issue de l'Idée de solidarité. Le solidarisme. Deux doctrines en présence : Individualisme et Socialisme. Caractère de leur opposition. Le solidarisme, synthèse de l'Individualisme et du socialisme. Son fondement : la solidarité. Sa méthode : l'induction, l'idée de justice sociale. Définition.	7
--	---

DEUXIÈME PARTIE

<i>La genèse de la doctrine solidariste au point de vue économique</i>	43
--	----

CHAPITRE I.

Le milieu économique issu du Libéralisme

L'avènement de la bourgeoisie libérale. Ses principes. Leur application par la Révolution. La liberté du travail et le rôle négatif de l'État en matière économique. Le régime libéral, : la négation de la solidarité et la production collective. Les résultats, le prolétariat, sa condition. Comment se pose la question d'une intervention sociale dans les rapports économiques des individus.	45
--	----

CHAPITRE II.

La réaction doctrinale contre l'individualisme et l'idée de solidarité jusqu'en 1848

Orientation nouvelle de la science économique. Réaction anti-individualiste. Le socialisme utopique, ses principaux caractères. Pierre Leroux et l'idée de solidarité. L'influence de la solidarité sur la science sociale. Le mouvement interventionniste. La réglementation du travail	77
--	----

CHAPITRE III.

L'Idée de solidarité après 1848

La Révolution de 1848. Les associations ouvrières, L'idéalisme révolutionnaire. Le socialisme scientifique et le matérialisme économique, son échec. Recrudescence de l'esprit de solidarité et de l'idéalisme. La démocratie, son influence sur la lutte de classes et l'idée de solidarité. . . 104

TROISIÈME PARTIE

La doctrine économique du solidarisme

CHAPITRE I.

Caractères généraux du solidarisme

Double aspect de la solidarité, son influence sur la législation et la doctrine. La nouvelle école, son programme, ses caractères principaux. Différences et affinités avec le socialisme. Inséparabilité du fait de solidarité et de l'idée de justice sociale. 123

CHAPITRE II.

Théorie de la justice sociale

M. L. Bourgeois : le quasi-contrat et la dette sociale. L'organisation juridique de la justice. La justice socialiste, la réalité du droit, la propriété sociale et la réglementation. Comparaison entre la conception solidariste et la conception socialiste de la justice sociale. 149

CHAPITRE III.

Solidarisme et Socialisme

Les formes avancées du solidarisme. Le coopératisme et M. Gide. En marche vers le socialisme. Les divergences sont-elles irréductibles? Le solidarisme de MM. Bouglé et Kurnatowski. *Conclusion*. 171

Bibliographie. 195

